

---

# *futuribles*

---

Été 1977

Analyse – Prévision – Prospective

# *futuribles*

Revue trimestrielle de l'Association Internationale Futuribles  
10, rue Cernuschi, 75017 Paris, France — Tél. 924-54-79 et 766-59-46

## COMITÉ D'ORIENTATION

Michel ALBERT, Serge ANTOINE, Alain-Marie CARRON, Bernard CAZES, Michel CROZIER, Jacques DURAND, François ECK, Emilio FONTELA, Claude GUILLEMIN, Paul-Marc HENRY, Bertrand de JOUVENEL, Edmond LISLE, Daniel MALKIN, Henri MENDRAS, Pierre MASSÉ, Aurelio PECCEI, Pierre PIGANIOL, Guy POQUET, Jean SAINT-GEOURS, Georges VEDEL.

## DIRECTEUR

Hugues de JOUVENEL.

## SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Françoise ROBINET.

\* \* \*

ABONNEMENT (un an): 120 F (France et étranger)  
Envoi par avion sur demande, port en sus.

LE NUMÉRO: 32 F (port en sus)

*Les articles signés expriment l'opinion des auteurs  
et pas nécessairement celle de l'Association Internationale Futuribles  
Tous droits de reproduction même partielle, par quelque procédé que ce soit,  
réservés pour tous pays*

© Association Internationale Futuribles 1977  
SIRET: n° 784.31.4940.00031 — ISSN — 6337-307 X

Publié avec le concours du CNRS

Commission paritaire n° 56798

# Sommaire

N° 11

ÉTÉ 1977

Bernard F. CHADENET

*Effets des contraintes d'environnement et de population sur le développement économique* .. .. . 259

Jean SAINT-GEOURS

*Futurible du bon développement* .. .. . 277

Jean-Paul BACHY

*Emploi : bilan, projets et perspectives* .. .. . 297

Georges ROQUES

*Propositions pour une amélioration de l'emploi en France* .. .. . 305

CAISSE NATIONALE DES MARCHÉS DE L'ÉTAT

*La création d'entreprises : forces favorables et défavorables à la création d'entreprises d'individus* .. .. . 311

Guy CABUROL (CGT)

*Point de vue syndical sur l'emploi : la position de la Confédération Générale du Travail* .. .. . 321

Gérard GALPIN (FO)

*Point de vue syndical sur l'emploi : la position de Force Ouvrière* 322

Sylvain WICKHAM

*Maturité industrielle, management et qualification* .. .. . 325

Raymond MELKA

*Quelques remarques sur les prévisions en matière d'emploi en France* 339

## FORUM PRÉVISIONNEL

- Pour un programme de recherche de la prospective par Claude Lacour 345
- Recherches sur le futur en Union Soviétique par Igor V. Bestuzhev-Lada 355

### BIBLIOGRAPHIE

#### I. Analyses critiques

- Utopie et prospective* par Louis Arenilla . . . . . 363
- Bureau International du Travail: *L'emploi, la croissance et les besoins essentiels : problème mondial* . . . . . 368
- Ivan Kremniou: *Voyage de mon frère Alexis au pays de l'utopie paysanne* 370
- Emmanuel Todd: *La chute finale, essai sur la décomposition de la sphère soviétique* . . . . . 373

#### II. Comptes rendus

#### III. Vient de paraître

# ***Effets des contraintes d'environnement et de population sur le développement économique***

par BERNARD F. CHADENET \*

« Depuis 25 ans le dynamisme économique du monde a été extraordinaire, mais l'environnement fait peser ses contraintes et la population explose. Après tant d'indifférence envers pollutions des airs et des eaux, la découverte soudaine par les pays industriels de l'environnement entravera-t-elle le développement du Tiers Monde où tant d'hommes aspirent à un minimum de ressources ? L'expérience de la BIRD montre qu'environnement et développement sont compatibles, la seule pollution étant la pauvreté, effet et cause de l'explosion démographique. Depuis peu sa dynamique s'infléchit et la population du globe pourrait ne plafonner qu'à huit milliards d'habitants si l'on pouvait avancer de vingt ans le taux de renouvellement des ménages. Une meilleure adaptation de la santé publique et de l'éducation, des croissances économiques mieux réparties, l'amélioration du statut de la femme et la découverte de moyens de limiter les naissances qui soient acceptables et fiables conditionneront l'harmonie du monde de demain ».

## **MYTHES DES EXTRAPOLATIONS. LIMITES DES OBJECTIFS PLANIFIÉS ET DES PROGRAMMES ÉCONOMIQUES**

Vers quel destin notre planète emporte-t-elle ses quatre milliards de passagers ? Le dynamisme économique du dernier quart du siècle sera-t-il enrayeré par la détérioration de l'environnement ? Comment infléchir une explosion

---

\* L'auteur est vice-président de la Banque Mondiale (BIRD).

démographique qui constitue pour l'humanité une menace aussi redoutable que son arsenal nucléaire ? Le désir bien naturel des sociétés de percer leur avenir conduit à ces interrogations. En réponse, maintes prophéties se succèdent et se contredisent, comment alors distinguer entre chiromancie et prévisions réalistes ?

Les Cassandre ont volontiers recours aux extrapolations, les fonctions exponentielles prolongées longtemps aboutissant forcément à des conséquences spectaculaires, auxquelles l'introduction de très nombreuses équations et d'ordinateurs donne un habit scientifique. C'est ainsi qu'un accroissement de 2% l'an — bien modeste au regard des taux d'inflation actuels — multiplie sept fois au cours d'un siècle sa donnée de départ et, le chiffre deux, doublé une trentaine de fois, nous a fait quatre milliards depuis le couple Adam et Eve. L'Histoire, cependant, est aveugle aux extrapolations et d'imprévisibles mutations humilient inéluctablement en forme de S les visions des mathématiciens modélistes: s'ils avaient vécu du temps d'Hausmann, Paris n'aurait pu, selon eux, dépasser deux millions d'habitants, ses rues devenant trop étroites pour fournir en avoine les chevaux de ses fiacres et de ses charrois. Vint le moteur à explosion, initiateur d'une mutation imprévisible, et de maintes difficultés d'un autre ordre.

Autres éléments de prévision, les objectifs planifiés constituent des outils plus utiles que les extrapolations car, en révélant des relations et contraintes essentielles entre déterminants économiques, ils permettent aux gouvernements de mieux orienter leurs politiques. Ils les incitent surtout à une vision prospective, qui doit combiner audace et prudence; audace pour pressentir les mutations possibles, prudence, car l'irréalisme de tels programmes est chronique et leurs buts rarement atteints, faute d'ententes politiques, de programmes concrets et de moyens suffisants. Les prévisions se poursuivent donc, et s'entrecroisent souvent; ainsi les objectifs de croissance des produits agricoles des dix prochaines années, récemment publiés par trois organismes internationaux, varient de 3,5 à 5% par an, mais les croissances récentes de 2,2% les démentent. Quant à l'objectif d'une aide progressant au cours de cette décade de développement jusqu'à 0,7% du produit national des pays industrialisés, il n'est atteint qu'à moitié; mais l'aide n'aurait-elle pas été plus faible encore sans une telle incitation? Le modèle du professeur Leontief sur l'avenir de l'économie mondiale a pour dessein de réduire de moitié en l'an 2000 les disparités de revenus entre pays industrialisés et Tiers Monde. Or, pour le satisfaire, il faudrait sextupler l'aide et aussi que les pays pauvres doublent leur taux d'investissement pour l'élever à 30 ou 40% de leur produit national. S'agit-il d'utopie ou de réalisme à longue vue? Animée par le professeur Tinbergen, la récente étude RIO du Club de Rome souhaite la réduction de 13

à 6 en quarante ans de la disparité des revenus entre le dixième le plus prospère et le dixième le plus pauvre des habitants du globe. Un nouvel Ordre économique et politique devrait certainement être institué pour atteindre un tel objectif. Il conduirait notamment à bouleverser les volumes de l'aide, les conditions d'échange, le caractère des investissements, et obligerait aussi le Tiers Monde à réduire des achats d'armes qui s'accroissent sans cesse pour constituer aujourd'hui 18% des \$350 milliards que le monde leur consacre chaque année. Tous ces desseins sont souhaitables, mais leur réalisation rapide n'est-elle pas chimérique ?

De leur côté, les programmes économiques à court et moyen terme constituent une discipline indispensable pour les gouvernants, qu'ils obligent à peser les conséquences de leurs décisions sur l'avenir de leur pays. Mais, ces prévisions deviennent illusoire au-delà de quelques années, des mutations venant toujours bouleverser hypothèses et modèles. C'est ainsi qu'il y a vingt-cinq ans, les planificateurs, préoccupés du relèvement de l'Europe et du Japon, ne s'intéressaient guère au Tiers Monde. Les revenus y stagnaient depuis un millénaire, le climat, les religions, l'histoire et les traditions y étaient si peu propices au développement que leur croissance ne pourrait évidemment approcher celle de l'Europe, des États-Unis et du Japon depuis leur révolution industrielle; seules l'Inde, la Birmanie et l'Argentine avaient des chances de réussir leur décollage économique. Selon une projection des Nations Unies datée de 1951, les populations du Tiers Monde auraient dû grandir de 0,7 à 1,3% par an, moins que celles des pays industrialisés. La réalité ne ressemble guère à ces projections: malgré une expansion démographique deux à trois fois plus forte que prévue, les revenus du Tiers Monde ont crû de 3,4% l'an, deux fois plus vite que dans les pays industrialisés depuis leur révolution industrielle, performance d'autant plus remarquable que le Tiers Monde a financé par sa propre épargne les neuf-dixièmes de ses investissements.

Ce développement s'est malheureusement accompagné d'une ouverture universelle des éventails de revenus, des pays industrialisés au Tiers Monde, des pays moyennement pauvres aux pays très pauvres et au sein même de la plupart des pays. Ainsi le tiers des habitants du Tiers Monde a-t-il vu ses revenus tripler en 25 ans, alors que 40% de sa population ne bénéficiaient que d'améliorations négligeables ou douteuses.

De telles disparités entre pays sont déplorables. Il faut noter pourtant que les statistiques officielles les exagèrent doublement: d'une part les revenus moyens par habitant sont basés sur les valeurs d'échange des produits, beaucoup plus élevées que les coûts locaux; d'autre part, l'on tend à confondre les écarts absolus qui, même lorsque les pays pauvres se développent plus rapidement que les pays riches, croissent inévitablement pendant de très longues

années (1). Les habitants des pays pauvres ont d'ailleurs peu l'occasion de se préoccuper des revenus existant ailleurs que chez eux et leur inégalité devient même inconcevable entre revenus extrêmes: comment un ouvrier agricole du Bengale luttant pour une misérable survie peut-il imaginer que le maigre salaire de ses travaux épuisants n'atteint même pas la valeur de l'énergie consommée par le changement de vitesse automatique d'une voiture pour épargner quelques gestes à son conducteur ? Le rapprochement des revenus au plan des nations constitue sans doute un objectif moins pressant qu'une distribution plus équitable des revenus à l'intérieur de chaque pays et que la satisfaction des besoins fondamentaux — nourriture — santé — logement — éducation — emploi — des plus pauvres d'entre ses habitants.

## MATIÈRES PREMIÈRES, ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

Le Rapport du Club de Rome sur les *limites de la croissance* tendait à confondre épuisement des matières premières du globe et pollution, problèmes pourtant bien distincts, l'un fictif et l'autre d'une redoutable réalité. Le mythe de l'épuisement des matières premières résulte d'extrapolations spectaculaires et en réalité, les consommations croissantes de matières premières, et même d'énergie, ont toujours été accompagnées par la découverte de ressources supplémentaires, suscitées par l'accroissement de la demande et des prix. Des mutations viennent aussi infléchir la demande: si depuis 70 ans la demande d'acier a été multipliée par 20, la demande de minerai de fer s'est accrue moitié moins vite grâce au recyclage, lequel tempère aussi de plus en plus la consommation des minerais de cuivre et celle de plusieurs autres métaux. De nombreux matériaux, aluminium, nickel, apparaissent, et les fibres de carbone sont à l'horizon. Sources de mutations de plus en plus fréquentes, les besoins évoluent; ainsi une loi américaine récente qui impose aux voitures de subir sans dégâts un choc frontal à 8 km/h, élimine-t-elle le nickel des pare-chocs au profit du caoutchouc ou des matières plastiques. Enfin l'élévation des revenus transfère la demande, des produits industriels vers les services, lesquels ne consomment guère de matières premières.

---

(1) L'algèbre des écarts mène au paradoxe suivant: entre un pays pauvre dont les revenus croissent rapidement et un pays riche où ils augmentent lentement, l'écart absolu des revenus ne peut commencer à diminuer avant que le rapport des revenus par habitant atteigne l'inverse des rapports de croissance économique. Par exemple, en Corée, les revenus croissent depuis quinze ans deux fois plus que dans les pays de l'OCDE. Néanmoins l'écart absolu « s'aggraverait » jusqu'à ce que les revenus coréens atteignent la moitié de l'OCDE, soit, aux taux de croissance actuels, pendant plusieurs décennies, puisque les revenus de la Corée n'atteignent encore que le dixième de ceux de l'OCDE.

L'historique des réserves certaines montre qu'elles ont toujours suivi l'accroissement de la consommation et depuis 1935, elles ont été multipliées trois fois et demie pour le cuivre, sept fois pour la bauxite, onze fois pour le fer, vingt-trois fois pour la potasse, etc. Le prix constitue d'ailleurs le meilleur indicateur de rareté ou d'abondance et, pour le cuivre par exemple, il a décréu trente fois depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle quoique la teneur des minerais se soit appauvrie huit fois.

Pour les ressources d'énergie à moyen-terme, les réserves reconnues de charbon sont énormes et, même pour le pétrole, le rapport entre gisements prouvés et consommation s'est toujours maintenu, malgré les signaux d'alarme périodiques que l'embargo et l'accroissement des prix de l'OPEP ont intensifiés. La modération de la demande sera dans ce domaine la meilleure façon de courber une exponentielle enfiévrée par les gaspillages extravagants des pays industrialisés : aux États-Unis, il convenait d'étouffer l'hiver et de grelotter l'été et les moteurs des automobiles ont des cylindrées de 4 à 6 litres ; en Europe, les voitures sont incitées à rouler à 130 km/h, échauffant le vent et massacrant le prochain pour des gains de quelques minutes que la civilisation de loisirs rend inutiles.

A long terme, l'énergie nucléaire de fusion et, au prix de pollutions visuelles, certaines formes d'énergie solaire, pourront être domestiquées. Quant aux réserves potentielles de pétrole et de gaz naturel, les experts disputent de leurs durées d'épuisement, vingt ans selon les uns, mille ans selon les autres...

Par opposition au mythe de l'épuisement des matières premières et de l'énergie, la dégradation de l'environnement pose au genre humain un problème bien réel dont la brusque prise de conscience par l'opinion publique des pays industrialisés constitue une étape bénéfique pour la civilisation.

L'homme a toujours pollué la nature pour la dominer. Il a d'abord domestiqué le feu et les animaux. Puis la découverte de l'agriculture sédentaire l'a conduit à abattre les forêts, il a remodelé les cours d'eau de Mésopotamie, il a adopté la vie urbaine et les Grecs ont subi les épidémies de peste dans leurs villes. Les Romains ont détruit les forêts d'Afrique du Nord pour construire leurs navires et chauffer leurs thermes ; les Parisiens connaissent dès le Moyen-âge les embarras de voitures et se plaignent du cloaque de leurs rues ; au XIX<sup>e</sup> siècle, la civilisation industrielle exaspère des pollutions locales ; à Londres le brouillard est tellement épais que les spectateurs du Covent Garden ne peuvent plus voir la scène et que la puanteur de la Tamise interrompt les sessions du Parlement. Ces nuisances extrêmes ont été atténuées, mais le développement continu de l'industrie et de l'urbanisation, l'usage imprudent des produits chimiques et la prolifération automobile répandent laideur et vacarme, empoisonnent l'air des villes, asphyxient rivières et lacs, contaminent les océans et font craindre pour l'équilibre écologique du Monde. L'opinion

publique, restée si longtemps passive, s'éveille brusquement dans les pays les plus riches qu'inquiètent les excès de leur civilisation de consommation. L'obsession succède à l'indifférence, un extrémisme écologique s'instaure, certains romantiques préconisent même la « croissance zéro », et s'opposent aux « vandales » du développement industriel. Quel meilleur symbole de cette confusion de valeurs que ces manifestants utilisant leurs automobiles, facteurs meurtriers de pollution et de gaspillage, pour protester contre la construction de centrales nucléaires classiques, les moins polluantes et les moins dangereuses des sources d'énergie que l'homme ait découvertes ? Ce problème de l'environnement prend une telle place dans la presse et dans la vie politique que je me limiterai à l'examen des réactions du Tiers Monde et à celui du rôle de la Banque Mondiale.

Le caractère extrême des réactions des pays industrialisés fut mal accueilli dans les pays en voie de développement, offusqués par les positions bourgeoisement égocentriques de pays riches prônant pour le monde entier l'arrêt d'une croissance économique dont ils resteraient seuls à profiter. Les malfaisances même de l'industrialisation ont des attraits symboliques pour les pays sous-industrialisés et les encombrements de voitures paraissent enviables aux pays sans automobiles. Certains pays du Tiers Monde soupçonnèrent aussi ce prosélytisme anti-croissance d'être pour les pays industrialisés un prétexte à limiter leur contribution à l'aide internationale. Ils craignaient en outre que l'obligation pour leurs industries nouvelles de satisfaire à des règles exigeantes de limitation de la pollution ne handicapent leurs exportations en majorant les coûts de leurs produits par rapport à ceux des pays déjà industrialisés.

La Conférence des Nations Unies sur l'Environnement, réunie à Stockholm en 1972, réussit à mettre un terme à ces procès d'intention : certaines capitales du Tiers Monde, Mexico et Séoul, par exemple, éprouvent déjà les pires des pollutions atmosphériques, et chaque pays prend la mesure de son interdépendance croissante.

Le développement économique vise bien à améliorer l'existence des hommes en accroissant leurs moyens dans un environnement respecté. Aussi la Banque Mondiale, pont technique et financier entre pays riches et pauvres, dont la mission est de prêter pour la réalisation de projets complexes dans tous les secteurs du développement économique, de l'industrie à l'agriculture, s'est-elle attachée à combiner au mieux développement et respect écologique. Elle créa dès 1971 un service de l'Environnement, chargé et des études d'impact et de contrôler que tous les projets qu'elle finance aient des conséquences écologiques acceptables. Elle a publié en 1974 (2), un guide qui énumère et analyse pré-

---

(2) *Considérations écologiques, mésologiques sanitaires et humaines liées aux projets de développement*, BIRD — Mai 1974.

cautions à prendre et conditions à satisfaire dans ce domaine. A ce jour, 800 projets ont été approuvés.

La leçon principale née de cette vaste expérience est que la minimisation de la pollution est peu coûteuse, au maximum 3% des coûts d'investissements supplémentaires, à condition que les dispositifs protecteurs soient intégrés dès la conception du projet. Les effets de ces préventions de nuisances sont donc, dans les pires des cas, sans effets perceptibles sur les prix de revient ou les rendements économiques. C'est ainsi qu'en Tanzanie une ligne électrique à haute tension aurait pollué le paysage d'un Parc National, son détournement conduisit à une économie, symbole que la volonté du respect de l'environnement importe plus que les moyens financiers. En Turquie, deux pour cent du prêt consacré à l'aciérie d'Erdemir ont financé ses dispositifs anti-polluants. De plus, certains projets peuvent être utilisés pour combattre une forme redoutable de pollution, la maladie; ainsi, la bilharziose, qui sévissait déjà dans l'Égypte des Pharaons, et dont l'irrigation permanente, assurée par le barrage d'Assouan, aggravait la propagation en maintenant en vie les escargots-vecteurs est-elle près d'être vaincue car la BIRD, qui finance en Égypte les immenses réseaux de drainage que nécessite ce surcroît d'irrigation, a consacré une notable fraction de ses prêts à la lutte contre ce fléau.

Au contraire, dans les pays industrialisés, réparer les dégâts écologiques coûte beaucoup plus cher à cause de l'étendue des mesures correctives qu'exigent des siècles d'indifférence à la pureté de l'air et des eaux, à la beauté des paysages et des villes. Mais les pays prospères ont les moyens financiers de résoudre leurs problèmes et le traitement des gaz d'échappement des voitures, le lavage des fumées industrielles et la purification des eaux usées ne constituent-ils pas une augmentation plus valable du Produit National qu'une gadgétisation abusive? Le Japon, par exemple, a su financer ses dispositifs anti-polluants et inciter ses industries à respecter l'environnement en exigeant d'elles le paiement intégral des coûts induits par leurs entreprises, y compris celui de tous les accidents de santé. Et à Londres, en trois décades, les brouillards industriels ont disparu et quarante espèces de poissons — dont les fragiles saumons — remontent à nouveau le cours de la Tamise, démonstration de ce que peuvent accomplir la volonté politique et la discipline civique.

Il importe donc d'instaurer le respect de l'environnement et les sociétés se doivent d'acquérir le souci d'une gestion rationnelle des ressources de la terre en apprenant à vivre sur les seuls intérêts du capital de la nature, afin de préserver celui-ci pour les générations futures. Des décisions conscientes de leurs répercussions possibles sur l'environnement assureront à faible coût, un développement maîtrisé, sur le plan international comme sur les plans régionaux et nationaux. Imagination et recherche agiront au-delà des remèdes et corrigeront les causes de la pollution. Des techniques nouvelles verront

le jour, non polluantes et ne comportant pas de déchets, ou bien considérant ces déchets comme des richesses potentielles, et les réutilisant pour satisfaire d'autres besoins.

Cependant, il règne sur le monde une pollution bien plus grave que celle de l'air, de l'eau et du paysage, la pollution-pauvreté, à la fois cause et effet de l'explosion démographique. Celle-ci provoque sur le plan écologique un épuisement des ressources de la planète, qu'il s'agisse de l'érosion et de la désertification des sols, de la destruction des forêts ou de la sédimentation des eaux.

## CONTROLE DE LA POPULATION

Comment alors infléchir une explosion démographique qui constitue un si grand péril pour le monde de demain ? Peu de problèmes entraînent des discussions plus confuses :

En France, des interdits religieux mal compris, une certaine mauvaise conscience à l'égard du vide relatif de l'hexagone et l'ésotérisme du sujet, rendent difficiles les débats objectifs. Ailleurs, certains milieux effrayés par des présages apocalyptiques, vont jusqu'à préconiser un « triage », analogue à celui pratiqué dans les hôpitaux de la Grande Guerre; ils réserveraient alors l'aide internationale aux seuls pays auxquels la pratique d'une politique anti-nataliste sérieuse donnerait quelques chances de réussir leur décollage économique: en aider d'autres disperserait les ressources de l'aide et aggraverait, en les reculant, des catastrophes inéluctables.

Quant aux pays du Tiers-Monde, certains nourrissaient récemment encore l'illusion que leur puissance était liée au volume de leur population. La plupart trouvait donc suspect le prosélytisme anti-nataliste manifesté par les pays industrialisés hors de leur territoire national; cette propagande ne portait-elle pas atteinte à la souveraineté de leurs États et ne s'agissait-il pas de préserver les anciens rapports de domination ? Certes, la population des pays industrialisés s'accroît faiblement, mais la part de produits non renouvelables dépensée par chaque habitant supplémentaire de ces sociétés de consommation n'est-elle pas exorbitante par rapport aux besoins correspondants des pays pauvres ? Les mises en garde des pays industrialisés, notamment de l'Amérique, ne sont-elles pas une excuse pour ne consentir qu'une portion très réduite de l'aide officielle au développement promise par eux au Tiers Monde ? Le développement économique vigoureux que permettrait une aide plus substantielle ne serait-il pas le seul moyen efficace d'enrayer l'explosion démographique ?

Confusion et réactions extrêmes cèdent heureusement depuis quelques

années à un certain réalisme: les gouvernements des pays du Tiers Monde ont pour la plupart pris conscience, souvent sous la pression de leurs habitants, des graves effets de leurs explosions démographiques sur leur développement économique et cela, qu'ils disposent ou non d'espaces libres: en Asie, où les réserves de terres cultivables sont faibles, les problèmes créés par la surpopulation sont évidents, mais les pays d'Afrique et d'Amérique Latine qui disposent de vastes espaces inhabités, et s'estiment donc sous-peuplés, constatent aussi que leur développement économique est freiné par l'accroissement de leurs populations, leurs faibles ressources d'épargne devant être réparties parmi des « demandeurs » sans cesse plus nombreux d'investissements sociaux.

Avant d'examiner les mesures que les gouvernements du Tiers Monde devraient envisager pour infléchir au plus vite une explosion démographique qui consume une si grande part de leur développement économique, explosion dont le prolongement aurait pour l'équilibre du monde de redoutables conséquences, il est utile de rappeler le très long développement de l'humanité et de passer en revue l'évolution de ses taux de fertilité.

L'espèce humaine, qui compte 4 milliards d'habitants depuis l'an passé peuple la planète depuis un million d'années (3). Exposées sans outils ni protection à un environnement extrêmement hostile pendant la très longue période initiale de l'humanité, les premières familles se devaient, pour se perpétuer, de mettre au monde un maximum d'enfants, aux limites de la fécondité de femmes relativement peu prolifiques par rapport aux autres mammifères du globe. Pendant ce *premier stade* de transition démographique, qui a occupé 99% de la durée de l'aventure humaine, la population du globe est restée pratiquement stationnaire, limitée à une dizaine de millions d'habitants.

Huit mille ans avant J.C. la découverte de l'agriculture et la domestication des animaux déclenchent le *second stade* de transition démographique: les taux de mortalité s'abaissent légèrement, tandis que l'instinct de prolifération persiste, et la population du monde commence à croître lentement, atteignant 300 millions à l'ère chrétienne. L'humanité est alors en butte à des épidémies dont les ravages sont difficiles à concevoir aujourd'hui. Au XIV<sup>e</sup> siècle, par exemple, la peste noire et d'autres plaies exterminent la moitié de l'Europe. Quatorze cents ans sont donc nécessaires pour que double la population, et le genre humain continuera de croître irrégulièrement, doublant encore, pour atteindre 800 millions vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

C'est à cette époque que l'amélioration de l'hygiène et des transports, couronnée par l'avènement de la civilisation industrielle, déclenche en Europe,

---

(3) Le point de départ de l'espèce humaine étant l'époque où le volume des cerveaux des hominiens atteint 1,5 litre.

en Amérique puis au Japon, le *troisième stade* de transition démographique : les progrès de l'habitat, de l'hygiène et de l'alimentation conduisent les familles à tempérer peu à peu leur instinct de fertilité pour le conformer à l'abaissement des taux de mortalité. Le franchissement de ce stade ultime, au terme duquel les populations de certains pays deviendront presque stationnaires, aura demandé deux siècles.

Pendant cette même période, les populations des pays qui vont constituer le Tiers Monde croissent un tiers moins vite que celles des pays industrialisés, mais vers 1950, l'invention des antibiotiques, celle des insecticides et l'intensification des transports maritimes qui permettent de réduire les effets des famines provoquent un déclin de la mortalité cinq fois plus rapide que celui dont avait bénéficié l'Europe et l'Amérique naguère. La population du Tiers Monde en arrive à croître trois fois plus vite que celles des pays industrialisés — elle constitue aujourd'hui les trois-quarts de la population mondiale, proportion qui augmente chaque jour — provoquant une véritable explosion démographique : il fallut un million d'années pour que la population du globe atteigne, au XIX<sup>e</sup> siècle, son premier milliard d'habitants, nous voici quatre milliards depuis l'an dernier, nous serons à ce rythme un milliard de plus dans moins de dix ans !

Cette explosion démographique toute récente est aussi redoutable qu'un conflit nucléaire et la juguler est essentiel pour éviter une misère intolérable dans les pays où elle sévit, ainsi que des migrations humaines d'une ampleur que le monde n'a jamais connue et qui bouleverseraient son équilibre. L'invasion pacifique des États-Unis par huit millions d'immigrants illégaux, débordement inéluctable du dixième de la population du Mexique, illustre l'actualité de ce problème et l'interdépendance des pays du globe. Ces migrations continuelles, au-delà de frontières faciles à franchir, sont irréversibles, le refoulement de tant de monde se révélant administrativement et socialement impossible. Que se passera-t-il en Amérique du Nord si la population du Mexique atteint 130 millions d'habitants vers l'an 2000 ? Que se passera-t-il en Asie, et même en Europe aux côtes si ouvertes, si la population du Bangladesh atteint 200 millions d'habitants sur un territoire qui n'est que les deux-tiers de celui de la Grande-Bretagne ? Que se passera-t-il dans le monde si la population de l'Inde se stabilise au niveau de deux milliards à la fin du siècle prochain ?

Les statistiques récentes d'une centaine de pays du Tiers Monde indiquent une tendance favorable : la plupart d'entre eux abordent l'ultime stade de transition, celui de leur stabilisation démographique ; en effet, au cours des six dernières années, tandis que leurs taux de mortalité se sont abaissés vers 150/00, leurs taux de natalité ont décréu deux fois plus vite de 43 à 390/00. Leur croissance démographique est ainsi passée en six ans de 2,6 à 2,4% par an.

Évolution plus importante encore, cette réduction s'accélère, puisqu'elle a presque doublé depuis vingt ans. La population du monde atteint donc une étape historique de son destin, à la fois rassurante et insuffisante. Rassurante car les taux de fertilité diminuent d'autant plus vite qu'ils sont plus élevés et que cette réduction est irréversible jusqu'à l'approche du taux de renouvellement familial. Insuffisante, car le Tiers Monde doit franchir bien plus rapidement que l'Europe et l'Amérique son ultime stade démographique, chaque décennie gagnée pour parvenir aux taux de renouvellement familial diminuant de 15% la population dernière du globe. Au rythme que révèlent les statistiques récentes, le taux de renouvellement serait atteint vers 2020, ce qui stabiliserait, vers la fin du siècle prochain (4), la population du globe au niveau effrayant de 11 milliards d'habitants, presque le triple de la population actuelle. Si le taux de renouvellement pouvait être atteint vers l'an 2000, la population du monde serait limitée à 8 milliards d'habitants.

Il est clair que les taux de fertilité sont plus faibles lorsque les revenus sont plus élevés. Dans les pays très pauvres, aux revenus moyens de \$115 par habitant, le taux de natalité est très élevé et dépasse 40‰. Dans les pays à revenus moyens de \$300, il se réduit à 27‰. Aux environs de \$650 par habitant les diminutions de fertilité et de mortalité se compensent. Dans les pays à revenus supérieurs à \$1,200 — parvenus au stade ultime de leur transition démographique — l'indice de fertilité n'est plus que de 17‰, guère plus que l'indice de mortalité. En 1974, à Bucarest, de nombreux participants à la conférence des Nations Unies sur la Population concluaient de ces relations que le développement économique était le seul remède à l'explosion démographique, proposition inexacte et irréaliste: pauvreté et explosion démographique constituent, en effet, des phénomènes en boucle, où effets et causes se confondent et si dynamique que soit le développement économique du Tiers Monde, il est utopique d'escompter qu'il pourra, seul, briser ce cercle vicieux. Par ailleurs, comme le jour est lié à la nuit sans en être la cause, pauvreté et croissance démographique ne sont liés qu'indirectement, par des déterminants sociaux qu'il importe d'analyser.

Les moyennes statistiques recouvrent en effet de grands écarts de natalité pour des pays de mêmes revenus, et certains facteurs sociaux peuvent même inverser les relations entre fertilité et pauvreté. Au Mexique, par exemple,

---

(4) « L'élan démographique », dû aux fortes proportions de jeunes dans la pyramide des âges des habitants des pays du Tiers Monde, permet à leurs populations de se stabiliser seulement trois-quarts de siècle après que leurs familles ont atteint leurs taux de renouvellement: Si, par magie, à partir de demain tous les couples du monde, déjà unis *ou destinés à l'être* à mesure qu'ils atteindront l'âge du mariage, limitaient leur progéniture de façon à perpétuer leurs familles sans les accroître, la population mondiale continuerait cependant d'augmenter jusqu'au milieu du siècle prochain, atteignant alors 6,5 milliards d'habitants.

le taux de natalité de 45<sup>0</sup>/<sub>00</sub> est exceptionnellement élevé pour un revenu moyen de 8900, tandis qu'en Corée, où les revenus sont deux fois plus faibles, le taux de natalité est déjà ramené à 28<sup>0</sup>/<sub>00</sub>, sans doute parce que les fruits du développement sont mieux distribués et parce qu'un programme de planning familial y existe depuis longtemps. En Inde, quoique l'Etat de Kerala soit le plus pauvre de tous, son taux de natalité est le plus faible, probablement parce que le taux d'alphabétisation des femmes y est le plus élevé, la distribution des revenus la mieux répartie et parce qu'une mortalité infantile réduite assure aux familles leur perpétuation sans qu'elles soient contraintes de mettre au monde de très nombreux enfants.

Contrairement à une croyance répandue, c'est de propos délibéré que dans les pays sous-développés les ménages mettent au monde des enfants nombreux: il le faut bien pour perpétuer les familles là où la mortalité infantile est 4 à 8 fois plus forte que dans les pays industrialisés. De surcroît, les avantages fournis aux parents par une famille de 6 à 7 enfants sont bien plus apparents que ses inconvénients: le travail des enfants contribue notablement aux revenus des familles agricoles; dans les régions rurales, où les écoles sont rares, des enfants plus nombreux s'élèvent plus facilement entre eux; dans les pays où n'existent ni assurances ni retraites, les enfants constituent la seule protection contre les risques d'invalidité et la vieillesse. Par opposition, le danger de naissances nombreuses et rapprochées pour la santé des mères et des enfants est ignoré; les coûts supplémentaires de nourriture sont atténués par les longues périodes d'allaitement; les frais scolaires et sociaux, lorsqu'ils existent, sont généralement transférés aux collectivités; quant au morcellement rural, inconvénient grave, il n'intervient qu'après la mort des parents.

Les traditions religieuses ou culturelles, telles que la proscription des relations hors mariage et la stricte limitation du nombre de foyers dans les villages, comme au Japon, ont des effets puissants sur la réduction des taux de fertilité. L'élévation à 25 ans, comme en Chine, de l'âge minimum du mariage diminue de plus du tiers la fertilité des femmes. Des mesures telles que le financement de leurs écoles par les communes font aussi mieux percevoir aux couples l'accroissement de frais qu'entraîne la multiplication de leurs enfants. Mais au niveau familial, où se prennent les décisions, la réduction de la mortalité infantile, la nutrition, le niveau d'éducation — surtout celui des filles —, la juste distribution des fruits du développement économique, et l'amélioration du statut de la femme constituent les déterminants principaux de la fertilité des ménages, encore que leurs effets directs, indirects et réciproques commencent seulement à être connus.

La réduction de la mortalité infantile est un prélude indispensable à la réduction de la fertilité, car l'instinct hérité de nombreux millénaires pousse les ménages à mettre au nombre de très nombreux enfants pour perpétuer

leur famille. Or, les taux de mortalité infantile au cours de la première année — qui sont de 20‰ dans les pays industrialisés — sont trois fois plus élevés en Amérique Latine, six fois en Asie et sept fois en Afrique. Pourquoi des contrastes aussi choquants? En raison surtout de l'insuffisance quantitative et qualitative de l'alimentation, de conditions d'hygiène défectueuses et de services de santé mal conçus et encore plus mal répartis: peu de médecins sont formés, et à grand prix, les hôpitaux, dispendieux, sont concentrés dans les villes, où seules les populations aisées peuvent en bénéficier, tandis que les régions rurales en sont dépourvues quoique la majorité des habitants y vive; il est courant que 90% de la population des pays du Tiers Monde soient ainsi privés de soins.

La solution de ce problème est une question de volonté politique plutôt que de niveau de revenus. Le Sri Lanka, par exemple, un des pays les plus pauvres du monde avec ses revenus de \$130 par habitant, a pu réduire sa mortalité infantile à 45‰, deux fois et demie moins qu'en Turquie où les revenus moyens sont cependant cinq fois plus élevés, mais où les services de Santé sont traditionnels, plus curatifs que préventifs et concentrés dans les villes.

Par des relations fort complexes de causes et d'effets, l'éducation des enfants — surtout des filles — a une grande influence sur la fertilité des ménages: elle retarde l'âge du mariage des filles, ouvre les esprits aux problèmes démographiques, et permet aux femmes de trouver plus facilement des emplois. La scolarité réduit aussi les taux de mortalité infantile, car les écoles distribuent des suppléments alimentaires, prodiguent des conseils d'hygiène et de diététique, fournissent vaccinations et antibiotiques. En outre, les enfants scolarisés contribuent moins aux travaux agricoles, constituant pour leurs familles une charge qui les incite à limiter leur descendance. Mais l'apport principal de l'éducation à la réduction du nombre de naissances est sans doute l'éclatement du cadre étroit des traditions qu'elle entraîne et l'ouverture des esprits à une modification de l'environnement culturel et familial.

Le développement économique du Tiers Monde, aux taux de croissance trois à cinq fois plus élevé que ceux de l'Europe et de l'Amérique pendant leur révolution industrielle, est mal distribué. Cristallisé sur les tranches les plus aisées de la population dont 40% perçoivent typiquement 75% des revenus, il ne ruisselle pas sur leurs tranches pauvres.

Cent millions de petits agriculteurs représentant avec leurs familles sept cents millions d'habitants ruraux, sont les laissés pour compte du développement économique et c'est bien dans les régions rurales pauvres que les taux de natalité sont les plus élevés. Les réformes agraires n'existant le plus souvent que sur papier et le cinquième prospère des agriculteurs possédant plus de la moitié des terres cultivables, les cent millions de petits agricul-

teurs du Tiers Monde disposant de moins de 5 hectares sont concentrés sur le cinquième des terres cultivables. De plus, un cinquième seulement des investissements publics leur est destiné, les villes et les secteurs prestigieux, comme celui de l'industrie, recevant la part du lion. Cette négligence à l'égard du secteur rural a laissé en friche d'énormes potentiels d'activité humaine, dont la mobilisation conduira à des gains impressionnants de production agricole — condition d'une alimentation meilleure — et à des moyens plus élevés, seconde condition pour que la fertilité diminue.

Le statut de la femme est sans doute le déterminant le plus important d'une réduction de la fertilité. Or, il n'est pas besoin pour un pays d'atteindre un niveau économique élevé pour instituer des lois qui permettraient, par exemple, aux femmes de ne pas être mariées contre leur gré ou de posséder des terres, mais, alors que l'éducation des filles est décisive pour réduire la fertilité des ménages, près de deux-tiers des huit cents millions d'illettrés du monde sont des femmes. Participant pour moitié aux travaux des champs, les femmes tiennent aussi les maisons, s'occupent des enfants et, quoique les plus surmenées, sont traditionnellement les moins bien nourries. Elles mettent au monde de nombreux enfants fragiles qui ne survivent pas. Les naissances de filles, malvenues, doivent être suivies d'autres naissances qui assurent la mise au monde de garçons. Craignant d'aggraver le chômage, les gouvernements n'encouragent pas le travail des femmes, objection fallacieuse à long terme car, par la constitution d'une épargne et ses contributions fiscales, un ménage avec deux salaires et peu d'enfants contribue mieux qu'une famille nombreuse au développement économique de son pays.

Il est donc primordial que les dirigeants du Tiers Monde instituent peu à peu un environnement social et économique qui favorise ces déterminants sociaux et incite les ménages à se libérer de leur instinct de fécondité héréditaire. Ils peuvent aussi moduler les avantages sociaux au rebours de ceux que nous connaissons: priorités de logement, d'emploi, d'éducation et de retraites aux familles peu nombreuses, allocations familiales décroissantes et impôts majorés pour les autres. Mais la contrainte dans ce domaine enfreint les droits des familles et pose des problèmes extrêmement délicats.

Le planning familial est indispensable pour gagner quelques années sur l'obtention du taux de renouvellement familial. Il faudra organiser l'information des familles, et mettre à la disposition de celles qui le désirent un choix de moyens anticonceptionnels.

Tous les gouvernements, surtout ceux des pays industriels qui disposent des moyens scientifiques les plus avancés, se doivent d'intensifier les recherches sur la biologie de la reproduction humaine. Les tabous culturels et religieux, l'orientation des meilleurs chercheurs vers des sujets prestigieux, les moyens de financement au tiers de ce qu'ils devraient être (\$140 millions au total

en 1976) ont maintenu les connaissances dans ce domaine à un niveau incroyablement bas, retard choquant au regard des risques que la surpopulation fait courir au monde actuel. Ces recherches devront s'étendre dans des directions multiples, telles qu'implantations annuelles d'œstrogène chez les femmes ou chez les hommes, stérilisations réversibles, indicateurs fiables des périodes de fécondité féminines, etc. Rares sont les recherches médicales dont les coûts sont susceptibles de conduire à des avantages aussi considérables puisqu'un contrôle plus efficace des naissances réduira les dégâts des avortements, la mortalité infantile, les défauts congénitaux, les arriérations mentales, les morts en couches et les enfants illégitimes, contribuant ainsi à briser le cercle vicieux *explosion démographique - pauvreté*.

## CONCLUSION

Depuis une génération le développement économique du monde a été d'un dynamisme unique dans son histoire, mais l'environnement fait peser ses contraintes et la population explose.

Après des siècles de massacre des paysages et des villes — jusqu'au siècle dernier les amphithéâtres romains constituaient des carrières de choix et les statues de marbre les meilleures des pierres à plâtre — après des décennies d'indifférence à la pollution des airs, des rivières et des océans, la soudaine prise de conscience par les habitants des pays industrialisés de la fragilité de leur environnement constitue une étape salutaire de l'évolution de l'humanité. Cependant, l'extrémisme écologique, qui conduit certains à prôner une « croissance zéro » pour préserver leur qualité de vie, paraît déplacée ou suspecte au Tiers Monde, où tant d'habitants aspirent à un minimum de ressources. L'expérience de la Banque Mondiale, qui finance avec des normes exigeantes d'impact écologique des centaines de projets concrets, montre que développement et environnement sont compatibles, les projets acceptables ne coûtant guère plus que les projets polluants.

La pollution la plus redoutable est celle de la pauvreté, avec la dégradation humaine qu'elle entraîne, effet et cause d'une explosion démographique toute récente dans la très longue histoire de l'humanité. Comment notre globe, condensé par l'évolution des communications, des transports et des échanges peut-il évoluer sans migrations massives ou sans conflits, dès lors que s'y opposent un milliard d'habitants prospères et les trois milliards d'habitants du Tiers Monde, lesquels, au rythme actuel, doubleraient dans une trentaine d'années. Il serait utopique d'espérer qu'une amélioration générale des niveaux de vie puisse rompre le cercle vicieux pauvreté-explosion démographique, mais les statistiques récentes montrent que dans la plupart des pays du Tiers Monde

une inflexion démographique se dessine et s'accélère. A ce rythme nouveau la population ultime du globe atteindrait cependant le niveau redoutable de onze milliards d'habitants, presque le triple de la population actuelle, mais il serait ramené à 8 milliards si le taux de remplacement des ménages pouvait être avancé de vingt ans. Les priorités devront porter sur les déterminants principaux de la fertilité des familles: santé publique, éducation — surtout celle des filles — répartition équitable de la croissance économique et statut de la femme. A mesure que les familles décideront de mettre au monde moins d'enfants, des moyens acceptables, pratiques et fiables devront être mis à leur disposition. Pour les découvrir, des recherches scientifiques approfondies devraient enfin permettre à nos connaissances sur la biologie de la reproduction humaine de sortir de leur état rudimentaire.

L'ensemble des facteurs économiques et sociaux qui incitent les familles à réduire le nombre de leurs enfants correspond bien à l'évolution des stratégies de développement. Celles-ci ont d'abord visé à augmenter au maximum les productions des pays du Tiers Monde, objectif d'ailleurs remarquablement atteint et même dépassé, mais au prix d'injustices, les populations pauvres — essentiellement celles des régions rurales — n'ayant guère contribué à cet élan économique et ayant été privées de ses fruits. Les stratégies de développement visent depuis quelques années à combiner au mieux croissance économique et équité, en tentant de satisfaire chez les plus pauvres d'entre les hommes leurs besoins fondamentaux, l'alimentation, la santé, le logement, l'éducation et l'emploi.

## *Que fait la Banque Mondiale ?*

La Banque mondiale, institution spécialisée du système des Nations Unies, procure une assistance technique et financière au développement des pays pauvres. Actuellement elle accorde annuellement environ six milliards de dollars de prêts pour aider à améliorer le niveau de vie dans les pays en développement. Ce chiffre représente environ le cinquième du montant total de l'aide publique extérieure fournie aux pays en développement.

La Banque a connu au cours des dernières années une expansion rapide. Par comparaison avec n'importe quel exercice antérieur à 1969, l'assistance financière apportée en 1976 aux pays en développement a plus que quintuplé. Ces fonds contribuent au financement de projets très divers, grands et petits, publics et privés, principalement dans les domaines suivants : agriculture et développement rural, éducation, énergie électrique, industrie, planification démographique, tourisme, transports, télécommunications, développement urbain et adduction d'eau.

La Banque ne prête qu'à des fins productives, en tenant compte des perspectives de remboursement. Chaque prêt, qui doit être garanti par le gouvernement du pays intéressé, est accordé pour un projet précis. De par ses statuts, la Banque est tenue de s'assurer que les fonds qu'elle prête ne pourraient être obtenus auprès d'autres sources à des conditions raisonnables. Les décisions de la Banque concernant l'octroi de prêts doivent être fondées uniquement sur des considérations économiques. Contrairement aux autres organisations intergouvernementales, la Banque se procure l'essentiel de ses ressources financières auprès d'investisseurs privés : la majeure partie de l'argent qu'elle prête provient en effet des emprunts qu'elle émet sur les marchés financiers.

De ce fait des investisseurs qui ne se seraient peut-être jamais intéressés au financement de projets dans les pays en développement participent à la croissance de ces pays. Le montant global des emprunts émis par la Banque s'élève à 29 milliards de dollars, dont 18 milliards, en 17 monnaies différentes restent à rembourser.

La Banque se procurant l'essentiel de ses ressources aux conditions du marché doit donc imposer à ses emprunteurs un taux d'intérêt du même ordre. En moyenne, les prêts de la Banque sont remboursables en une vingtaine d'années ; le taux d'intérêt, révisé trimestriellement, est actuellement de 8,2%.

Outre ses emprunts, les souscriptions à son capital effectuées par ses États membres et les commissions et intérêts perçus sur ses prêts, la Banque dispose de deux autres sources importantes de capitaux : d'une part le recouvrement de ses prêts antérieurs, et d'autre part la cession de fractions de ses prêts à d'autres investisseurs, généralement des banques commerciales.

Bien que ses activités soient rémunératrices, la Banque ne verse pas de dividendes. Une partie de son revenu net est affectée aux réserves, qui renforcent la

capacité d'emprunt de la Banque et qui peuvent également servir à alimenter des prêts. Depuis 1964, le solde de ce revenu est transféré chaque année à l'IDA (International Development Association) dont la capacité à aider les pays les plus dépourvus se trouve améliorée d'autant.

\* \* \*

C'est au cours des années 1950 que s'est manifestée la nécessité d'accorder à un grand nombre de pays pauvres des prêts assortis de conditions plus favorables que celles que pouvait consentir la Banque. C'est pour faire face à cette nécessité que l'IDA fut créée en 1960.

Les crédits de l'IDA — ainsi dénommés pour les distinguer des prêts de la Banque — sont remboursables en 50 ans et ne portent pas intérêt. Les ressources de l'IDA proviennent principalement — par ordre d'importance croissante — des trois sources suivantes :

1) Transferts du revenu net de la Banque — pour un montant cumulé de 11 305 millions de dollars au 31 décembre 1976.

2) Souscriptions au capital effectuées en monnaies convertibles par les membres de l'Association: 1 048 millions de dollars (tous les membres de la Banque, au nombre de 129, peuvent faire partie de l'IDA: au début de 1977, l'IDA comptait 117 membres).

3) Contributions des membres les plus riches de l'Association. Les ressources de l'IDA ont été reconstituées quatre fois grâce à des contributions négociées. Les fonds ainsi recueillis ont atteint 8 850 millions de dollars. La dernière reconstitution de l'IDA de 4,5 milliards de dollars environ couvre les exercices financiers 1975-1977. Une cinquième reconstitution est en cours elle porte sur 7,2 milliards de dollars.

Les crédits accordés par l'IDA aux plus démunis des pays en développement ont plus que triplé entre 1971 et 1975, par rapport aux cinq années précédentes. Au cours de chacun des quatre derniers exercices, en effet, un milliard de dollars au minimum a été engagé.

La Banque mondiale est la propriété des États membres qui contrôlent également ses activités. Chaque État membre souscrit au capital de la Banque au nombre de parts correspondant à sa puissance économique relative.

La Banque et l'IDA sont dirigées par un Conseil des gouverneurs composé d'un représentant de chaque pays qui se réunit une fois par an pour examiner les opérations et les grandes options des deux institutions. La plupart des fonctions des gouverneurs sont déléguées aux 20 administrateurs à plein temps qui se réunissent chaque semaine au siège de la Banque à Washington. Cinq des administrateurs sont nommés par les principaux actionnaires (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne et Japon) tandis que les 15 autres sont désignés par des groupes d'États membres et représentant les divers pays qui les ont élus. La Banque emploie environ 4 400 personnes représentant plus de cent nationalités différentes.

\* \* \*

Les activités de la Banque mondiale ont sensiblement évolué au cours des années. Tout en continuant à financer certains projets d'infrastructure hautement prioritaires, la Banque met davantage l'accent sur le développement rural et la lutte contre le paupérisme urbain. Elle joue aussi un rôle croissant de catalyseur des ressources disponibles dans les pays de l'OPEP, et comme promoteur d'opérations de co-financement avec les banques régionales de développement et d'autres organisations financières nationales et internationales.

## ***Futurible du bon développement***

par JEAN SAINT-GEOURS \*

*Le ralentissement du rythme de la croissance économique qui satisferait certains de ses critiques serait malaisément compatible avec les aspirations au mieux être et à plus de justice, dans les pays développés comme dans les pays en développement.*

*Mais il est possible et souhaitable d'améliorer l'orientation de cette croissance. Dans les pays industriels, les aspirations individuelles à l'autonomie et à la sécurité vont déjà en ce sens. Et notre société de masse a une prodigieuse capacité de survie et de récupération. Ses mécanismes de fonctionnement lui permettent des évolutions révolutionnaires, malgré l'état de crise actuel largement aggravé par les excès du néolibéralisme.*

*Il n'est donc pas vain d'imaginer un futurible du bon développement — un nouveau modèle de croissance — prenant en compte les aspirations à plus de qualité de vie et à plus de justice dans la répartition des richesses du monde. Mais il faut savoir que les conditions de sa mise en œuvre sont fort difficiles à réunir et exigent une volonté politique éclairée et cohérente.*

Les critiques adressées à la croissance économique, du type de celle à laquelle nous participons depuis 30 ans, reposent sur des fondements et avancent des arguments si variés et si différents qu'il est fort difficile de les faire se rejoindre pour dessiner les traits d'un futurible souhaitable de l'économie du monde.

L'hétérogénéité des niveaux de développement ajoute encore à cette difficulté: quelles que soient les tendances à l'homogénéisation du monde par la pénétration des produits fabriqués modernes et de la technologie, et l'exten-

---

\* L'auteur est vice-président de l'Association Internationale Futuribles et président directeur général de la SEMA.

sion du système des échanges, le problème de la croissance se pose en des termes différents aux États-Unis, au Portugal, en Inde ou en Équateur.

## MISES EN CAUSE ET ASPIRATIONS

Les mises en cause de la croissance contestent, de divers points de vue, sa teneur, son rythme, ses ressorts et son équité.

Dans les pays industrialisés, la généralisation de la possession d'objets — et surtout d'objets automatiques à courte durée de vie — a conduit à des déceptions qui ont atteint la notion même de progrès. Les idéalistes et les moralistes se sont mis à souhaiter que la marchandise tienne moins de place dans notre vie, que l'on s'attache à satisfaire des besoins plus « authentiques » que ceux de la consommation, que des produits plus stables et de meilleure qualité, des services collectifs diversifiés, des activités plus « nobles » et plus personnelles, viennent se substituer au flot montant des productions industrielles.

Cette nouvelle orientation a été jugée d'autant plus opportune aux environmentalistes et aux écologistes que leur sont apparues proches les limites d'une croissance exponentielle : ressources principales — énergie, minerais... — en voie d'épuisement ; menaces de rupture dans les équilibres élémentaires du monde, aquatiques, atmosphériques, climatiques.

Mais la limitation du rythme de croissance, souvent préconisée, est-elle compatible avec l'amélioration du sort des pays en voie de développement ? Celle-ci est jugée indispensable, notamment par des critiques de notre système économique — les mêmes ou d'autres — qui soulignent que, jusqu'ici, la croissance néo-capitaliste, « à l'occidentale », n'a pas réussi à sortir la plupart de ces pays de leur situation misérable et précaire.

Ici, des problèmes d'harmonisation surgissent. Dans un monde où l'information pour la masse amplifie prodigieusement les effets de démonstration, la satisfaction des besoins minimaux d'une population croissante suppose le maintien à un niveau élevé du rythme global de croissance dans les pays du Tiers Monde. En outre tant que n'aura pas été opérée une large redistribution des facteurs de production industrielle à leur bénéfice — changement gigantesque sur les conditions duquel nous reviendrons — ils ne peuvent se passer de l'effet d'entraînement provoqué par l'augmentation de la production industrielle dans les pays développés.

Aussi est-on tenté de bien accueillir — a contrario, pour ainsi dire — les suggestions de ceux qui — tel Ivan Illitch — conseillent aux pays en voie de développement de suivre une voie « non occidentale », non technologique, non hiérarchisée et « douce », afin d'éviter les pièges de la société industrielle de consommation. Il semble malheureusement que ce genre de conseil ne

puisse guère être mis en œuvre que par des règles monacales applicables à de petites collectivités d'individus, et non par des solutions opératoires aux problèmes socio-économiques du développement posés à des milliards d'hommes. Quoiqu'on en ait, aussi bien la nature humaine que les mécanismes économiques mis en branle par la société industrielle ont lancé le monde dans une autre direction.

Paradoxalement, les efforts faits pour atténuer l'injustice dans la répartition internationale des profits de la croissance entrent en collision avec l'accusation qu'on lui porte, à l'intérieur de nombreux pays industrialisés, d'y maintenir, voire d'y accroître, l'inégalité des conditions. On peut en effet imaginer — en fait, comme nous le verrons, on le doit — qu'à terme, les pays développés contribuent de manière décisive à l'élimination de la misère dans le monde, en augmentant leur aide directe, en organisant plus équitablement les échanges commerciaux, principalement par la régularisation des marchés de matières premières, et en acceptant d'acheter de grandes quantités de produits élaborés dans les pays en voie de développement. Mais il est très difficile de faire admettre de tels sacrifices à des catégories sociales qui mettent en cause les effets de la croissance à l'intérieur de leur propre pays et revendiquent *d'abord* pour eux une plus grande équité dans la répartition de ses fruits. Dans aucun pays développé, la prise en compte des intérêts du Tiers Monde n'est un article électoral. Et il est irréaliste d'envisager de ne faire porter le fardeau de l'aide directe ou indirecte qu'aux classes riches, car, en l'occurrence, c'est l'ensemble de la structure économique et sociale qui est impliquée.

C'est que l'amélioration de leur condition matérielle et de leur santé demeure chez la plupart des individus l'objectif majeur. A l'analyse, une partie des critiques adressées à la croissance « occidentale » de la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle découlent non d'un vœu d'austérité, mais de cette tendance hédoniste, même lorsqu'elles paraissent la contredire.

Il est vrai aussi que des catégories différentes de population s'expriment dans un sens ou dans l'autre. Les attaques et les critiques à l'égard de la société de consommation inhérente à notre type de croissance se concentrent chez les intellectuels, les bourgeois du troisième âge et les jeunes sans responsabilité. La grande masse des actifs — sont-ils aliénés ? — n'épouse pas cette contestation.

La pesée de cette importante majorité ne doit cependant pas nous conduire à tenir pour inutile la volonté de mise en question de notre organisation économique et sociale. Tout au contraire. Et déjà on peut noter une appréciable évolution de larges fractions de l'opinion publique, tout au moins dans le sens d'un aménagement sensible des ressorts et des finalités de la croissance. Mais il faut, sur ce point essentiel, creuser plus au fond des mentalités pour

dégager les principales aspirations. Ainsi que je l'ai déjà écrit l'an passé (1), dans les sociétés industrielles de l'Occident, les aspirations aux changements en profondeur — qui ne passent pas nécessairement par la voie idéologique — semblent pouvoir être rassemblées en deux courants majeurs : l'autonomie et la sécurité. Courants complexes, comme tous les phénomènes psychosociologiques, ils contiennent leur contraire en même temps qu'ils s'affirment ; ils se mêlent ; ils s'opposent. Par exemple, la dialectique de la liberté dans une société de masse implique l'esprit grégaire dans la pratique de l'autonomie. Par exemple encore, le besoin de sécurité — projection objective contre l'adversité — loge en lui, contradictoirement, le goût du risque, défi à la sécurité et manifestation d'autonomie. Ces tendances fondamentales n'excluent donc pas les tensions.

Sur la ligne de l'aspiration à l'autonomie s'ordonnent de nombreux vœux et rêves. Ainsi, que nous soyons influencés par Jésus ou Marx, nous voudrions, souvent confusément, établir une relation différente avec notre activité et notre ouvrage ; que cette relation ne relève ni de l'obligation ni du devoir sacré, de telle sorte qu'elle contienne à la fois connaissance, choix, participation et compréhension. En même temps, ou faute de quoi, nombreux sont ceux qui souhaitent diminuer le temps consacré à une activité somme toute contraignante et recherchent l'épanouissement dans l'autogestion du temps appelé (peut-être abusivement) libre.

Si la lutte économique est, pour les plus forts et les plus doués, la manifestation de l'autonomie, elle peut limiter celle du plus grand nombre, dans la mesure où elle engage dans des mécanismes de concurrence et de course au rendement. D'où l'opposition à la méritocratie et le vœu que la fraternité, l'esprit d'équipe, la récupération des sans-talents, etc... etc... remplacent ou compensent l'agressivité et la compétition. Corollairement, et sous l'influence d'une tendance idéologique ancienne que l'élévation du niveau d'instruction renforce, se manifeste une pression croissante à la diminution de l'inégalité des revenus et des conditions, avec laquelle devra compter tout nouveau modèle de croissance. Bien plus, on constatera plus loin que l'établissement d'une société moins inégale est cohérent avec la satisfaction de beaucoup d'autres aspirations qui commandent le dessin de ce nouveau modèle.

La qualité de l'autogestion du temps libre dépend en partie — toujours au niveau des aspirations — de l'équipement culturel de chacun. La culture souhaitée est à la fois un acquis, une dotation en réflexes intellectuels et une faculté de relation qui intègre chacun sans malaise dans un ensemble plus

---

(1) *Paradoxes*, novembre 1976.

large — histoire ? patrimoine ? collectivité ? — chacun étant accueilli et participant. Les contradictions abondent ici : par exemple, la faim de différenciation le dispute constamment à la soif d'égalité, l'autonomie n'étant pas seulement vécue personnellement mais pensée comme un mythe collectif ; par exemple encore, on pensera que l'école doit permettre l'intégration dans la vie active, mais on s'attachera pourtant à maintenir la plus grande distance entre l'esprit de l'enseignement et l'organisation sociale. Dialectique légitime de l'autonomie, là aussi : « je vaudrais par mon faire et par ma personne, ensemble et indépendamment ». Il faut marquer ici l'importance du spectacle — artistique, politique, etc... — au centre du champ ouvert par le temps libre. L'individu y adhère à une manifestation d'un conscient collectif, mais n'y participe la plupart du temps que dans son for intérieur. Passivement ?

Au total, la plupart des formes d'aspiration à l'autonomie, tout en étant caractéristiques de l'évolution actuelle de l'économie industrielle, tendent à en contrecarrer les ressorts. Le besoin, le désir, la revendication de sécurité tendent plutôt à en modifier les finalités.

Ainsi en est-il du refus de la compétition et de la sélection qui nous a paru le fait des plus faibles en quête d'autonomie tranquille, et qui pourrait déboucher sur une société plus amène et moins hantée par l'obsession de l'efficacité. Ainsi en est-il surtout du vœu tendant à allouer différemment les moyens de production afin de favoriser les équipements collectifs dispensateurs de satisfactions immatérielles et rassurantes — l'enseignement et la culture, le cadre de vie et le logement, le divertissement et le spectacle, la santé. Nous verrons plus loin combien sont nombreuses et difficiles à mettre en place les conditions d'une telle réorientation. Notons cependant combien ces aspirations se situent dans la ligne hédoniste qui caractérise la société industrielle moderne. On y chercherait en vain l'esprit de sacrifice, le goût de la méditation, la culture modeste de son propre jardin. Il s'agit toujours de développement — voire de dilatation de la personne.

A cet égard, la préoccupation de protéger au mieux la santé mérite une mention spéciale, car elle représente une option qui dépasse largement le problème de l'allocation des moyens de production. C'est, depuis des années, le secteur où la production et la consommation croissent le plus rapidement dans tous les pays développés. La tendance en France paraît spectaculaire aux Français. Elle l'est tout autant dans un pays qui pratique apparemment davantage le libéralisme économique, l'Allemagne Fédérale : les dépenses de santé y ont triplé depuis 1970. La lutte contre la maladie et la mort prennent un caractère absolu caractéristique d'un choix de civilisation qui a des conséquences importantes pour la définition d'un nouveau modèle de croissance.

On peut estimer que le succès des alertes aux ruptures écologiques et aux pollutions participe de la même polarisation sanitaire. En conséquence, s'éta-

blissent progressivement un nouveau cadre et un nouveau statut des initiatives industrielles et des modes d'utilisation du sol. Les conditions fondamentales de la vie en seront améliorées à terme — encore que la marge d'action nécessaire reste immense — mais il est certain que d'autres lignes de force de notre économie ne se mettront pas aisément en harmonie avec l'orientation « environnementaliste ». Celle-ci freine, par exemple, l'effort d'équipement énergétique aux États-Unis, en France et en Allemagne, au point qu'il devient douteux que la capacité de production soit à l'avenir cohérente avec un objectif de croissance propre à résorber sur la longue période, disons, la moitié de l'effectif des chômeurs, du moins dans les structures économiques actuelles. Il faudra donc, soit atténuer les contraintes d'ordre écologique, soit accepter le risque de troubles sociaux, soit modifier les structures de production et d'emploi.

Heureusement, l'opposition inévitable entre développement économique et maintien des équilibres naturels procède d'une simplification abusive. Le retour à la pureté de l'eau est loin d'être hors de portée et la civilisation industrielle est capable de reconstituer un environnement détérioré: au cours des vingt dernières années, la surface des forêts a été sensiblement étendue dans les espaces libres de la mégapole de l'est des États-Unis.

Aussi bien, la société de production et de consommation de masse n'est-elle pas inapte à prendre en compte et à incorporer les aspirations à une croissance plus calme, plus ménagère de la nature, mieux composée et mieux répartie, plus tournée enfin vers le développement personnel de l'individu. Elle est en mesure de récupérer ces aspirations, les digérer, s'en servir pour se doter de nouveaux traits, sans que l'essentiel de sa nature intrinsèque s'en trouve modifié. Ce n'est pas à dire qu'une évolution heureuse s'opérera d'une manière entièrement spontanée. Une puissante volonté politique sera au contraire nécessaire, nous le montrerons. C'est observer seulement que l'action des pouvoirs peut tabler sur et se servir des mécanismes d'ajustement qui sont à l'œuvre.

## MÉCANISMES DE FONCTIONNEMENT, D'ÉVOLUTION ET DE SURVIE DE LA SOCIÉTÉ DE MASSE

L'articulation correcte et efficace de la volonté politique et des forces qui animent l'économie pose cependant des problèmes redoutables qu'il convient d'aborder avec réalisme. Pour les éclairer, il faut bien comprendre le jeu de ces forces ou, d'une manière plus précise, repérer et analyser les enchaînements qui paraissent devoir (aux deux sens du terme) fonctionner de manière permanente, les contraintes qui pèsent sur les processus d'évolution, enfin les facteurs qui permettent à ces processus de se dérouler.

Un enchaînement à finalité d'entraînement relie la production et la consommation, la fabrication des produits et des services, et la distribution des revenus qui l'accompagne, d'une part, à la demande et à la consommation de ces produits et de ces services, d'autre part. La partie des activités assurée par les services publics s'intègre à ce schéma général dans la mesure où les revenus des fonctionnaires se joignent à l'ensemble de la demande et ne peuvent être financés que par prélèvement sur les facultés de consommer (y compris les leurs).

Sans doute est-il possible d'étendre la part des activités bénévoles et des utilisations gratuites. Mais, à vue humaine, cela ne peut aller bien loin. Nous sommes durablement dans une économie monétaire, dans une économie caractérisée par une division et une interdépendance croissante des activités, dans une société urbanisée. Ces caractères dotent le système d'un dynamisme propre qui, s'il ne garantit pas la croissance, la rend néanmoins probable dans certaines conditions, ou sous l'empire d'autres éléments constitutifs du système.

Au premier rang de ceux-ci, il faut mettre les activités de recherche et d'application scientifique et technique. Le nombre d'hommes qui s'y consacrent à l'heure actuelle dans le monde est très supérieur à l'effectif total de ceux qui s'y sont consacrés depuis les débuts de l'humanité. Le produit de leur réflexion et de leur travail vient constamment stimuler le mouvement qui enchaîne production et consommation. Ce, notamment, par la voie de l'accumulation de capital nouveau, elle-même suscitée tant par des volontés de puissance ou de progrès que par l'attrait du profit.

Bien évidemment, c'est ce ressort de la croissance économique qui est en partie responsable des excès et des imperfections fréquemment dénoncés. Il serait cependant vain de prétendre l'éliminer. Ici encore existe un enchaînement très actif qui opère entre les résultats et les étapes de la curiosité humaine, l'une des forces les plus puissantes qui soient. Il est plus réaliste de le considérer comme un potentiel considérable et permanent, risque et chance à la fois, qu'il convient d'orienter au mieux des finalités de la nouvelle croissance.

Hormis dans l'hypothèse d'une catastrophe universelle, la réversibilité de cet élan scientifique et technique, dynamisant sans trêve un acquis sans cesse accru, paraît impossible. C'est la troisième fois au cours de cet essai sur le futurible de la croissance que nous affirmons l'irréversibilité d'une tendance observée. Cette idée est si fondamentale, sur le plan de la philosophie de l'histoire, qu'elle doit être étayée. A la réflexion, elle repose sur deux bases. Premièrement: il y a une nature humaine. Deuxièmement: la révolution scientifique et technique opérée entre 1750 et 1850, en faisant passer l'humanité d'une situation de relative stabilité à une existence de mouvement et de chan-

gement, a provoqué une rupture, une modification de nature, une novation dans le processus historique.

Tout occupé d'éliminer l'idéalisme hégélien en même temps que les justifications de l'état social, mu d'autre part par l'ambition de découvrir, d'expliquer et de prophétiser une dynamique de l'histoire, Marx a évacué la nature humaine de son système en y maintenant cependant — comment faire autrement ? — les manifestations instrumentales de cette nature qui s'articulent en rapports sociaux. L'homme marxien est un homme qui invente, fabrique ou accumule, selon qu'il est savant ou technicien (la technique est l'un des moteurs de l'évolution économique, mais Marx s'intéresse peu au savant ou au technicien) ouvrier ou capitaliste. Et ces activités sont uniquement commandées par des structures, des rapports et la mécanique économique-sociale qui agit constamment pour surmonter les contradictions.

Or, l'observation du règne animal, comme celle des relations interpersonnelles qui échappent aux rapports socio-économiques, montre que derrière les positions politiques et les fonctions économiques, il y a l'agressivité, la curiosité, l'intérêt personnel, la volonté de puissance, l'inventivité, l'énergie, l'amour, etc... etc... pulsions et caractères fort inégalement répartis entre les êtres.

Constater ce primat de l'individu, de son esprit et de ses passions n'entraîne pas nécessairement l'affirmation d'une essence (2). Observer qu'il existe une nature humaine n'empêche pas d'admettre que l'homme agissant est fortement influencé par sa position sociale, par les rapports de production, par les structures, bref que l'individu et la société sont deux systèmes qui s'interpénètrent.

Or, si la nature humaine donne à l'homme et à la société des ressorts immuables, encore qu'opérant de manière variable selon les situations et les époques, le mouvement cumulatif imprimé à la société occidentale par les effets conjugués de la libération de l'esprit et de l'émergence de la rationalité introduit progressivement une rupture historique qui nous oblige à appliquer à la prospective ou à la construction de l'avenir des schémas explicatifs nouveaux.

Les mots : « introduit progressivement une rupture historique » peuvent choquer, dans la mesure où ils associent la progressivité et la rupture. Il semble bien pourtant qu'il faille sortir de l'opposition évolution-révolution pour rendre compte de ce qui s'est passé. Il a fallu plus d'un siècle pour que le mouvement de l'économie et de la société eût des effets d'un quantum et

---

(2) On peut se demander d'ailleurs si ce n'est pas un refus a priori de l'essence de l'homme, concept situé au cœur de la religion chrétienne qui a guidé toute la démarche de Marx.

d'une profondeur tels qu'ils équivalent aux conséquences d'une révolution, voire à une novation dans le cours de l'histoire. De même, les changements observés en France au cours des vingt-cinq dernières années, par exemple dans la répartition des activités, sont plus révolutionnaires que beaucoup de ruptures politiques.

Les avancées scientifiques et techniques permettent d'envisager une société où le mouvement de l'économie sera en principe et plus qu'auparavant commandé par la hiérarchie des compétences — une méritocratie — mais où des masses renseignées et éduquées, sinon cultivées, constitueront en permanence des contrepouvoirs si puissants que leurs aspirations seront incorporées — même s'il y a inertie et retard — dans les finalités sociales. Une telle structure, informée et informatisée en temps réel, ne pose pas des problèmes d'organisation moins difficiles à résoudre que par le passé, mais elle établit des rapports originaux entre les dirigeants et les dirigés ou, plutôt, elle rend cette distinction inadéquate.

Les mêmes avancées techniques provoqueront des rapports entre l'homme et sa tâche tout à fait inédits, modifiant les contraintes de localisation, les modes de commandement et de contact, les horaires, la structure des rémunérations, au moins dans les secteurs — secondaires et tertiaires — de production de masse, au point, sans doute, de changer totalement la nature et la place du travail au point de rencontre des différentes catégories sociales.

Surtout, le système économique-social occidental est doté d'efficaces fonctions d'incorporation des éléments exogènes. A cet égard, l'opposition entre capitalisme et socialisme, valable et utile pour ce qui concerne les méthodes de gouvernement et le recrutement des gouvernants, s'estompe derrière l'action de ces fonctions qui jouent, comme biologiquement, un rôle de protection de l'essentiel du système, de son noyau dur en quelque sorte.

Le noyau dur, c'est, nous l'avons vu, l'initiative et l'esprit de création, la recherche de l'étape suivante, la recherche du plus; c'est la rationalisation du réel; c'est encore l'augmentation des satisfactions personnelles; c'est le processus qui relie l'invention, l'accumulation du capital, la distribution des revenus et la consommation.

Dans les fonctions d'incorporation, on peut en premier lieu distinguer la récupération des aspirations contestataires. Les forces sociales organisent leurs conflits, les compromis s'élaborent entre les pouvoirs, le processus démocratique joue un rôle d'assimilateur pacifique, de telle façon qu'entrent dans le système, au prix de certaines adaptations, de nouvelles finalités. Les institutions de l'industrie admettent la participation des salariés, incluent l'écologie dans la formation du capital et dans l'économie d'échange. Le capitalisme libéral s'est tellement métissé de dispositions sociales qu'il a largement perdu

sa nature première et qu'une partie croissante de l'économie échappe à l'initiative privée et au fonctionnement du marché.

Autres fonctions d'incorporation: la communication et le spectacle. Dans le monde moderne, leur universalité assure la diffusion des nouveautés et des phénomènes marginaux, c'est bien connu. Mais, en même temps, elle leur donne valeur d'exemplarité et de suggestion. D'autre part, elle opère leur entrée dans le cercle de la marchandise.

Spectacle et commercialisation sont, en effet, deux phénomènes étroitement liés. L'importance prise par les mass media a fait de notre monde un immense théâtre d'exhibition pour les hippies, les révolutionnaires, les artistes et les hommes politiques. Ce mécanisme implacable de la commercialisation est probablement le plus puissant agent d'assimilation — ou d'édulcoration — des manifestations d'indépendance par rapport au système. Il est évidemment aidé par le caractère souvent massif du marché. Celui-ci mute en argent et en objet acceptable ou désiré, idées, révoltes, audaces artistiques. Il transforme surtout leurs auteurs en nababs, alliés objectifs du système. Qui résiste au spectacle de soi-même et à l'argent du succès ?

Deux traits doivent être ajoutés à cette description de la machine capitalo-socialiste à élaborer des produits à consommer, à l'aide de tout ce qui passe à portée de ses engrenages: l'existence d'un gros ventre social et l'importance du discours.

On vient de faire allusion au caractère massif des marchés. Il donne au système une puissance et une énergie cinétique considérables — ce qui ne va pas, d'ailleurs, sans lourdeurs, inerties et rigidités. Autre aspect du même phénomène: les intérêts investis, capital physique et financier et compétences, sont énormes. Ils ne peuvent évoluer qu'au rythme et selon les lignes que leur impose cette nature massive. Mais, surtout, l'appareil de production et le marché modernes ont suscité la naissance d'une vaste catégorie sociale représentant entre 60 et 80% de l'ensemble de la population globale, homogénéisée par le niveau moyen de revenus, le statut de propriétaire, l'endettement, les mêmes désirs, des modes de vie proches, malgré les différenciations. Bref, la société de production et de consommation de masse a un gros ventre social. Du coup, la vocation révolutionnaire du prolétariat, exclusive et définitive dans la perspective historique marxiste, n'apparaît plus que comme un vœu qui relève de l'émotion. La problématique de la confrontation sociale se pose différemment.

Il s'agit d'organiser en termes de rapports de forces et de conscience de ce qui est équitable la répartition d'un gâteau à l'agrandissement duquel tout le monde coopère, sans mettre réellement en cause le système économique, et même sa manifestation politique.

Dès lors, le partage des opinions occidentales en deux parts presque égales relève davantage d'un classement de tempéraments, de traditions, de références historiques, de manières de souhaiter et de vouloir, de conceptions des rapports avec les autres, que d'un conflit social fondé sur un différend économique fondamental.

Dans ce monde de négociation permanente et d'exhibition, le « discours » joue un grand rôle. Les difficultés et les malaises engendrés par la société de production et de consommation de masse, enchaînée par sa logique propre, suscitent des contestations et des propositions d'autant plus raffinées que cette société est parvenue à élever tant bien que mal le niveau des sensibilités en même temps que celui des richesses et des aptitudes. Le « discours » tenu par les individus et les groupes sur les modes de vie, les institutions et la place de l'homme, s'en est trouvé considérablement développé. Mais le discours entretient avec la réalité et les comportements des rapports équivoques. Dans le meilleur des cas, il exprime un projet et verbalise un changement. Il peut aussi, trivialement, ne révéler que l'ambiguïté de la nature humaine, bornée par constitution mais infinie dans ses vœux. Souvent encore, le discours sert d'alibi ou de compensation à l'acceptation d'une imperfection ou à l'inaction. On aurait tort de s'en indigner, car cette incohérence — ou cette hypocrisie — constitue un facteur d'équilibre. La parfaite correspondance entre l'imagination et l'action — l'idée ou le rêve qui passent à l'acte — peut être démence. Ainsi on joue du discours comme d'un balancier compensateur et d'un guide d'orientation utopique. Et l'utopie a elle-même une fonction irremplaçable de polarisation des désirs de mieux. Notre société s'enrichit à chercher « autre chose », à chercher sans trêve, le courre étant meilleur que la prise.

Tels sont les principes et les mécanismes de fonctionnement du système, avec ses contraintes et ses latitudes, la réalité se situant dans les esprits et dans les comportements tout autant que dans les rapports et dans les structures.

## **LA CRISE ET LE NÉOLIBÉRALISME**

Le système est cependant en crise. Ses facultés d'incorporation et d'inflexion ont des limites. Elles lui permettent de féconder les germes d'évolution, et même de novation, déposés par les contestations et les mises en cause. Elles autorisent ainsi l'espoir d'accéder à un futurible meilleur de la croissance. Elles ne lui ont pas épargné des difficultés ou tares majeures.

Les plus graves paraissent être, d'une part l'inaptitude croissante à ajuster l'emploi et les disponibilités en main-d'œuvre, d'autre part l'incapacité à

établir entre pays industrialisés et Tiers Monde des rapports qui sauvent celui-ci de la catastrophe.

La première tare est au cœur de la situation de l'homme dans la société. Elle n'a pas que des aspects techniques — par exemple la mauvaise formation des jeunes — ni qu'une raison économique — la dépression provoquée par les politiques de stabilisation. Ses composantes sociopsychologiques sont autrement graves : dans les conditions de salaires, d'horaires, de nature de travail, qui leur sont proposées, un nombre croissant de jeunes formés par l'enseignement et les media de la société de consommation, refusent l'emploi.

La deuxième tare est au cœur des rapports entre Sociétés. Entre 1958 et 1971, les termes de l'échange ont évolué dans un sens défavorable au Tiers Monde et l'aide des pays industriels a relativement diminué. Le revenu par tête n'a pas augmenté, dans l'ensemble, et la situation alimentaire est devenue plus précaire. La réaction des pays producteurs de pétrole à partir de 1973 a plutôt empiré la situation des pays en voie de développement qui n'en détiennent pas.

Il y a un facteur commun à ces deux défauts essentiels d'ajustement : le néolibéralisme économique, dont les principes et les pratiques gouvernent en fait le fonctionnement et la régulation du système économique mondial. Ce néolibéralisme économique s'est manifesté au cours de ces dernières années par la plus grande timidité face aux revendications nouvelles touchant à l'insertion de tous dans la communauté sociale. Pour lutter contre les déséquilibres économiques, il a refusé les méthodes sélectives, reposant sur des options raisonnées, et s'en est remis à des régulations globales, principalement monétaires. Il s'est constamment résigné à moins maîtriser le système monétaire international, livré désormais aux vents et aux marées de la spéculation, de la manœuvre politique et du hasard. Il a adopté une attitude tous comptes faits négative sur le problème crucial de la régularisation du cours des principales matières premières sur le plan international. Le laisser-faire a évolué vers le laisser-aller.

Bien entendu, ces partis pris s'expliquent dans une large mesure par les orientations des gouvernements des États-Unis qui occupent depuis 1945 une position dominante, finalement peu entamée par les échecs de certaines de leurs entreprises internationales. La pérennité de l'imperium américain est évidemment un élément essentiel de la problématique de la croissance dans l'avenir, et ce fait est d'autant plus préoccupant que le néolibéralisme économique n'est manifestement pas en mesure de résoudre les problèmes de la crise et d'accoucher le système économique moderne d'un modèle satisfaisant de développement. Il y a là un « handicap » institutionnel de taille.

## LE FUTURIBLE DU BON DEVELOPPEMENT

Selon quelles lignes peut-on dessiner un nouveau modèle de croissance qui développe au mieux (et en surmontant quelques contradictions) les aspirations et les germes d'évolution manifestés, qui s'appuie sur les forces permanentes et le potentiel de notre système, et tienne compte avec réalisme des contraintes de constitution.

Dans l'esquisse qui va suivre, nous oserons employer le futur, pour lui donner plus de vie.

En premier lieu, il convient de poser l'hypothèse, l'opportunité et les conditions d'une moindre croissance de la production dans les pays industriels.

Sans doute une plus grande participation des travailleurs à la définition et à la conduite de leurs tâches permettra-t-elle des gains de productivité. Certes, aussi, la réduction importante de la durée du travail n'entraînera-t-elle pas des pertes de production proportionnelles. Il demeure que les nouveaux rapports de l'homme avec son travail et des hommes entre eux dans leur métier, caractérisés par une compétition et une sélection atténuées, une grande liberté dans l'emploi du temps, une faible considération pour le rendement, aboutiront à une moindre croissance économique des pays développés.

Une protection rigoureuse de l'environnement et l'économie des ressources naturelles y conduiront également, car elles signifient moins d'énergie, moins d'usines, des techniques « douces », moins de produits fabriqués.

Mais ce ralentissement ne peut être ni trop fort, ou trop rapide, en raison de la permanence des désirs dans la société de consommation; en raison aussi de la nécessité de continuer à « entraîner » les pays en voie de développement. D'autre part — et nous examinerons ce point plus tard — une croissance ainsi ralentie pose des problèmes difficiles de choix et de répartition des revenus et des produits.

Deuxième idée essentielle: dans le nouveau modèle de croissance, l'appareil de production sera composé différemment de ce qu'il est aujourd'hui.

La part qu'y occupaient les produits manufacturés tendra à diminuer. Leur taux de renouvellement sera en effet moindre, car on ne recherchera plus de perfectionnements d'importance secondaire; leur durée de vie sera plus longue, on s'attachera à les entretenir; l'usage de certains d'entre eux (l'automobile) sera limité. Il est vrai que l'expansion des exportations de biens d'équipement et de services d'ingénierie vers les pays du Tiers Monde compensera en partie ce ralentissement ou cette stagnation.

En revanche, la place des services particuliers ou collectifs s'élargira considérablement, à la mesure du développement des dépenses de santé en tout premier lieu, mais aussi d'enseignement, de loisirs (spectacles, tourisme, etc...).

De même, la production de logements plus spacieux et plus confortables, dans un cadre urbain mieux aménagé, connaîtra une forte augmentation.

Il ne faut pas se dissimuler la difficulté d'accélérer la diminution de la part de l'industrie, tout en maintenant un taux suffisant de croissance, et ce d'autant plus que l'activité d'une partie des services dépend de la prospérité de l'industrie.

La lutte contre les désutilités de la croissance — pollution, encombrements, etc... — assurera la promotion d'activités nouvelles et renchérra le coût de nombreux produits. Mais, dans le même sens, certaines fonctions verront se rétrécir leur domaine. Ainsi en sera-t-il de la publicité et de nombreux intermédiaires.

Une partie du temps libre sera consacrée à du loisir-travail personnel de réparation et de bricolage, ce qui entamera certains marchés industriels et diminuera les exigences des individus en matière de revenus. Mais ce phénomène n'aura pas un impact considérable et sera sans doute compensé par la production d'équipements et d'outils pour le travail domestique. L'enseignement ou, plutôt, la formation par échange d'informations, occupera une place croissante, la compétition économique tendant à voir atténuer son importance.

En conséquence de cette nouvelle structure de production, la répartition des emplois et des sources de revenus sera beaucoup modifiée. Les travailleurs du secteur tertiaire constitueront la majorité. Le nouvel équilibre comportera surtout des revenus issus des activités de services et des emplois de ces revenus affectés à l'achat de ces services. Autre conséquence : chaque économie nationale aura relativement moins de relations avec l'extérieur.

Les nouveaux modes de relations économiques avec les pays du Tiers Monde obligeront à consacrer une part plus importante du revenu national à l'aider, soit directement, soit en payant les matières premières à un prix relativement élevé, soit enfin en admettant des importations de produits manufacturés. Cet accroissement d'importations provoqué par une diminution de la protection douanière obligera certains secteurs industriels à disparaître ou à évoluer par spécialisation. Ce sera là un autre facteur de diminution de la place des produits manufacturés de consommation courante dans la production. En compensation, on peut estimer que l'industrialisation des pays en voie de développement ouvrira de nouveaux marchés aux industries de biens d'équipement et aux services d'ingénierie.

Bien entendu, l'effort global d'investissements se répartira, en fonction de cette nouvelle structure de production, fort différemment du passé. Il sera sensiblement moindre dans le secteur des biens de consommation, mais se renforcera dans celui des biens d'équipement tournés vers l'exportation. Il connaîtra une grande expansion pour l'équipement des services : matériels médicaux, audiovisuels, et surtout pour stocker, transmettre et traiter des informations par des ordinateurs et des réseaux. Les équipements collectifs

(investissements de l'administration) et le logement (investissements des ménages) bénéficieront également d'une croissance accélérée.

Au total, la mise en œuvre d'un tel modèle n'est pas impossible. Sans doute implique-t-il d'importants transferts d'activités en fonction des changements dans les besoins. Mais la marche de l'économie s'opère selon un processus circulaire: les productions donnent lieu, à due concurrence de la valeur produite, à des revenus; ceux-ci, par l'intermédiaire de la demande, dénouent le processus productif. D'autre part, rien n'empêche, dans ce schéma, les moteurs de la croissance de continuer à fonctionner.

Le problème essentiel n'est donc pas là. Il est dans l'évolution, dans le cheminement à partir de la situation actuelle: à quelles conditions, sous quelles contraintes, selon quelles modes, le parcours peut-il être effectué ?

\*  
\* \* \*

Il faut d'abord tenir compte, en effet, de la situation de départ. C'est une terrible contrainte. Elle est constituée de capacités de production non amorties, de savoir-faire humains acquis au cours de nombreuses années de formation et d'expériences, de dispositifs dynamiques, tels que la distinction et la promotion des meilleurs, le profit, les systèmes de rémunération. Ces éléments constitutifs se meuvent continuellement, mais d'une manière généralement fort lente et, même dans les limites d'une période relativement longue — de 5 à 10 ans — un état donné ne se modifie pas de façon sensible. Autrement dit, la répartition des capacités de production et des investissements, la répartition de la force de travail et des nouvelles formations, les rapports de coûts et de prix, les rapports d'échange continuent à définir un système bien caractérisé. Toute modification brutale ou rapide engendre des ruptures matériellement et psychologiquement coûteuses, et la définition de nouveaux rapports.

On peut néanmoins imaginer qu'entre des besoins et des désirs latents ou déclarés, et une action de la puissance publique, s'établisse une relation dynamique qui suscite le passage relativement rapide d'un modèle de croissance à l'autre. Des minorités agissantes exercent des pressions directes ou provoquent des mouvements d'opinion publique. Le pouvoir se fait directif et met en œuvre les moyens d'assurer les transitions ou de compenser le coût des ruptures. Cela ne va pas sans problèmes.

Tout d'abord, la situation de départ est marquée par une très grande inégalité des situations et des revenus. Le présent et l'avenir ne sauraient donc être appréciés par chacun de la même manière. Remplacer des objets par des services n'est pas malaisé pour les nantis, et l'on a déjà remarqué que ceux-ci étaient plus habiles à bien utiliser les services. Les gens des classes modestes

ne sont, de leur côté, pas prêts dans l'ensemble à lâcher la proie pour l'ombre. On voit mal dans ces conditions comment l'opération serait possible sans être accompagnée par une diminution considérable des inégalités entre les revenus et les conditions sociales, opération qui doit contribuer à l'établissement d'un consensus général sur les finalités de la nouvelle croissance et les nouveaux types de rapports économiques et sociaux qu'elle entraîne.

Il est, en second lieu, difficile de pondérer convenablement, dans une action de ce genre, ce qui est directif ou imposé. Si l'on ne veut pas procéder par décret, autorisation et interdiction, il faut instituer un système normatif de prix, de tarifs et de taxes en fonction des objectifs assignés quant à l'orientation des productions et de la demande. Dans une nation démocratique, cette démarche suppose qu'un certain consensus soit déjà réalisé.

Si tel est le cas, le redéploiement de la force de travail peut s'en trouver facilité. Il n'en demeurera pas moins fort difficile. Nous sommes ici au point crucial. Derrière les idées et les marchandises, il y a des hommes, diversement doués, marqués par leur savoir-faire, rebelles au changement. Tous, d'une certaine manière, des plus pauvres aux plus riches, ils ont investi des intérêts. Lié à chaque type d'enseignement ou de formation, il y a un corps professoral. Lié à chaque type d'activité, il y a une profession. Dans toute l'épaisseur du corps social, les hommes n'acceptent plus d'avoir à s'adapter avec leurs seules forces à des situations nouvelles issues d'un jeu mécanique de forces. Bref, le passage rapide d'un modèle à un autre suppose la mise en place d'un dispositif très complet de traitement et de re-traitement des ressources humaines.

Il suppose encore que l'on assure le fonctionnement du sous-système central qui affecte l'épargne nationale aux investissements. Dans le secteur privé cette affectation ne continuera à se faire qu'à des investissements rentables, question étroitement liée à la grille des prix, tarifs et impôts normatifs. Dans le secteur public, cela revient à poser le problème du financement des équipements qui, rappelons-le, verront leur volume largement augmenter. Qui payera l'enseignement, les soins, les autoroutes, les réseaux de télécommunications, les transports collectifs améliorés, un contexte urbanistique meilleur, les spectacles ? Le contribuable ou l'utilisateur ? Autrement dit, pour soutenir la collectivisation de nombreuses prestations, il est nécessaire de construire un ensemble cohérent de circuits de financement incluant les budgets publics et les diverses tarifications. Ce ne peut être fait qu'en fonction d'objectifs à long terme aussi précis que possible et présentant eux-mêmes un fort degré de cohérence.

Les options prises en ce domaine dépendent évidemment beaucoup de celles qui touchent à la répartition des revenus et à la vigueur de l'intervention de l'État dans l'animation du mouvement.

Un de ces points d'application principaux concerne les relations avec l'extérieur. Sans doute peut-on imaginer utopiquement une isolation totale du pays pour y créer « en paix », le nouveau modèle de croissance et de société. Étant donné le degré d'ouverture — ne serait-ce qu'en ce qui concerne les déplacements des hommes (travailleurs, hommes d'affaires et touristes) — et d'interdépendance économique et financière qui caractérise la situation actuelle, les problèmes qu'une telle coupure poserait paraissent insurmontables. Elle provoquerait dans l'ensemble une chute brutale du niveau de vie à laquelle aucun régime politique ne pourrait résister. Force est donc de placer le changement de modèle de croissance dans un contexte où demeure une complémentarité importante avec les économies étrangères. Dans ces conditions, demeure aussi l'exigence d'équilibre de la balance des paiements.

Si le nombre de ceux qui se consacrent à la production industrielle diminue, cependant qu'augmente celui de ceux qui produisent des services — généralement non exportables — la capacité d'exportation faiblira. Il est nécessaire de veiller à ce que la demande de produits étrangers s'amointrisse en conséquence. Ce, d'autant plus que le ralentissement du rythme de croissance et le raccourcissement du temps de travail risquent de handicaper l'industrie nationale par rapport aux industries étrangères concurrentes. Dans les relations commerciales avec le Tiers Monde, on peut poser l'hypothèse simplificatrice que l'augmentation des importations de produits de consommation courante sera compensée à l'exportation par l'expansion des marchés de biens d'équipement. Sans doute, est-il possible de modifier la parité monétaire pour corriger les déséquilibres. Mais, une liberté totale n'est pas donnée en ce domaine. D'autre part, la dévaluation continue produit des effets pervers et des perturbations dans les bases de l'échange qui risquent de rendre encore plus ardue la marche d'un modèle à l'autre.

## **CONCLUSION: OBJECTIF 2000**

On mesure au total l'exceptionnelle prise de conscience commune des gouvernements et des opinions publiques qu'il faut atteindre pour résoudre cette véritable quadrature du cercle: utiliser le potentiel d'invention, d'initiative et de dynamisme du système pour construire un type de développement économique et une société qui satisfassent les aspirations contradictoires de l'individu, tout en restant en harmonie avec les conditions naturelles du monde, mais en faisant émerger les 4/5<sup>e</sup> de l'humanité de leur destin, de l'océan de misère qui s'étend et se gonfle autour de l'îlot des pays développés.

Ce dernier objectif est probablement le plus important à long terme. Il serait illusoire de penser qu'il n'entre pas largement en contradiction avec les deux autres. Le modèle de la Fondation Bariloche, par exemple, parvient à équilibrer un modèle mondial où la vie des habitants du Tiers Monde s'établit à un niveau acceptable avec un taux d'utilisation des ressources qui paraît possible. Mais sa réalisation repose sur une condition d'égalisation des revenus entre pays industriels et pays en voie de développement tout à fait irréaliste. D'autre part, les variables d'environnement ne sont pas prises en compte.

Ainsi, les conditions de l'évolution révolutionnaire qui est nécessaire sont particulièrement contraignantes et difficiles à réunir.

Sauf à provoquer une rupture génératrice d'un abaissement considérable du niveau de vie et de troubles profonds et prolongés que seul un régime purement répressif pourrait assumer, l'édification d'un nouveau modèle de croissance ne peut être très rapide. En Occident, elle doit reposer sur une communauté minimale d'idées et d'objectifs qui exige un processus d'information et de discussion de longue portée. Elle doit remplir d'importantes conditions d'équilibre et de constitution de nouveaux sous-systèmes cohérents en matière de prix, de financement, de relations extérieures. Tout régime démocratique, quelle que soit sa tendance, libérale ou socialiste, serait ici logé à la même enseigne. La question la plus intéressante est plutôt de savoir quelle orientation idéologique — quel personnel politique — serait le mieux à même d'assurer la mise en œuvre du nouveau modèle de croissance de la manière la plus efficace. On peut affirmer que c'est l'orientation et le personnel qui bénéficieront de la plus large base populaire.

Il est clair aussi que cette évolution accélérée passe à la fois — si l'on peut dire — par les esprits et par les budgets publics. Dans les premiers évoluent les besoins et les désirs, et s'établissent les consensus nécessaires à l'adoption des mesures prises par l'État pour organiser les changements. Les seconds contiennent les voies et moyens de la politique de transformation, de restructuration, de re-formation qui sera suivie. C'est un appareil de mutation fondamental.

Il est certain, enfin, que, aussi bien par sa teneur même que par les actions à entreprendre pour en susciter la survenue, le nouveau modèle de croissance et de société qui rassemblerait les aspirations les plus couramment exprimées aujourd'hui implique une faible inégalité sociale et la collectivisation d'activités et de problèmes. Certes, il est pratique et opérant de faire reposer au maximum le nouveau système sur de libres initiatives. En ce sens, la décentralisation des pouvoirs, des institutions économiques, des innovations sociales est une orientation indispensable pour opérer les changements et surtout les faire accepter parce que librement et pleinement vécus.

Mais, au moins dans la première phase (20 ans ?), et sauf si se produisait un bouleversement rapide dans la composition de la demande — ce qui est très improbable — l'égalisation des conditions et l'extension des actions du secteur public semblent être adaptées à la solution du problème. En ce sens, le socialisme est donc une voie plus adéquate que le libéralisme économique. A condition qu'il ne succombe pas au bureaucratisme. Ce serait là la pire des régressions, tout à fait contraire aux aspirations, contraire aussi à la qualité du vécu quotidien. Là encore, une bonne analyse des niveaux de décision et une audacieuse décentralisation constituent la voie de salut.

Il est du devoir et de l'intérêt du monde industriel — à peu près celui qui est réuni dans l'Organisation de Coopération et de Développement Économique — de susciter et d'orienter *l'évolution révolutionnaire*. Ces pays pourraient élaborer et mettre en œuvre une charte-programme du changement à vingt-cinq ans de visée. Cet « *objectif 2000* » donnerait les orientations générales de la nouvelle croissance, notamment dans les quatre domaines clefs de la compétition industrielle, de l'organisation des marchés de matières premières, de la division internationale du travail et de la protection internationale de l'environnement. Il fournirait une base concrète pour le dialogue Nord-Sud, les contrats étant à coup sûr préférables aux conflits. Face aux catastrophes visibles, nos pouvoirs nous autorisent les visions.

*Vient de paraître*

« ECHANGE ET PROJETS » N° 12

# LA QUESTION DE LA VIOLENCE

## Avertissement

- La question de la violence
- Alerte à la violence
- Échanges
  - La violence devant la science
  - La socialisation de la violence
  - Justice de la règle, justesse de la sanction
  - Un débat inachevé

*Sous ces rubriques, sont publiées l'intégralité des interventions faites par les membres de l'Association lors de son assemblée générale du 19 janvier 1977.*

- Ni répression, ni permissivité: conscience et responsabilité

---

Numéro en vente à l'Association « Echange et Projets », 10, rue des Pyramides, 75001 Paris (tél. 260-43-67), aux heures de bureau; prix, expédié: 23 F TTC, sur place: 18 F. Liste des autres numéros sur demande.

## ***Emploi : bilan, projet et perspectives***

par JEAN-PAUL BACHY\*

*La gauche peut-elle en 1978 mettre en œuvre une politique de lutte contre le chômage ? Quelles sont les perspectives de l'emploi dans les années qui viennent ? De quels instruments d'analyse dispose-t-on à l'heure actuelle ? Quel usage en a fait le présent gouvernement ?*

*Pour J.-P. Bachy, délégué national du Parti socialiste pour le travail et l'emploi, la gauche peut mettre en œuvre un dispositif capable de créer des emplois au rythme moyen de 200 à 300 000 par an. Cette possibilité avait été, on le sait contestée par R. Barre, lors de son récent face à face avec F. Mitterrand, à la télévision. Sans doute les mesures proposées par les socialistes n'ont-elles de sens que coordonnées et appliquées selon un plan précis. Isolée des autres, chacune d'elles n'a pas de portée réelle. A partir de deux exemples, celui de l'abaissement de la durée du travail, et celui du financement des entreprises, J.-P. Bachy montre que les socialistes sont aujourd'hui en train d'affirmer leur crédibilité économique, face à un gouvernement qui, faute de pouvoir proposer une politique différente de celle pratiquée jusque-là, en est réduit à des expédients.*

Si la situation de l'emploi s'est dégradée régulièrement pendant toute l'année 1976 (croissance de 3,4% des demandes d'emploi en cours d'année), elle a franchi un nouveau palier depuis le début 1977 (11,4% en 4 mois). L'évolution dans les mois et les années futures est peu favorable. D'une part, les indices de conjoncture de l'INSEE (prévisions de production, stocks, carnets de commandes...) laissent craindre à court terme la poursuite d'une détérioration rapide. D'autre part les disponibilités en main-d'œuvre à moyen

---

\* L'auteur est délégué national travail-emploi du Parti socialiste.

terme ainsi que les entrées sur le marché du travail ont toutes chances, pour des raisons, à la fois démographiques et sociologiques, de rester très fortes pendant plusieurs années.

La structure par âge de la population est doublement favorable à la poursuite de l'accroissement des ressources en main-d'œuvre: d'une part les générations entrant en activité sont encore très nombreuses et, d'autre part, les générations appelées à sortir d'activité auront transitoirement un effectif faible dans les dix ans à venir. En effet, le passage des générations creuses, nées entre 1915 et 1919, aux âges de plus fort déclin des taux d'activité, se manifeste particulièrement au cours des années 1977 à 1983; pour cette période, les sorties annuelles d'activité des personnes âgées de 55 à 65 ans seront inférieures de 100 000 par rapport au régime normal de sortie dont le chiffre de 330 000 personnes observé pour l'année 1975 fournit une bonne approximation.

Les disponibilités en main-d'œuvre dépendent également de l'introduction de main-d'œuvre étrangère. Celle-ci est théoriquement stoppée depuis 1974. En 1975 et 1976, plus de 25 000 travailleurs étrangers seront cependant entrés en France (dont 40% en provenance de la C.E.E. et 20% de réfugiés). Ce flux d'immigration est réellement semble-t-il incompressible. Par ailleurs, sont entrés en France en 1975 et 1976 environ 55 000 personnes correspondant aux familles de travailleurs déjà sur le territoire. Parmi celles-ci ultérieurement certaines deviendront actives (35 000 admissions au travail à ce titre par an en 75 et 76 dont 40% d'épouses et 60% d'enfants). Il paraît raisonnable de considérer qu'à moins de mesures draconiennes, l'apport de main-d'œuvre étrangère ne peut descendre au-dessous de 40 000 par an.

Enfin la féminisation croissante de la population active résultant à la fois de facteurs économiques (nécessité d'un double revenu dans le ménage pour faire face aux besoins croissants de consommation) et culturels (processus irréversible d'émancipation féminine ne semble pas devoir s'arrêter à brève échéance.

Dans un tel contexte qui, pourtant, était prévisible, les gouvernements français depuis 15 ans se sont révélés parfaitement incapables de relever sensiblement le niveau des embauches, de façon à utiliser positivement cet afflux de ressources en main-d'œuvre.

Les perspectives tracées dans les milieux officiels pour les années à venir ne témoignent pas d'une véritable volonté politique. A défaut de pouvoir maîtriser la fièvre du chômage, le gouvernement semble avoir pris délibérément le parti de casser le thermomètre. Chacun sait que l'enregistrement des chômeurs par l'Agence nationale pour l'emploi est un indicateur insuffisant, qui ne correspond pas aux normes fixées par le BIT. Aussi criticable soit-il, il n'en est pas moins un repère. Il est d'autant plus inadmissible de voir que par des procédures à courte vue, on cherche actuellement à altérer les ensei-

nements que l'on peut en tirer. C'est ainsi que sont rejetés de la comptabilisation des demandeurs d'emploi les travailleurs âgés licenciés pour cause économique bénéficiant de la « garantie de ressource » versée par l'UNEDIC. Fin mars 1977 l'ANPE avait ainsi fait disparaître de ses fichiers 93 153 personnes... L'artifice était trop beau. Aussi cherche-t-on à l'étendre. Plutôt que d'abaisser l'âge de la retraite, on élargit le système de la garantie de ressource aux victimes de licenciements individuels. 52 000 demandeurs d'emploi de plus de 60 ans vont ainsi « sortir » des statistiques officielles du chômage dans les prochains mois. On agit de même avec les jeunes qui suivent des stages au titre des contrats emploi formation... Que dire du versement précipité par anticipation d'indemnité chômage à quelques milliers (ou dizaines de milliers ?) de travailleurs immigrés, de façon qu'ils rentrent dans leur pays d'origine ? Le but à terme ne serait-il pas de calculer le taux de chômage, en tenant compte exclusivement des travailleurs nationaux ?

A partir du moment où l'ensemble de l'appareil statistique destiné à analyser le marché du travail apparaît comme manipulé, et où l'on ne dispose plus d'instruments d'études fiables, il est évidemment très difficile, surtout pour les forces politiques d'opposition, tenues à l'écart des sources d'information essentielles, de faire sur l'avenir des prévisions chiffrées raisonnables. Il n'en est pas moins possible de tracer un certain nombre de perspectives.

Pour lutter contre le chômage, la reprise d'une croissance forte est à l'évidence la première nécessité.

En supposant une croissance régulière de 5% par an en volume, de même type que celle qu'a connue la France en moyenne au cours des quinze dernières années, on obtient dans le cadre du régime économique actuel une croissance de l'emploi dans l'industrie et les services de 1,5% par an, soit 200 000 personnes de plus au travail chaque année (y compris la régression de l'emploi dans l'agriculture et la croissance tendancielle dans l'administration).

Pour positif qu'il soit ce résultat n'est cependant pas suffisant. Il ne permet en effet de couvrir qu'à raison de 80% l'excédent annuel des disponibilités de main-d'œuvre prévisibles d'ici à 1985. Il faut en outre tenir compte, notamment dans l'industrie, des gains possibles de productivité. Pour nécessaire qu'il soit, le redressement de la croissance qui pourrait résulter des mesures de relance de la consommation prévues par la gauche ne suffirait donc pas à éponger le chômage. Tout au plus permettrait-il, dans une hypothèse favorable, d'empêcher qu'il ne s'aggrave. D'où l'impérieuse nécessité de promouvoir des mesures spécifiques, à court et moyen terme, orientées de façon systématique et convergente vers la création d'emplois nouveaux.

Le champs de ces mesures est immense... Créations d'emplois permettant de compenser les carences de certains services publics (PTT, santé...) ou correspondant à des besoins sociaux non satisfaits, mise en place d'un nouveau

système de conventions d'immigration avec les pays du Tiers monde, développement des moyens d'intervention autonomes des collectivités locales sur le marché du travail, réorientation des politiques de formation professionnelle et d'éducation permanente etc. Chacune de ces mesures mériterait à elle seule un long développement. Nous nous contenterons cependant d'analyser, à titre d'exemple, deux autres séries de mesures : celles qui touchent au financement des entreprises et à la politique d'investissement ; celles qui touchent à la durée du travail sous toutes ses formes.

## **UNE NOUVELLE FAÇON D'ORGANISER LE TEMPS DE TRAVAIL, L'ÂGE DE LA RETRAITE**

Socialement nécessaire, l'abaissement de l'âge de la retraite devrait aussi avoir sur la réduction du chômage des effets positifs. Sans doute, le déclin inéluctable de certaines professions, l'évolution des taux de productivité, et les distorsions inévitables entre la nature des emplois libérés, et les niveaux d'aspiration et de formation des jeunes entrant sur le marché du travail interdisent de penser qu'il suffit de mettre à la retraite 500 000 travailleurs de plus de 60 ans pour créer 500 000 emplois pour des chômeurs, la gauche n'a d'ailleurs jamais proposé d'imposer à tout le monde de partir à la retraite à 60 ans, mais simplement d'offrir aux travailleurs la possibilité de le faire en leur garantissant dès cet âge une pension à taux plein. La plupart des évaluations faites par enquêtes montrent que 2/3 seulement des salariés utiliseraient cette possibilité. Tenant compte à la fois du coût d'une telle mesure et de ses effets sur l'équilibre actifs/inactifs, on ne peut concevoir l'abaissement de l'âge de la retraite que comme une mesure étalée dans le temps, programmée, et négociée avec les partenaires sociaux. Sa portée peut être d'autant plus grande qu'un effort s'engage par ailleurs pour limiter sévèrement les cumuls abusifs.

## **LA DURÉE HEBDOMADAIRE DU TRAVAIL**

Aussi efficace que la lutte contre les cumuls abusifs, et moins coûteuse que l'abaissement de l'âge de la retraite, il y a aussi l'abaissement de la durée hebdomadaire du travail.

Plusieurs méthodes peuvent être envisagées à cet égard. On peut d'abord envisager une diminution globale du type de celle décidée en 1936, touchant simultanément tous les secteurs. Cette solution ne paraît pas être la meilleure. Elle est en effet « aveugle ». Et ses conséquences seraient en fait très inégales selon les secteurs ou les types d'entreprises. Elle risquerait de susciter dans

certains cas de grosses difficultés notamment dans les PME. Il pourrait en résulter des licenciements voire des dépôts de bilan... Ce qui n'est pas le meilleur moyen d'arriver au plein emploi.

Une formule du type taxation des heures supplémentaires serait déjà meilleure parce que plus souple. Mais elle créerait elle aussi des problèmes dans les branches où l'existence d'horaires longs avec des heures supplémentaires nombreuses est souvent liée à des contraintes techniques ou saisonnières (par exemple dans les industries agro-alimentaires ou le bâtiment et les travaux publics). La suppression des heures supplémentaires serait compensée par la floraison des contrats de travail saisonniers et temporaires qui n'offrent guère de garanties de sécurité d'emploi.

La solution la plus judicieuse serait donc d'amener les entreprises à diminuer simultanément leurs horaires de 2, 3, 4 ou 5 heures en partant de leurs horaires actuels, branches par branches. La mise en application d'une telle mesure pourrait être programmée sur plusieurs mois ou années par voie d'accords collectifs.

Dans le même sens, des contrats pourraient être conclus concernant la suppression du travail posté et en continu, notamment par la création d'équipes supplémentaires.

L'objection souvent faite à cet égard est le risque d'abaissement de la productivité. Elle est discutable. On doit en effet tenir compte du coût indirect des mauvaises conditions de travail qui résulte des formules de 3/8 : absentéisme, turn over, accidents... Selon des enquêtes faites par l'UIMM il ressort que l'absentéisme coûte 8 fois plus cher aux entreprises françaises en moyenne que les grèves. Dans les secteurs où les salariés travaillent en équipes, le turn over est en moyenne 1,9 fois ce qu'il est ailleurs dans l'industrie. A eux seuls, ces chiffres sont déjà parlants. Mais on peut aller plus loin. Les baisses éventuelles de productivité résultant d'une distribution différente des horaires, pourraient être compensées dans le cadre de conventions spécifiques passées avec les organismes publics compétents : l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, par exemple. Ces conventions pourraient prévoir des aides temporaires et dégressives aux entreprises ayant réalisé des embauches à la suite d'une diminution des horaires de travail ou de la création par exemple, d'une 5<sup>e</sup> équipe. L'utilisation de ces aides devrait faire l'objet d'un accord particulier soit du comité d'entreprise, soit des sections syndicales représentées dans l'entreprise, comme cela s'est fait par exemple pour les sommes consacrées à l'intéressement, au titre de l'ordonnance de 1967.

L'objectif global fixé par le gouvernement de gauche devrait être d'aboutir aussi rapidement que possible à un seuil maximum de 35 heures par semaine et à la réduction de moitié sur 5 ans du nombre des salariés travaillant en continu. Plus encore, que l'abaissement de l'âge de la retraite, cet objectif appa-

rait comme une priorité politique. Il est indéniable en effet que l'une des caractéristiques de ces dernières années est le développement simultané chez les travailleurs de la revendication du *droit à l'emploi* et du *droit au loisir*. Cette revendication traduit chez eux une prise de conscience plus claire que jamais du caractère ambivalent du travail, à la fois *source d'enrichissement* individuel et collectif ainsi que moyen d'existence, et *contrainte*. Cette prise de conscience va dans le sens d'une émancipation des travailleurs. Elle doit donc être encouragée dans la mesure où elle peut constituer par ailleurs un puissant levier pour la mise en œuvre de mesures concrètes de réduction et de réorganisation du temps de travail, permettant de réduire le chômage.

Faciles à comprendre et populaires auprès des travailleurs, les mesures touchant à la durée du travail en général sont insuffisantes. A moyen terme, un certain nombre d'orientations nouvelles doivent être prises qui conditionnent la nature même du développement industriel. Elles touchent notamment au problème du financement des entreprises.

## DE NOUVELLES RÈGLES DE FINANCEMENT POUR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

La politique de crédit faite aux entreprises est actuellement orientée de façon systématique, non vers la création, mais vers les suppressions d'emplois. C'est vrai du crédit privé, comme des aides consenties par la puissance publique.

*Une politique sélective du crédit* est rendue possible si, comme le prévoit le Programme commun, il y a nationalisation du secteur bancaire. Cette politique consisterait à relier systématiquement les aides et prêts aux créations d'emplois décidées par les entreprises. Actuellement c'est le contraire qui se passe. Citroën et Peugeot ont reçu des milliards de l'État sans aucune contrepartie. Au lieu de favoriser les créations d'emplois, les aides publiques versées actuellement et qui ne sont assorties d'aucune condition servent à des investissements ou à des opérations de restructuration des entreprises dont le but explicite est « d'économiser de la main-d'œuvre ». On le constate chaque jour. La timide reprise économique de ces derniers mois n'a pas entraîné une diminution du nombre des licenciements collectifs pour cause économique. Au contraire !

En liaison avec le crédit et le Plan, la politique industrielle des socialistes serait systématiquement orientée vers le développement des branches employant une *forte main-d'œuvre*, et qui ont été négligées par le pouvoir actuel, bien qu'elles soient nécessaires à l'expansion du pays : machines-outils, bois, construction... A terme cela implique une révision du financement des charges sociales des entreprises. Fondé uniquement sur les salaires, le système actuel

est discriminatoire: une entreprise pétrolière ayant un personnel peu nombreux consacre entre 6 et 8% de son budget au paiement des salaires et des charges sociales. Le chiffre montre à 50% dans une entreprise du bâtiment. Cette dernière paie donc 8 fois plus de charges que la première. Avec un tel système *on pénalise précisément les entreprises qu'il faudrait encourager*, c'est-à-dire celles qui sont le plus susceptibles de créer des emplois. On peut y mettre fin en fondant les cotisations sociales des entreprises sur d'autres critères que les salaires: bénéfices plus-values etc.

D'une façon plus générale, tous les moyens d'incitation financière dont dispose l'État devraient servir à une réorientation du contenu du développement industriel. Celui-ci peut en réalité revêtir deux formes.

La première se fonde sur *l'innovation dans les méthodes de production*. Elle recourt à des doses croissantes de capital, pour réduire le coût unitaire de la main-d'œuvre, et procéder à une standardisation des produits. La seconde se fonde sur *l'innovation des produits*, sans impliquer nécessairement un accroissement dans l'intensité de capital des processus de production.

Les formes les plus courantes de l'innovation de production (innovation dans les méthodes) conduisent en règle générale à une polarisation des besoins de main-d'œuvre aux deux extrémités de l'éventail des niveaux de qualification et par là à une tendance dominante à la déqualification. En revanche, l'innovation de produits requiert toujours un niveau moyen de qualification plus élevé; celui-ci ne peut généralement être à des coûts supportables que dans la mesure où la majorité des travailleurs disposent d'une qualification raisonnablement élevée.

Dans beaucoup de secteurs de l'industrie française prédominent les processus à forte intensité de capital avec un taux d'innovation élevé au niveau des méthodes de production, mais faible au niveau des produits: c'est le cas pour les automobiles, les récepteurs de télévision ou les appareils ménagers. Ce sont aussi précisément les secteurs où une main-d'œuvre peu qualifiée opérant dans des conditions de travail plus difficiles, représente une part élevée, et jusqu'ici croissante de l'emploi total.

C'est une orientation différente qu'il faut suivre. La croissance doit être infléchie pour tenir compte de la volonté de satisfaire les nouveaux besoins, qui s'expriment dans la population. Les aides publiques à l'investissement devraient en conséquence privilégier l'innovation dans la recherche de produits nouveaux. Une telle orientation revient en fait à encourager les *créations d'entreprises* plutôt qu'à rationaliser et à concentrer systématiquement celles qui existent. Les effets positifs qui pourraient en résulter sur l'emploi devraient être doubles: d'une part quant au volume des embauches, étroitement lié au nombre d'entreprises créées; d'autre part quant au niveau des qualifications réclamées.

Héritant d'une situation économique profondément dégradée, avec un chômage encore accru, la gauche, qui est en mesure d'assumer demain les responsabilités du pouvoir, ne peut prétendre rétablir en un jour tous les équilibres économiques. La victoire électorale et quelques mesures à court terme ne peuvent à l'évidence suffire pour résorber le chômage en quelques mois. Il serait grave d'entretenir sur ce point une illusion dans l'opinion, et notamment chez les travailleurs. Il serait cependant tout aussi grave — et au demeurant faux — d'affirmer aujourd'hui qu'on ne peut rien faire, sinon accepter le chômage comme une fatalité inéluctable.

Judicieusement planifiées et coordonnées, les mesures que proposent les socialistes dont deux exemples ont été donnés ici, parmi toutes les autres, devraient assurer la création d'environ 250 000 à 300 000 emplois par an, sur les 5 années d'application du programme commun. Plutôt que d'ironiser sur cet objectif, à la fois mobilisateur et responsable, considéré comme crédible par le CNPF lui-même, M. Barre ferait mieux de faire — modestement — sa propre auto-critique. Traditionnellement, l'opinion fait confiance à la gauche pour sa générosité et son sens de la justice, et à la droite pour sa capacité à gérer l'économie. Le bilan de faillite est tel que c'est sur son propre point fort que la droite est aujourd'hui déconsidérée.

La logique de la politique suivie par le pouvoir consiste à faire de l'emploi une simple résultante de la croissance. C'est la perspective inverse que veulent imposer les socialistes.

En matière de politique industrielle comme sur un plan plus général, il s'agit en fait d'un choix entre deux options: la première c'est la perpétuation du système actuel dans lequel les exigences de la production passent toujours avant les exigences de la sécurité et de la stabilité de l'emploi, système dans lequel les travailleurs sont placés volontairement en situation d'irresponsabilité et de subordination.

La seconde c'est la prise en charge par la collectivité des options essentielles du développement économique par le biais du crédit, d'une planification démocratique et décentralisée et d'un large secteur public compétitif.

C'est la mise en œuvre d'une politique d'industrialisation conforme aux exigences d'un développement du territoire équilibré. C'est la recherche permanente du plein emploi par l'allégement de la durée du travail, l'institution de règles nouvelles de financement pour les entreprises, l'amélioration de la formation professionnelle. C'est enfin la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de leurs propres conditions de travail, et l'institution d'un droit de contrôle réel des comités d'entreprises sur les cadences, la nature des postes, l'ordonnancement des machines... C'est la revalorisation du travail industriel et productif.

Telle est la mesure de l'enjeu de 1978.

# *Propositions pour une amélioration de la situation de l'emploi en France*

par GEORGES ROQUES\*

*L'Institut de l'Entreprise, créé en 1974 avec l'appui actif du Président du CNPF, a pris la succession du Centre de Recherches et d'Études des Chefs d'entreprises qui avait été fondé voici une vingtaine d'années à l'instigation de M. Georges Villiers. Cet Institut présidé par M. Jean Chenevier, Président directeur général de la Société française des pétroles BP, a pour vocation de mener des travaux sur l'avenir des entreprises ainsi que de créer un dialogue permanent entre les dirigeants d'entreprises et les responsables des milieux économiques et sociaux qui constituent son environnement.*

*Dès sa création, l'Institut de l'Entreprise a mis sur pied un certain nombre de groupes d'études. L'un d'entre eux, réunissant un vingtaine d'industriels, était consacré aux problèmes de l'emploi en France; M. Georges Roques, animateur de la commission résume ici les principales conclusions de leurs travaux.*

Les chefs d'entreprise français ont eu au cours des dernières années à faire face à deux préoccupations majeures:

— La première est la recherche permanente de gains de productivité favorisant l'investissement en capital plutôt que le recours aux effectifs supplémentaires. Cette attitude a été la conséquence d'un accroissement très rapide des charges de toute nature, en particulier des charges salariales et des charges sociales. Dans certaines entreprises françaises, le coût horaire s'est accru en moyenne de près de 20% par an depuis 1967. Par là, se sont trouvées modifiées les tendances d'évolution des effectifs dans la plupart des grandes entreprises françaises et les filiales françaises des groupes multinationaux.

Lorsque l'on interroge aujourd'hui les principaux responsables de ces entreprises sur leurs perspectives de création d'emplois au cours des prochaines années, beaucoup d'entre eux répondent qu'ils n'envisagent plus désormais d'accroître leurs effectifs, mais plutôt de les réduire progressivement, sans modifier pour autant les perspectives d'accroissement de leurs activités et de leur chiffre d'affaires. Ce changement dans le comportement de nombreux chefs d'entreprise français, n'était absolument pas prévisible il y a une dizaine d'années. Rappelons-nous des temps récents où les problèmes de recrutement de la main-d'œuvre en quantité et en qualité étaient les préoccupations majeures de nos directeurs du personnel. Heureusement, cette évolution n'est pas générale pour toutes les entreprises et nous aurons l'occasion, au moment de nos discussions sur les solutions possibles, de parler d'un comportement assez différent pour la plupart des responsables des petites et moyennes entreprises.

---

\* Vice-président Directeur général adjoint de la Société KODAK-PATHÉ, animateur de la Commission « Évolution des problèmes de l'emploi en France » à l'Institut de l'Entreprise.

— Le deuxième phénomène est plus récent et plus ponctuel: il s'agit d'une prise de conscience de la fragilité de la sécurité de l'emploi, face à la récente bourrasque économique, même dans les entreprises françaises importantes et dans les entreprises saines et en expansion. Or, la grande majorité de ces chefs d'entreprise se sentent directement responsables de la sécurité de l'emploi dans leur propre firme. Cette période de récession prolongée s'est traduite, dans la plupart des cas, soit par des problèmes d'effectifs présents, mais sous-employés, soit par l'organisation d'un chômage technique. Dans certains cas, des chefs d'entreprise se sont vus conduits à procéder à des licenciements pour assurer la sauvegarde de leur entreprise en situation délicate, et ont rencontré des difficultés considérables pour organiser le réemploi dans l'environnement géographique immédiat.

Cette double constatation a amené progressivement les dirigeants français à réfléchir au problème de l'emploi, non plus seulement sur le plan de leur propre firme, mais surtout, désormais, sur un plan extérieur plus large. Auparavant, un chef d'entreprise s'occupait d'abord de ses propres effectifs, de leur composition, de leur qualité, de leur recrutement, de leur formation permanente, de leur vieillissement, mais il lui aurait semblé superflu de s'interroger sur l'évolution globale du problème de l'emploi en France.

Il n'en est plus de même maintenant: les deux phénomènes que nous venons d'évoquer nous ont conduits à prendre conscience qu'il y avait un problème national. Le comportement politique et l'attitude sociale des salariés français se modifiant profondément et rapidement en fonction de l'évolution de la situation de l'emploi, de nombreux chefs d'entreprise ont alors compris qu'ils pouvaient et devaient jouer un rôle pour essayer d'améliorer cette situation.

Aujourd'hui, tout le monde admet que les dirigeants ne doivent plus se préoccuper seulement des personnes qui collaborent avec eux au fonctionnement de leur entreprise, mais qu'ils ont le devoir de prendre en compte l'évolution du problème de l'emploi sur le plan national.

Une commission composée d'une vingtaine d'industriels a donc été établie. Son programme de travail comportait cinq étapes dont nous donnons ici une brève description.

— Première étape: réalisation d'un *ensemble de diagnostics* touchant les divers aspects de la situation de l'emploi en France, son évolution depuis 1950 et les tendances qu'elle projette dans les années 1980. Ces recherches, menées avec la participation d'experts de l'INSEE, du ministère du Travail et de Rexeco, ont permis d'analyser l'évolution des problèmes de l'emploi sur une longue période.

— Deuxième étape: une *étude d'un bassin d'emploi* (1), celui de Rouen, conduite par la Mission d'étude pour l'aménagement de la basse vallée de la Seine, et à laquelle nous nous sommes très tôt intéressés, parce qu'elle nous paraissait offrir, en particulier sur le plan des méthodes, un mode d'approche pragmatique et réaliste des problèmes de l'emploi.

Notre groupe s'est donné comme objectif de dégager, à partir de l'exemple de Rouen, les méthodes permettant de mieux connaître le fonctionnement d'un bassin d'emploi et, partant, de faciliter la mise au point de meilleures solutions aux problèmes qui s'y posent. Une méthodologie générale d'étude des bassins d'emploi pour l'ensemble de notre pays a été ainsi proposée par notre groupe de travail.

— Troisième étape: élaboration d'un *inventaire des solutions possibles*. Celle-ci a consisté en une énumération, suivie d'une analyse critique, des principales solutions communément avancées pour faire face à la crise de l'emploi depuis son aggravation de 1974/75. Cette recherche a été menée par un groupe de personnes composé d'une trentaine de spécialistes représentant de grandes administrations publiques, des organismes professionnels privés et des entreprises. Les conclusions de leurs échanges, rassemblées en une brochure, ont été retenues, lors de la dernière étape, par les chefs d'entreprise, au moment de la préparation de leurs recommandations.

---

(1) Le « Bassin » d'emploi est ici défini comme l'espace géographique à l'intérieur duquel des actifs peuvent changer d'emploi sans avoir à changer de résidence, et dans lequel des entreprises entrent en concurrence pour trouver leur personnel. (N.D.L.R.)

— Quatrième étape: *formation d'un groupe de travail* rassemblant des dirigeants représentatifs des divers milieux industriels français, en vue de l'étude de recommandations tendant à améliorer la situation de l'emploi.

— Cinquième étape: *formulation de propositions.*

Que propose donc, après ces dix-huit mois de travaux, le groupe d'industriels de l'Institut de l'entreprise pour améliorer la situation de l'emploi en France ?

● D'abord, faire savoir:

- 1) *qu'ils sont plus préoccupés par l'aggravation de la situation de l'emploi, que par l'évolution du taux de chômage*, l'essentiel étant de procurer une occupation décentement rémunérée à ceux qui souhaitent réellement trouver du travail;
- 2) *qu'ils sont résolument contre les solutions démagogiques à court terme*, l'essentiel étant de sauvegarder la compétitivité des entreprises françaises, pour parvenir, à moyen terme, à une amélioration de la situation;
- 3) *qu'il faut cesser d'essayer de réduire les problèmes de l'emploi aux seules activités industrielles privées*, mais, au contraire, élargir les vues que nous en avons aux entreprises nationalisées, à l'Administration et à la variété des autres activités — agricoles ou artisanales par exemple — qui, plus encore que les entreprises privées, contribuent à l'évolution de la situation de l'emploi.

● Qu'ensuite, soient initiées les trois opérations ci-après (1):

- 1) *que soit mieux analysée et mieux explicitée, aux yeux des responsables et de l'opinion publique, l'évolution défavorable de quatre facteurs au cours des dernières années:*

- L'évolution de l'environnement, sur le plan démographique et sur le plan économique.

Entre 1960 et 1970, la France a connu une situation démographique assez favorable à une autorégulation immédiate des problèmes de l'emploi, si bien que, le développement aidant, l'économie française a pu, sans trop de difficultés, procurer des emplois à un nombre croissant de demandeurs (jeunes, femmes, travailleurs étrangers, etc.). On a même pu constater, à diverses reprises au cours de cette période, certaines tensions sur le marché de l'emploi.

Il n'en va plus de même aujourd'hui. Pour les sept années qui viennent, il nous faudra créer plus de 200 000 emplois par an (180 000 ont été créés en 1976). Cette situation s'explique en particulier par:

- a) le nombre important de jeunes qui entreront chaque année dans la population active disponible: près de 650 000 par an d'ici 1990.
- b) le nombre faible de départs en retraite, en raison de la faible natalité due à la première Guerre Mondiale.
- c) le nombre croissant de femmes qui désirent avoir hors de chez elles, une activité professionnelle: or, lorsque, aujourd'hui, 1% supplémentaire des femmes demandent à travailler, c'est 200 000 emplois qu'il faut créer.
- d) une immigration ralentie, mais non stoppée, dont le niveau global n'est pas loin pour le moment des 2 millions de salariés.

Cette nécessité de créer des emplois surgit au moment où la croissance s'infléchit, dans une situation économique devenue plus fragile, qui ne retrouvera pas de sitôt les taux de croissance antérieurs.

Cependant, l'unanimité s'est faite dans notre groupe de travail pour considérer cette situation non comme un handicap, mais comme une chance qu'il faut saisir: notre jeu-

---

(1) Les propositions qui suivent ont fait l'objet d'un texte plus détaillé publié dans une brochure éditée par l'Institut de l'Entreprise.

nesse nombreuse est un atout pour notre pays que n'ont pas, au même degré, les autres pays de la CEE.

Par ailleurs, même si la compétitivité des entreprises, en particulier vis-à-vis de leurs marchés étrangers, ne se réduit pas aux seuls aspects liés aux coûts de production, la limitation des charges des entreprises est néanmoins un élément essentiel, parce que la compétitivité, par la production de richesses et le volume d'échanges qu'elle permet, est créatrice d'emplois selon le mode le plus sain. En effet, ce n'est pas la multiplication des emplois qui est facteur de richesses, mais bien la mise en place d'activités compétitives de production de biens et de services.

Si le secteur industriel français paraît offrir aujourd'hui une image incertaine de ses possibilités de développement, tout au moins sur le plan de l'emploi, il n'en reste pas moins qu'il est le support nécessaire d'un secteur tertiaire appelé à s'épanouir. En effet, 50% des activités tertiaires sont directement liées aux activités industrielles. L'obtention de bons résultats sur le plan économique conditionne, pour l'entreprise et la communauté tout entière, la réalisation de leurs objectifs de progrès social. Elle est le fruit non seulement d'une juste appréciation des opportunités, mais encore de la volonté et de la liberté de décider.

- L'évolution de l'attitude des employeurs privés, sous la pression de contraintes multiples, extérieures aux entreprises.

Les entreprises ont naturellement cherché à se prémunir contre les difficultés que suscitait cette double évolution marquée, d'un côté par l'aggravation des conditions de la concurrence, l'ouverture des frontières, l'élargissement des marchés, et, de l'autre, par la croissance de leurs charges: coûts de modernisation et aussi coûts du travail, en raison de la montée des aspirations individuelles et des besoins collectifs. Cette attitude de sauvegarde était d'autant plus nécessaire que les deux facteurs se conjugaient pour rendre l'entreprise de moins en moins compétitive, à un moment où, en raison de la situation de nos industries dans le contexte international, il était devenu indispensable qu'elle le fût davantage.

On eut recours, alors, aux investissements techniques dont l'intérêt, malgré leur coût, apparut rapidement sur plusieurs plans: augmentation de la capacité de production jointe à une diminution des charges de personnel, amélioration, dans certains cas, de la qualité de la production, modernisation des installations et améliorations de la qualité de l'emploi dont pouvait directement bénéficier le personnel de l'entreprise.

Une telle politique revenait à développer la productivité et la compétitivité des firmes qui ont largement contribué à assurer l'emploi direct et indirect. Le changement de rythme de croissance rend plus nécessaire encore l'amélioration de notre appareil de production de biens et de services qui, seule, permet de dégager les ressources nécessaires au développement des activités. Si notre pays y renonçait, il devrait renoncer aussi au progrès de son niveau de vie, ainsi qu'à toute prétention sur le plan international. L'exemple Anglais illustre bien les risques que nous courons.

Aussi, est-ce du côté des actions conduisant à l'efficacité du capital investi, donc directement ou indirectement à la création d'emplois, que nous devons chercher les solutions à nos problèmes, plutôt que par le recours à des formes artificielles de protection de l'emploi, telles que retards d'investissements, d'améliorations techniques qui, très rapidement, sont une menace pour l'économie et donc pour l'emploi lui-même.

- L'évolution de l'image du « travail rémunéré » chez certains des principaux intéressés aux problèmes de l'emploi, y compris les salariés eux-mêmes.

Nous constatons que l'habitude est prise de demander à la seule entreprise d'assurer la sécurité de l'emploi, et donc la stabilité du revenu pour son personnel. Cela fait peser sur elle une contrainte préjudiciable au progrès économique et social, aux initiatives et prises de risques créatrices de richesses et d'emplois.

Dans d'excellentes intentions, des dispositions ont été prises pour mieux protéger le travailleur. On a très étroitement réglementé les possibilités de licenciements. On a créé un système de maintien des ressources pour les personnes sans emploi. Certaines de ces mesures ont certes résolu quelques problèmes de court terme, mais elles peuvent se révéler à l'usage nuisibles à l'emploi: l'entreprise, qui ne peut plus se séparer d'un personnel momentanément en surnombre, tend à mettre en veilleuse ses besoins de nouvelles compétences.

Dans un ordre d'idées très voisin, on a pu constater, cette décennie, la montée d'aspirations diversifiées, touchant l'aménagement du temps de travail, par exemple. Des résultats très importants ont été acquis. Il ne fait aucun doute que les entreprises pourront aller plus loin dans la flexibilité des horaires, de la prise des congés, des départs en retraite. Encore faut-il leur donner le temps de mettre au point les ajustements nécessaires. Des exigences trop rigides, trop précipitées, ne font que compliquer inutilement la gestion, tout en pesant lourdement sur les coûts.

Pour compléter ces constats, il convient enfin de rappeler qu'en France 10% des emplois sont occupés par des travailleurs étrangers. Dans la plupart des cas, ce recours à des travailleurs immigrés résulte moins d'une situation de pénurie de main-d'œuvre que d'une désaffection progressive des jeunes Français pour les emplois manuels.

- Enfin, l'évolution de l'environnement international: la carence des actions de la CEE pour la défense, et, ensuite, l'amélioration de la situation de l'emploi en Europe étant évidente, tout au moins jusqu'à ce jour.
- 2) *qu'une approche globale des solutions retenues soit mise en œuvre, sous la forme d'un programme officiel, et que soit abandonnée la politique des « petits paquets », astucieux, mais individuellement peu efficaces, et surtout non mobilisateurs aux yeux de l'opinion publique.*

Nous souhaitons, à la fois, cette approche globale, mais aussi des initiatives individuelles intégrées à ce programme d'ensemble.

Cependant, rien ne pourra se faire à partir de ces initiatives individuelles, tant que le Gouvernement, par ses représentants, ne prendra pas l'initiative d'une croisade générale regroupant toutes les bonnes volontés, ce qui implique l'abandon des opérations fragmentaires actuelles.

- 3) *que les actions suivantes soient entreprises dans le cadre de ce plan:*

- Développer un système d'information qui permette de saisir réellement quelles sont les intentions des entreprises (privées et publiques) en matière d'emploi, et ceci sur la base d'un dialogue direct pouvant être établi avec un grand nombre d'entreprises (environ 6 000) de tailles diverses.
- Prendre conscience du fait que le problème de l'emploi doit être appréhendé au niveau local et s'efforcer en conséquence d'organiser et de développer une approche régionale et locale de ces problèmes pour l'ensemble du pays.
- Faciliter le développement harmonieux des entreprises françaises et favoriser la création et la croissance de nouvelles entreprises.
- Enfin, assurer un fonctionnement plus fluide du marché de l'emploi grâce notamment au développement d'études prévisionnelles sur les besoins futurs de formation et à l'amélioration des programmes de formation.

\* \* \*

En conclusion, les propositions que nous venons de présenter couvrent, dans leurs principaux aspects, l'essentiel des problèmes de l'emploi, tels que peuvent en juger une

quinzaine de chefs d'entreprise, entourés de responsables des problèmes de personnel et de spécialistes.

Connaissant les effets d'une crise qui alarme, sans doute un peu à l'excès, une opinion publique sensibilisée sur des aspects quelquefois marginaux, voire spéciaux, alors que les causes profondes de nos difficultés commencent à être bien connues, nous apportons une gamme de suggestions qui, sans prétendre répondre à toutes les interrogations, s'efforcent de toucher quelques points parmi les plus sensibles de la problématique de l'emploi.

Nous avons traité des conditions que notre société en développement devra bien accepter, nous semble-t-il, si elle veut accroître le nombre et améliorer la qualité de ses emplois: mettre les entreprises en état d'assurer par elles-mêmes leur propre compétitivité tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, favoriser la création d'emplois en facilitant la création d'entreprises ou d'activités nouvelles.

Nous avons cherché ce qui, dans les conditions actuelles du travail salarié, et dans la vie sociale des travailleurs, pouvait être tenu pour cause de certains blocages dont tout le monde déplore les effets sur l'emploi, mais qui ne sont levés que très lentement. Nous avons suggéré quelques remèdes: par exemple, un aménagement plus souple du temps de travail et l'amélioration de certaines autres conditions.

Enfin, nous avons rappelé que, dans le domaine de l'emploi, comme dans d'autres, une information préalable, précise et étendue, était indispensable à une bonne appréciation des problèmes et à la découverte de solutions adaptées. De grands progrès ont été faits dans ce sens. Il reste cependant beaucoup à faire: notre proposition d'une approche méthodique de l'emploi, au niveau régional et local, est une réponse à cette importante question.

Nous voudrions, pour terminer, exprimer deux souhaits;

- Que dans la recherche et la mise en application des solutions propres à améliorer l'emploi, il soit fait davantage appel à la souplesse des expériences pilotes, et à l'adaptabilité des mesures décidées sur place par ceux qui se trouvent directement concernés; et que l'initiative de responsables motivés précède toujours, pour la préparer, la réglementation qui devient alors nécessaire, parce qu'elle aura été comprise et souhaitée par le plus grand nombre.
- Que les hommes politiques s'interrogent activement sur les conditions de la croissance dans les années à venir. Nous savons que le système de croissance ne pourra plus être le même. Mais il doit y avoir croissance. Les besoins potentiels des marchés mondiaux sont énormes. Les chances du développement économique, et donc du progrès social, restent considérables. L'ignorer, et ne pas en tirer parti, serait absurde. Le savoir — et préconiser des actions ambitieuses — est nécessaire.

Nous savons que les recommandations que nous proposons ne permettront pas de résoudre tous les problèmes que nous avons posés. Tel est le cas, en particulier, de l'interdépendance des problèmes de l'emploi au niveau international, et celui du fonctionnement de notre appareil éducatif. Nous avons, avec ce dernier, l'exemple intéressant d'un système qui, bien que se plaçant dans un processus permanent d'auto-réforme, ne parvient pas, comme il conviendrait à s'adapter aux besoins du monde socio-économique et socio-culturel pour lequel il travaille. Voilà donc un important sujet de réflexion, dans le cadre des préoccupations qui ont été les nôtres tout au long de cette étude. Mais nous n'avons pu pour l'instant l'aborder au fond, faute de temps et de moyens, mais les travaux auxquels nous faisons ici référence ne constituent que la première étape d'un programme beaucoup plus vaste d'analyse et d'action. Ainsi entendons nous procéder notamment à une récession rigoureuse des propositions d'action, qui jusqu'à présent sont restées très dispersées, et nous efforcer d'approfondir l'analyse en adoptant une démarche qui soit à la fois plus concrète et plus globale afin que puissent être prises en compte les réalités européennes et mondiales.

# *La création d'entreprises*

## FORCES FAVORABLES ET DÉFAVORABLES A LA CRÉATION D'ENTREPRISES D'INDIVIDUS

*Ce texte est extrait d'une importante étude sur « la création d'entreprises industrielles en France » qui a été publiée initialement dans le « Bulletin trimestriel de la Caisse nationale des marchés de l'État. » (CNME, n° 66 — 1<sup>er</sup> trimestre 1975). Cette étude traitait à la fois des entreprises d'individus et des entreprises filiales; nous ne reproduisons ici que des extraits concernant les entreprises d'individus.*

### LES RAISONS DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES

Trois raisons majeures de créer une entreprise se dégagent des études effectuées sur le sujet (1); ce sont:

- la volonté d'indépendance: c'est le désir d'« être son propre patron », de se « mettre à son compte »;
- le désir de mettre en œuvre une idée ou une invention: la conviction de l'inventeur que son projet peut apporter quelque chose à la société où il vit, confrontée à l'incrédulité, l'indifférence ou les sarcasmes qu'il rencontre, l'amène à n'avoir de cesse que son idée se concrétise;
- la recherche de gains importants: c'est la conviction souvent exprimée que le travail salarié, s'il permet de vivre, ne permet pas de s'enrichir.

Ces trois raisons ne sont pas exclusives; elles se combinent fréquemment et c'est leur résultante qui pousse un individu ou une équipe à créer l'entreprise. Ce faisant, ils satisferont des besoins importants et souvent inconscients, tels que « le besoin de réalisation, le besoin de puissance... » (2).

---

(1) *Entreprise*, du 24 janvier 1972. « Créez vous-mêmes votre entreprise », par C. CARPAU, J.-R. GRINDA, F. VIALLET, Éditions d'organisation.

(2) *Les Échos*, du 18 avril 1974. *Ibid.*

Le faisceau de raisons présenté plus haut n'est pas cependant l'apanage de rares individus privilégiés. Tout homme porte en lui avec des degrés divers d'intensité le goût de l'indépendance, de l'invention et du gain. Force est donc de se demander pourquoi si peu d'entreprises sont créées en France. La réponse tient aux obstacles à la création qui seront présentés plus loin. Elle tient surtout aux caractéristiques propres des créateurs potentiels.

Les différents sondages présentés ci-après (*tableau A*) sembleraient indiquer qu'un pourcentage élevé de salariés ont songé à créer leur entreprise. Ce qui les en a dissuadés ou empêchés c'est d'abord une importante aversion pour le risque, c'est ensuite un manque de détermination. Un créateur éminent illustre cette constatation en affirmant, non sans quelque goût du paradoxe, que la création d'une entreprise requiert :

- 2% de finances;
- 8% de connaissances;
- 45% de courage;
- 45% d'inconscience (3).

Ainsi, le refus de remettre en question un certain niveau de sécurité et de stabilité fait-il de la plupart des projets de création d'entreprise des rêves souvent caressés mais non réalisés (4).

*Tableau A*

ENQUÊTES SUR LES PROJETS DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES

*Population interrogée :*

1. Étudiants, étudiantes de formation administrative ou commerciale en majorité (81%) et pour les trois quarts élèves de grandes écoles.

*Date de la création :*

(3) M. Y. GATTAZ, Table ronde sur les créateurs d'entreprises, Université européenne des Affaires, 16 novembre 1972.

(4) Le travail informatique qui est analysé dans le rapport de la C.N.M.E. ne permet pas de dégager une statistique des créateurs d'entreprises puisque ces éléments n'apparaissent pas dans les BODAC. Un intéressant ouvrage fournit cependant les informations suivantes (basées sur une dizaine d'interviews):

Profil du créateur d'entreprise.

Son âge moyen est de 32 ans au moment de la constitution de la société, en tout cas inférieur à 40 ans; par vocation et par formation, c'est un « ingénieur » plus qu'un « chercheur ». De par ses dispositions d'esprit, il est plus orienté vers le développement, la concrétisation des idées, que vers la recherche. Mais surtout, les trois quarts des entrepreneurs sont les fils de travailleurs indépendants: il existe un milieu formateur d'entrepreneurs tel que les jeunes hommes qui en sont issus ont naturellement l'idée de créer une entreprise.

*Source:* « Créez vous-même votre entreprise ».

- 16 % veulent créer leur entreprise dès leur première expérience industrielle
- 65 % veulent créer leur entreprise après quelques années d'expérience.

*Secteur de création :*

Parmi ceux qui veulent créer leur entreprise, 43 % ont un projet précis:

- 75 % choisissent les services
- 12 % choisissent le commerce et la distribution
- 13 % choisissent l'industrie.

Source : Deuxième Forum Étudiants-Entreprises. *Les Échos*, 18 avril 1974.

2. Population de jeunes cadres.

Répartition de ceux qui ont déjà songé à créer une entreprise:

- Par taille d'entreprises où ils travaillent:
 

Entreprise de moins de 50 salariés .....	75 %
Entreprise de plus de 50 salariés .....	49 %
- Par nature des entreprises où ils travaillent:
 

Sociétés nationales ou publiques .....	50 %
Sociétés privées .....	90 %

Source : Enquête de l'Université Européenne des Affaires 1972.

3. Population de cadres.

Question : Avez-vous déjà pensé à créer seul ou avec des associés une entreprise et en être l'animateur, le patron ?

<i>Réponses</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>
<i>Total</i>	32 %	65,7 %
<i>Par âges :</i>		
Moins de 25 ans	(5)	62,3 %
29-35 ans	39,8 %	(5)
36-45 ans	(5)	67,2 %
Plus de 45 ans	(5)	70,1 %
<i>Par formation :</i>		
Autodidactes	43,1 %	
Formation secondaire	(5)	
Formation supérieure	32,1 %	

Source : *Entreprise* du 24 décembre 1971.

## LES OBSTACLES A LA CREATION D'ENTREPRISES

Le *tableau B* présente les principaux obstacles à la création d'entreprises classés dans l'ordre selon lequel ils se présentent aux créateurs d'entreprises. Dans l'analyse qui en sera faite ici, le point de vue adopté sera celui des créateurs d'une entreprise d'individus. En effet, les entreprises souhaitant créer une filiale sont en général bien armées, sauf peut-être pour la réunion d'hommes acceptant de risquer parfois leur carrière dans une aventure nouvelle.

(5) Non établi.

*Tableau B*

**OBSTACLES A LA CRÉATION D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES**

- L'environnement hostile.
- Le manque d'information ou de formation.
- La difficulté de trouver les partenaires nécessaires.
- La réunion des fonds indispensables.
- Les facteurs restrictifs de libre concurrence.
- Les barrières fiscales administratives ou juridiques.

Elles disposent en principe de services financiers juridiques ou fiscaux qui transforment en formalités pénibles mais sans danger la série d'épreuves souvent fatales que constitue la réunion des éléments indispensables à l'entreprise nouvelle-née.

L'ordre dans lequel les obstacles sont présentés reflète aussi l'ordre décroissant des difficultés que rencontrent les créateurs en puissance, tel qu'il ressort de cas présentés à la CNME ainsi que de documents publiés (6). Enfin, si par souci de simplification ces obstacles sont présentés ici de façon séquentielle, le créateur en puissance doit souvent dans la réalité en lever plus d'un à la fois.

**L'ENVIRONNEMENT HOSTILE**

« La société actuelle n'apprécie ni les motivations classiques du chef d'entreprise ni le genre de succès qui en découle. L'exaltation de la personnalité chez l'entrepreneur va à contre-courant d'une évolution — en ce moment dominante — vers la socialisation de la société. De plus, qu'il le veuille ou non, le succès de l'entrepreneur est de caractère économique, et la sanction de sa réussite est le profit, considéré comme immoral, par une partie très influente de la population (universitaires, fonctionnaires, hommes de lettres, syndicalistes). »

Il n'y a guère à ajouter à cet extrait du rapport Mialaret, sinon toutefois qu'une lente évolution semble être en cours. Les efforts des organisations professionnelles et des pouvoirs publics en faveur des petites et moyennes entreprises et de la création d'entreprises, le conformisme et l'anonymat souvent décriés des grandes organisations, les critiques adressées aux sociétés multinationales « apatrides », se combinent actuellement pour revaloriser la petite et moyenne entreprise, et l'aventure que constitue sa création. Les informations statistiques qui permettraient de caractériser ce phénomène

---

(6) Notamment: *Pour entreprendre*, opinion citée.

manquent encore. Des indications sur sa réalité, en particulier dans le milieu universitaire, sont cependant fournies par le nombre d'options et de cours consacrés aux petites et moyennes entreprises et à leur création dans les enseignements (7) ainsi que par le nombre d'élèves de grandes écoles scientifiques qui veulent créer leur entreprise (8).

### *LE MANQUE DE FORMATION OU D'INFORMATION*

Le créateur en puissance, s'il ne s'est pas laissé décourager par son environnement, est confronté à un nouveau problème. Deux types bien différents d'individus veulent créer des entreprises. Des personnes possédant une compétence technique ou artisanale particulière et désirant s'établir à leur propre compte; des cadres non techniciens ou des diplômés récents d'établissements universitaires, que ne satisfait pas la position de salarié ou l'image qu'ils s'en forment et qui désirent créer leur propre entreprise.

Ce qui manque aux premiers en général ce sont les connaissances de gestion et la familiarité avec les mécanismes administratifs. Ce qui fait souvent défaut aux seconds, c'est une idée précise des biens qu'ils vont produire et des caractéristiques de la production. Dans l'un et l'autre cas, il existe un problème de formation et d'information. Actuellement, en dehors de quelques documents et livres, rien n'existe vraiment pour le résoudre. A terme, il semble devoir en être autrement puisque l'essentiel des propositions du rapport Mialaret touche directement ce point: les auteurs du rapport souhaitent en effet qu'au niveau régional ou local soient constitués des « GREC » (groupements régionaux d'entreprises créatrices) qui apporteraient aux créateurs futurs des informations (financières, fiscales, réglementaires) et de plus faciliteraient les contacts entre les détenteurs de ressources nécessaires à la création d'une entreprise (idées, capitaux, expérience...). Au niveau national, les « GREC » seraient complétés par une « Fondation nationale pour l'entreprise ».

Les deux obstacles que présentent l'environnement et le manque d'informations sont antérieurs à l'arrêt par le futur créateur, d'un projet précis d'entreprise. Une fois l'activité de l'entreprise future déterminée surgissent plusieurs difficultés qui tiennent au caractère d'aventure, et partant de risque élevé, que présente la création de l'entreprise.

---

(7) Notamment: Option P.M.E. à l'École des hautes études commerciales.

Option Systèmes d'informations — Entreprises à l'École supérieure d'électricité.

(8) Cf. notamment les remarques de M. Y. GATTAZ: Table ronde sur la création d'entreprises.

## LA CONSTITUTION D'UNE ÉQUIPE

Les créateurs potentiels d'entreprises sont peu nombreux (9). Les hommes dont ils doivent s'entourer pour constituer leur entreprise, cadres et surtout techniciens, sont tout aussi rares. En effet, l'entreprise qui débute doit pour se faire connaître produire des biens moins chers ou de meilleure qualité que ceux qui se trouvent déjà sur le marché. Le créateur d'entreprise devra donc s'attacher des collaborateurs plus qualifiés que la moyenne, ce qui réduit déjà le champ de ceux auxquels il peut faire appel. De plus, l'alternative qu'il leur offre est souvent peu tentante: abandonner un emploi sûr pour travailler dans une entreprise dont l'espérance de vie est courte, et ce, pour des premiers salaires rarement plus élevés que dans la profession et en tout cas bien plus aléatoires. L'absence en France d'un véritable marché du hors cote réduit considérablement la portée des possibilités garanties d'acquisition d'actions de l'entreprise si déterminantes aux États-Unis (« Stock-options ») et qui compensent ce risque.

En dépit de ces perspectives peu alléchantes des entreprises se créent et croissent. Deux facteurs peuvent expliquer l'entrée dans l'équipe originelle: l'attrait de la nouveauté, de l'absence de routine, chez les salariés, ainsi qu'un certain charisme du créateur. Pour que l'entreprise voie le jour, ce charisme doit jouer sur une autre catégorie d'individus: les détenteurs de capitaux.

## LE FINANCEMENT DE L'ENTREPRISE

Le perfectionnement constant des techniques a pour conséquence une augmentation permanente de la masse critique nécessaire pour créer une entreprise dans un secteur d'activité donné. Plusieurs possibilités s'offrent à l'entrepreneur futur de réduire le montant des capitaux dont il devra disposer pour acquérir les immobilisations, équipements et fonds de roulement nécessaires au démarrage de l'entreprise:

— le recours à la sous-traitance;

---

(9) Les « Lois de Gattaz » formulées en 1969 par M. Y. Gattaz et destinées aux élèves de grandes écoles scientifiques s'énoncent comme suit:

« La première loi dit qu'il y a 15% d'élèves ingénieurs qui ont les capacités pour créer une entreprise. La seconde qu'il y en a 5% qui ont vraiment envie de créer quelque chose. La troisième qu'il y en a beaucoup qui abandonnent avant de commencer après avoir reçu des conseils décourageants de la part des chefs d'entreprises déjà existantes, d'universitaires, etc. La quatrième loi, qui est tout à fait navrante, est qu'il ne reste que 0,3% d'élèves ingénieurs d'écoles scientifiques qui vont créer leur propre entreprise, c'est-à-dire un seul sur une promotion de 300. »

- le recours au crédit-bail pour les immobilisations;
- le recours au crédit-bail ou à la location pour les équipements.

En tout état de cause cependant, le créateur qui doit compter sur un certain nombre de premiers mois sans recettes doit mobiliser un montant élevé de fonds. Ces fonds, dont l'importance varie en fonction de l'activité de l'entreprise, il sera contraint de lui fournir lui-même ou de les emprunter à sa famille ou à ses amis proches (10). « Force est, en effet, de constater que les créateurs d'entreprises ne trouvent, auprès du système financier actuel, à peu près aucun appui, mises à part quelques entreprises de pointe qui sont assistées par des sociétés finançant l'innovation. Les autres institutions financières ne s'engagent qu'exceptionnellement dans de telles opérations, soit qu'elles s'estiment mal armées pour ce faire, soit qu'elles jugent le risque excessif, soit encore que le coût des études préalables leur paraisse trop élevé au regard du montant de l'aide à accorder (11).

De plus, les concours bancaires, quand ils sont fournis, le sont en règle générale en contrepartie de prise de sûretés réelles et personnelles qui accroissent considérablement le risque que le créateur court et fait courir à ceux qui lui ont fait confiance. En attendant que soient mis au point des régimes d'« assurance création » ou d'« assurance entreprise », la découverte des sources de financement nécessaires reste difficile. Il ressort, cependant, d'expériences concrètes que le créateur qui possède une certaine formation financière et peut établir ou faire établir des documents financiers prévisionnels sérieux, parvient à trouver, en période normale, les crédits bancaires nécessaires.

Une fois franchis les deux obstacles majeurs que constituent la réunion des hommes et des fonds, le créateur doit encore faire face à deux difficultés dont la nature ne tient plus au risque que présente l'entreprise naissante, mais à la structure du secteur où veut s'implanter l'entreprise nouvelle, d'une part, et aux démarches administratives qu'il lui faut entreprendre, d'autre part.

## *LES OBSTACLES A LA LIBRE CONCURRENCE*

Le premier obstacle, souvent fatal à l'entrée dans un secteur donné, est celui que constitue la masse financière critique minimum qu'il faut mobiliser. Cependant, même si l'entreprise nouvelle a pu réunir les fonds nécessaires, il ne lui sera pas toujours possible d'envisager de se créer avec une perspec-

---

(10) En ce domaine, l'absence de véhicule approprié et la fiscalité limitent elles aussi les apports de fonds propres qui pourraient être faits par des tiers dans le seul but de rentabilité.

tive raisonnable de viabilité. En effet, différents facteurs caractéristiques du secteur constituent en fait autant de barrières à l'exercice de l'activité. Le rapport Mialaret en présente quatre :

*Impossibilités ou difficultés d'accès à l'exercice de la profession (11) :*

- Monopoles de droit — nationalisations.
- Monopoles de fait — ententes.
- Corporatisme.
- Propriété commerciale.

Il convient d'ajouter deux autres entraves à la création des entreprises : le degré de concentration du secteur et le degré de « stérilisation » de la propriété industrielle.

Le degré de concentration : le rapport de l'Arepa sur la naissance de l'entreprise en France faisait figurer au premier rang de ses conclusions le fait que plus le degré de concentration du secteur est élevé et plus le taux de création d'entreprises y est faible. Ceci s'explique d'abord parce que la masse financière critique à mettre en œuvre dans un secteur est élevée et plus grande sera la tendance à la concentration dans le secteur ; or, la masse critique constitue déjà par elle-même un obstacle à la création des entreprises. Le degré de concentration élevé d'un secteur présente cependant un second désavantage pour l'entreprise naissante car il la place en général devant le dilemme suivant : se cantonner sur un segment réduit et très spécialisé du marché, ce qui rend peu attrayantes les perspectives de développement à terme, ou bien accepter une situation de sous-traitant, ce qui réduit considérablement l'indépendance de l'entreprise.

### *LA STERILISATION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE*

Pour se créer ou se développer, l'entreprise industrielle a besoin d'utiliser certains procédés brevetés. Or, les entreprises qui détiennent les brevets, craignant la concurrence nouvelle, refusent souvent d'accorder des licences d'exploitation ou alors le font à des conditions léonines. En fait, un certain nombre d'entreprises pratiquent une politique systématique de prise ou d'achat de brevets destinée non pas tant à protéger ou à rentabiliser le résultat des recherches de l'entreprise, qu'à régulariser le rythme de l'innovation technologique dans le secteur. Dans ces conditions, l'entreprise nouvelle, souvent

---

(11) *Pour entreprendre*, opinion citée.

considérée comme un élément perturbateur, peut se voir refuser les brevets qui lui sont indispensables.

Lorsque toutes les ressources nécessaires à l'exploitation ont été rassemblées, un dernier obstacle reste à franchir.

### *LES FORMALITÉS RÉGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES*

« La constitution d'une société prend huit jours en Suisse, trois mois en France. » (12) De fait, le créateur futur doit accomplir une série de formalités longues et parfois coûteuses, s'il fait appel à des conseils extérieurs. S'il constitue une société anonyme ou une société à responsabilité limitée, il devra notamment :

- rédiger un projet de statuts;
- effectuer auprès d'une banque le dépôt des fonds de constitution de la société;
- effectuer l'immatriculation au registre du commerce;
- faire publier les informations prescrites au *Bulletin officiel des annonces commerciales...*

Auparavant, le créateur aura dû examiner soigneusement les aspects fiscaux et financiers qui détermineront pour une large part la forme juridique et la localisation de l'entreprise.

Au terme de cet examen volontairement sommaire des principaux facteurs qui favorisent ou entravent la création d'entreprises industrielles, une conclusion s'impose : la création d'une entreprise est chose peu aisée.

#### LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES EN 1976

Le Bulletin trimestriel de la Caisse nationale des marchés de l'État publie dans son numéro 74 (1<sup>er</sup> trimestre 77) une étude sur les créations d'entreprises industrielles en 1976. Il ressort de cette étude que tandis que l'année 1975 avait été caractérisée par une stagnation du nombre des créations, l'année 1976, au contraire, est caractérisée par un accroissement de 20 % (14 164 créations contre 11 460 en 1975). Il ressort aussi de l'étude des caractéristiques juridiques des entreprises industrielles créées que la création en France demeure encore largement le fait d'individus : 50 % des entreprises créées ont le statut d'entreprises en nom personnel et pour 0,37 % seulement des entreprises créées le capital initial est supérieur à 1 million de francs.

N.D.L.R.

(12) *Pour entreprendre*, opinion citée.

● **Q**uels seront les médicaments de l'An 2000 ? Les nouveaux systèmes de soins ? Où en sera le concept même de la santé ? Comment évoluera l'architecture des hôpitaux ? Quel sera le rôle de l'informatique ? Comment joueront les facteurs d'environnement ? etc. Pour répondre à ces interrogations, une nouvelle revue de formule inédite, sans équivalent, vient de paraître, associant prospective et réflexion sur l'homme et la santé.

● **E**lle vient à son heure alors que les commentaires sur la santé paraissant en librairie ou dans la presse reflètent, le plus souvent, des opinions passionnées ou partisans, plus qu'une méditation profonde ou des propositions réfléchies.

● **T**irée à 10.000 exemplaires, "Prospective & Santé" s'adresse non seulement aux spécialistes, hauts fonctionnaires, hospitalo-universitaires, chercheurs, médecins, pharmaciens, économistes et industriels, mais aussi à "l'honnête homme" qui veut méditer sur la santé et son environnement.



CONCEPTS ET RÉDACTION: ELFE/ARS

LES SIGNATURES  
DE NOS PROCHAINS NUMÉROS

- Jean Bernard
- Rémy Chauvin
- Jean Choay
- A. Courmand
- Pierre Dumas
- Jean Fourastié
- Jean Hamburger
- A. Jacquard
- J. Lederberg
- F. Lhermitte
- André Lichnerowicz
- Claude Lévi-Strauss
- E. Wolff
- etc.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Un an { France ..... 60 F  
Etranger ..... 68 F

A remplir en lettres majuscules :

NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....  
.....  
PROFESSION .....

souscrit ..... abonnement(s) d'un an  
à la revue « Prospective et Santé ».

Ci-joint mon règlement par chèque bancaire   
mandat postal  chèque postal   
C.C.P. Paris 1781-31

à l'ordre d'Etoile Promotion

A adresser à :

ETOILE PROMOTION - 3, rue Troyon - 75017 Paris

## *Points de vue syndicaux*

*Le problème de l'emploi, qui a été retenu comme thème central du présent numéro, correspond à une des priorités de l'action syndicale. Il nous a donc paru intéressant d'interroger les différentes formations sur leurs politiques respectives: seules la CGT et FO ont pu répondre à notre requête dans les courts délais impartis; mais nous espérons que d'autres formations pourront nous apporter à leur tour leur point de vue.*

### **LA POSITION DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL**

**Créer des centaines de milliers d'emplois  
c'est immédiatement possible et c'est urgent**

Pour la C.G.T., la défense de l'emploi constitue l'un des deux grands volets de l'action revendicative, avec la défense du pouvoir d'achat, les deux questions étant d'ailleurs intimement liées. La C.G.T. a donc des propositions précises en la matière.

Pour résorber le chômage, il s'agit d'abord de **créer des emplois en agissant sur trois fronts:**

- 1) *en défendant et en augmentant le pouvoir d'achat de la population*, condition nécessaire d'une relance de la consommation populaire, donc de la production, moyen indispensable pour faire échec au chômage, notamment dans les branches produisant les biens de consommation. Les principaux axes pour une amélioration du pouvoir d'achat sont les suivants: revalorisation massive des bas salaires, SMIC à 2 200 francs, augmentation différenciée de l'ensemble des salaires au sein d'une hiérarchie plus équitable, indice honnête des prix, échelle mobile des salaires, remise en ordre des systèmes de rémunération dans une grille hiérarchique unique.
- 2) *en donnant un coup d'arrêt à l'entreprise de démolition de grands pans de l'économie*, affectant souvent des branches de pointe au plan technologique; cela exige le maintien et le développement du potentiel économique, le rapatriement d'activités, de fabrications et de travaux réalisés aujourd'hui à l'étranger; autant de mesures qui constituent des sources de restitution et de création d'emplois.
- 3) *en fournissant au secteur public le personnel nécessaire* à la bonne marche du service et en créant ainsi d'autres emplois.

*De plus, pour réaliser le plein emploi, il est indispensable de faire du meilleur emploi; les revendications en matière de durée, d'organisation et de conditions de travail, si elles étaient satisfaites, seraient également génératrices d'emplois: avancement de l'âge ouvrant*

droit à pleine retraite, 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes; retour à la durée hebdomadaire de 40 heures, sans diminution de salaire; allègement des charges de travail; arrêt de la parcellisation outrancière des tâches, requalification des emplois.

*Seule, l'application complète et efficace du programme commun de la gauche* peut permettre une résorption rapide et durable du chômage en faisant droit à ces grandes revendications, au plan de l'emploi, du pouvoir d'achat, des conditions de travail.

A ne reprendre que certaines évaluations du 7<sup>e</sup> plan, obligé à dresser un constat et à reprendre (d'une manière toute formelle et verbale sans doute) ces grandes revendications, les chiffres suivants peuvent être avancés:

- l'abaissement de l'âge ouvrant droit à retraite libérerait immédiatement 200 000 emplois;
- le retour aux 40 heures hebdomadaires, 180 000 emplois;
- la bonne marche du service public demanderait la création, sans délai, de 120 000 emplois dans les services de santé et 100 000 dans les diverses administrations.

Compte tenu que ces chiffres sont délibérément sous-estimés par le 7<sup>e</sup> plan soucieux de ne pas accrédi-ter trop clairement le bien-fondé des revendications, compte tenu que la relance de la consommation populaire et le rapatriement de travaux faits à l'étranger entraîneraient très vite la création d'autres emplois, ce sont au moins 800 000 emplois nouveaux qui pourraient être libérés ou créés en quelques mois.

Par-delà dans la perspective de l'application du programme commun de la gauche, une relation efficace peut s'instaurer très vite entre le progrès social et le progrès économique. Essentiel est le rôle que doivent jouer à cet égard les entreprises nationalisées démocratiquement gérées et la planification démocratique, dans le cadre d'une restructuration sectorielle de l'économie, d'une réorientation et d'un développement des investissements matériels et de la technologie, en liaison avec la recherche, la formation professionnelle, la qualification et la revalorisation du travail.

Ce n'est sûrement pas en réduisant le pouvoir d'achat que le premier ministre pourra enrayer la dégradation de l'emploi; ni en subventionnant le patronat pour qu'il licencie des travailleurs, comme dans la sidérurgie. Quant à la création de 300 000 emplois d'ici à la fin de l'année, envisagée par le CNPF, c'est l'une des plus grossières duperies imaginées par le patronat: selon le Commissariat général au plan, 252 000 emplois salariés sont libérés chaque année par les départs en retraite ou pour d'autres raisons; donc dans la meilleure hypothèse, les 300 000 emplois annoncés ne représenteraient que 48 000 créations nouvelles; et pour cette opération, le gouvernement offre aux employeurs 3,3 milliards de francs, le paiement par l'État des charges sociales (et parfois des salaires). Une main-d'œuvre juvénile bon marché, aux frais des contribuables, quelle aubaine pour le patronat!

Guy CABUROL

*Secrétaire de la Commission confédérale, CGT,  
Emploi et formation professionnelle*

## LA POSITION DE FORCE OUVRIÈRE

### L'emploi — Problème numéro 1

Le système économique actuel a révélé son incapacité à respecter la dignité de l'homme devant le droit au travail, par ailleurs inscrit dans la constitution.

La poursuite de la croissance économique fondée essentiellement sur le profit est condamnable.

Jusqu'à présent, l'emploi a toujours été considéré comme un sous-produit de l'économie. Il faut inverser ce rapport selon l'idée que l'emploi peut et doit être le moteur de la croissance nécessairement orientée vers le progrès social.

FO dénonce comme l'une des causes de la dégradation de la situation de l'emploi à la fois :

— les pratiques patronales tendant à éluder les protections instituées par la loi, notamment en recourant aux contrats à durée déterminée, aux entreprises de travail temporaire, aux réductions d'effectifs pour demeurer en deçà de certains seuils ou en procédant à des licenciements prémédités ayant pour objet d'empêcher un salarié d'acquiescer une ancienneté suffisante.

— les pratiques gouvernementales tendant à éluder les dispositions du statut de la Fonction publique notamment le recours intempestif à l'auxiliaariat ou au recrutement de vacataires, la non-réintégration rapide des agents titulaires en disponibilité...

Ces différentes pratiques conduisent à la dégradation du caractère permanent du contrat de travail et nuisent à la garantie de l'emploi.

La Confédération Force Ouvrière affirme que le niveau du chômage actuel était prévisible et elle rappelle qu'elle avait souligné les insuffisances du premier Plan Barre.

S'agissant du programme pour l'emploi présenté par le gouvernement, la CGTFO considère que les propositions sont dans leur ensemble des variantes de mesures dont l'inefficacité a déjà été démontrée. Le nouveau plan du gouvernement en matière d'emploi comporte essentiellement des mesures ponctuelles. Il ne constitue pas un plan d'action cohérent pour résoudre la montée du chômage. Une véritable politique de l'emploi exige des mesures cohérentes à plus long terme et des décisions permettant de s'attaquer aux causes et non seulement aux effets de la crise.

A la montée du chômage et à l'insuffisance des offres d'emploi doivent répondre :

— une meilleure connaissance du marché du travail notamment au niveau des bassins de main-d'œuvre, et un accroissement du rôle de l'ANPE en matière de placement et d'orientation;

— *une amélioration des conditions de travail qui doit être nécessairement un facteur dynamique d'une politique de l'emploi.* Ainsi, la réduction hebdomadaire du temps de travail, la suppression des horaires d'équivalence, la réduction de l'horaire plafond, le développement des systèmes de pré-retraites avec des conditions d'accès améliorées ainsi que l'allongement des congés payés doivent nécessairement créer des emplois et améliorer les conditions de travail;

— *une incitation aux investissements créateurs d'emploi* qui tiennent compte à la fois des besoins de main-d'œuvre et des qualifications acquises ou potentielles. Par ailleurs, toute aide publique à la restructuration et à la reconversion des entreprises, branches ou secteurs économiques, devrait être obligatoirement accompagnée d'un plan social négocié par les partenaires sociaux et les pouvoirs publics;

— *un développement des activités sociales d'intérêt collectif* à fort potentiel de main-d'œuvre permettant d'améliorer le cadre de vie.

Par ailleurs la nécessité d'assurer des garanties par des systèmes de protection sociale n'est plus à démontrer. L'action de FO dans ce domaine a été et demeure prépondérante. Les améliorations successivement apportées par voie conventionnelle doivent être étendues et poursuivies en vue d'améliorer la sécurité de l'emploi.

Il s'agit par conséquent de tout mettre en œuvre pour à la fois susciter un vaste mouvement de création d'emploi, de préserver les emplois existants (matériel ferroviaire, aérospatiale, construction navale, machines outils...) et d'autre part de faire appliquer les textes législatifs et conventionnels en matière d'emploi et de formation professionnelle.

Des actions spécifiques, qui pour être réellement efficaces ne devraient pas être inspirées par des considérations conjoncturelles étrangères à la situation de l'emploi, doivent s'engager vers toutes les catégories de travailleurs qui connaissent des difficultés d'insertion ou de réinsertion. L'absolue priorité doit être donnée aux jeunes à la recherche d'un emploi.

Gérard GALPIN

Conseiller technique



# *Maturité industrielle, management et qualifications*

par SYLVAIN WICKHAM\*

*L'avenir à long terme des activités industrielles sur notre territoire national dépendra notamment des qualifications de main-d'œuvre disponibles. Celles-ci résulteront pour partie des contraintes liées à l'état de maturité industrielle et pour partie des politiques de formation adoptées au niveau national et à celui de l'entreprise.*

*Suivant les options prises conjointement en matière de formation intérieure et d'ouverture extérieure, différents scénarios de politique industrielle se dessinent impliquant une spécialisation nationale plus ou moins poussée.*

L'avenir de l'industrie dans les zones européennes les plus développées dépend des capacités de travail dont elle pourra disposer. Les adaptations nécessaires de la part des administrations et des entreprises doivent partir du niveau déjà élevé de développement déjà atteint: maturité industrielle ou industrialisation avancée qui se situe au-delà des croissances rapides d'États en cours d'industrialisation, mais en deçà de l'état post-industriel encore hypothétique.

Les observations et enquêtes sur l'activité industrielle menées à l'intérieur même de notre espace national dans les parties les plus développées et à certains égards les plus menacées comme la région parisienne (1) fournissent à cet

---

\* L'auteur est vice-président délégué du COE et professeur à l'université de Paris IX Dauphine.

(1) Je me réfère principalement ci-après aux recherches d'économie parisienne de l'Équipe développement du Centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris:

— Perspectives de développement du Val de Marne — 1975.

— La dynamique des qualifications (travail mené en liaison avec le GRESI du ministère de l'Industrie).

— Créations d'entreprises industrielles en région Ile-de-France (avril 1977).

égard des indications intéressantes comme point de départ d'une réflexion prospective générale sur les différentes voies possibles d'avenir industriel dans les pays européens les plus avancés.

## ÉCARTS ET DYNAMIQUE DES QUALIFICATIONS DU TRAVAIL

L'éventail des qualifications ouvrières demandées par les établissements industriels est d'abord déterminé par des contraintes techniques: choix d'investissement en fonction d'objectifs financiers d'une part, organisation du travail en atelier d'autre part.

Simultanément, l'éventail des classifications salariales entre lesquelles est réparti le personnel ouvrier et technicien se trouve largement influencé par des facteurs sociaux: le débit de l'enseignement technique, les préférences individuelles des travailleurs, les préférences collectives des organisations syndicales, les conflits éventuels et négociations en cours.

La dynamique des qualifications, résultant de l'inter-action entre contraintes techniques et contraintes sociales, a fait récemment apparaître trois symptômes en France et notamment en région parisienne:

- bipolarisation dans l'éventail des qualifications, c'est-à-dire, césure entre techniciens et ouvriers qualifiés d'une part, travailleurs nouvellement employés d'autre part,
- surqualification de certains techniciens par rapport aux tâches requises,
- déqualification de certains postes dont la classification salariale ne correspond plus à la formation des titulaires.

Tout système de formation et distribution des compétences humaines, dans l'atelier ou ailleurs, comporte d'inévitables imperfections: et nos investigations très limitées outre-Rhin nous ont suggéré que les difficultés actuellement éprouvées par l'industrie allemande en matière de qualifications ouvrières sont très voisines de celles rencontrées dans l'industrie française.

Sans noircir le tableau et tout en soulignant l'importance des actions correctrices déjà en cours dans les organisations publiques ou professionnelles en cause, rappelons quelques points devenus récemment notables:

- pénuries lentement et continûment aggravées de différentes catégories d'ouvriers qualifiés, malgré le sous-emploi global important,
- recours accru des employeurs et des intéressés eux-mêmes aux firmes de travail intérimaire pour la disponibilité en travailleurs qualifiés, au fur et à mesure des besoins, qui fluctuent souvent rapidement, même et surtout dans les petites entreprises,

- méfiance accrue de nombreux employeurs au regard des travailleurs immigrés,
- insatisfaction des employeurs au regard des formations premières de l'enseignement technique, qui semble rarement en état aujourd'hui d'offrir à l'appareil productif des travailleurs immédiatement utilisables, à des postes qualifiés: d'où le recours accru des formations complémentaires ou prolongées, nombreux « perfectionnements » étant des re-formations,
- préférence renforcée des employeurs et des travailleurs pour la promotion interne, y compris les promotions d'OS en OQ en contremaitres, par opposition à l'embauche extérieure sur le marché du travail de spécialistes à des seuils de qualification et de classification salariale élevées. La préférence accusée pour la promotion interne apparaît sans doute le point le plus notable de rencontre entre les employeurs et les employés.

Les paramètres fondamentaux dont dépend la dynamique des qualifications industrielles pour demain apparaissent être:

- la pression concurrentielle sur les employeurs industriels (donc l'ouverture commerciale extérieure),
- le débit et surtout l'orientation du système d'enseignement qui ouvre, plus ou moins largement, l'accès aux filières universitaires longues, concurrentes de l'enseignement technique et qui ajuste plus ou moins celui-ci aux préférences des employeurs ou à celles des candidats jeunes travailleurs,
- la vitalité relative de l'artisanat urbain qui apparaît entretenir d'étroites connections avec la population ouvrière qualifiée,
- l'orientation de l'investissement productif que les pouvoirs publics peuvent chercher plus ou moins à infléchir dans leur souci de soutenir l'emploi.

## **VERS UN ÉTAT DE MATURITÉ INDUSTRIELLE**

La France après la RFA et certains pays européens les plus développés dont la Suède et la Suisse voit se dessiner trois tendances lourdes d'ici 1980 ou 1985.

### *PLAFONNEMENT DE L'EMPLOI INDUSTRIEL*

Pendant une période plus ou moins longue selon les pays, l'industrialisation a transféré le centre de gravité du travail humain de l'agriculture vers

l'industrie, concentrant une part croissante de la population active dans les usines et les chantiers. Cette évolution s'est arrêtée lorsque la part des emplois industriels (y compris Bâtiment-Travaux publics) a atteint un maximum, de l'ordre de 35 à 50% (variable selon les pays).

Aux États-Unis, dès les années 1950, la part des emplois industriels dans la population active a commencé à décroître lentement: passant de 35,8% en 1956 à 34,1% en 1966; au Royaume-Uni, elle passait de 49% en 1956 à 47,2% en 1966.

En Allemagne occidentale et en France, le cap a été passé plus tard, vers la fin des années 60.

En Allemagne, le pourcentage des emplois industriels était de 47,2% en 1956, 49,3% en 1966, 49,1% en 1969. En France: 37,9% en 1956, 40,8% en 1966, et 40,6% en 1969 (source OCDE).

Dans le cas de la France, il faut noter que si l'on considère l'évolution de la population active employée dans l'industrie, sans la branche Bâtiment-Travaux publics, le plafonnement de l'emploi industriel est observable plus tôt, dès le début des années 60: d'après les statistiques des recensements, la part des emplois industriels (sans Bâtiment-Travaux publics) dans l'emploi total est de 28,7% en 1954, 30,2% en 1962 et 29,2% en 1968.

Le plafonnement relatif des emplois industriels marque la fin de la phase d'industrialisation pour passer à la phase d'industrialisation avancée. La population employée dans l'agriculture continue de décroître lentement. Par addition de ces deux tendances, l'accession de la France au stade d'une économie industrielle avancée apparaîtra comme une accélération du transfert des emplois des secteurs productifs vers le secteur des services au sens large de ce mot.

Cette tendance ne suffit pas à réduire les tensions sur le marché des qualifications à la fuite professionnelle de jeunes ayant reçu une formation technique vers des emplois administratifs ou commerciaux.

### *LIMITATION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS*

La poursuite de la concentration des entreprises industrielles dans les dix années à venir, compte tenu de la pression concurrentielle extérieure, est possible en fonction notamment du degré d'ouverture nationale sur l'extérieur.

Mais les concentrations d'entreprises ne semblent pas devoir s'accompagner d'un agrandissement moyen des établissements industriels. Au contraire, pour diverses raisons:

— les caractères spécifiques de l'industrie française: petite taille, structure familiale du capital des entreprises..., ne seront pas gommés en une décennie.

— les grandes entreprises éviteront la concentration excessive de leur potentiel productif sous la forme de complexes industriels pour différentes raisons: économiques (Fos n'a pas donné naissance au tissu d'industries intermédiaires qui en aurait fait un réel pôle de développement régional), sociales (les risques de grèves thromboses et d'extension des conflits sociaux y sont trop élevés), « managerial » (les petites unités de production sont plus faciles à gérer) enfin écologiques.

Les établissements industriels présenteront donc le plus souvent:

— une activité spécialisée,

— une taille moyenne,

Ces deux caractéristiques auront pour conséquence un accroissement de la part du personnel de service de l'industrie.

### *PÉNURIE CHRONIQUE DE TRAVAILLEURS MANUELS PAR TARISSEMENT DES SOURCES TRADITIONNELLES*

La tendance à la décroissance de la population agricole ne pourra se perpétuer indéfiniment; on va donc vers le tarissement d'une des sources de travailleurs manuels: les travailleurs ruraux qui, s'ils ne sont en général pas très qualifiés, ont néanmoins l'expérience du travail manuel et donc de l'utilisation d'outils et de machines simples.

Le dépérissement d'un certain artisanat entraîne d'autre part la disparition des ouvriers « généralistes » qui se forment traditionnellement dans l'artisanat et avaient la connaissance pratique de tout un processus de fabrication (par exemple, les tailleurs dans les industries du vêtement).

Ne pouvant plus compter sur les sources traditionnelles de travailleurs manuels, le système urbano-industriel doit maintenant s'auto-alimenter en « généralistes ».

Or, ni le travail industriel de moins en moins formateur lorsqu'il se parcellarise, ni les écoles techniques dont la formation longue devient plus théorique, ne seront capables de fournir cette catégorie d'ouvriers.

Il y aura donc tendance à la disparition d'une catégorie d'ouvriers polyvalents, pourtant très précieux pour assurer des fonctions de chef d'atelier ou chef de fabrication.

Depuis longtemps déjà, la main-d'œuvre nationale refuse certains emplois industriels, non qualifiés ou pénibles, souvent les deux à la fois. Le palliatif a consisté à importer une main-d'œuvre immigrée nombreuse pour pourvoir à ces emplois. Le type de développement qui a prévalu pendant cette période a fait une place importante aux productions et modes de production adaptés à une main-d'œuvre abondante et peu qualifiée.

Ce recours semble, en tout état de cause, devoir être de plus en plus limité dans l'avenir :

— les industries de main-d'œuvre commencent pour des raisons de compétitivité internationale à émigrer hors d'Europe; c'est déjà le cas pour l'optique, les composants électroniques, la confection ordinaire, certaines conserves alimentaires...

— certains pays, grâce aux revenus accrus des matières premières (ou énergétiques) vont disposer de moyens financiers qui leur permettront d'installer des usines dont ils seront propriétaires, près des réservoirs de main-d'œuvre où l'Europe puisait jusqu'ici.

— le sous-emploi croissant contraindra les pouvoirs publics sur la pression de l'opinion à restreindre les facilités d'accès et les entraînera eux-mêmes à chercher des solutions techniques qui permettront une meilleure utilisation du potentiel national de main-d'œuvre.

Dans la prospective générale de la maturité industrielle ainsi évoquée, l'évolution future des industries et de l'emploi industriel semble susceptible d'infléchissements différents suivant les scénarios possibles conjuguant ouverture commerciale sur l'extérieur et politique de formation à l'intérieur.

## **OUVERTURE EXTÉRIEURE ET ADAPTATION INTERNE DES FORMATIONS**

Quelques scénarios :

### *SCÉNARIO 1 DIT « SCÉNARIO ALLEMAND »*

Ouverture économique extérieure maximum.

Pas d'action discriminatoire de l'État sur les processus productifs.

*Cadre institutionnel :*

*politique de l'État concernant l'Industrie et la Formation*

L'ouverture douanière est maintenue sur les partenaires occidentaux et accentuée vis-à-vis des pays tiers.

L'État laisse libre l'immigration de travailleurs étrangers. Il facilite l'ouverture maximum de l'espace économique national aux autres flux internationaux : mouvements de capitaux dans les deux sens et en particulier participation à

l'accroissement des capacités de production dans les pays du Tiers-Monde en cours d'industrialisation.

L'État n'intervient pas dans les décisions d'investissement productif des entreprises ni l'organisation du travail en atelier. Son effort se concentre sur l'adaptation continue du système de formation aux besoins de qualification exprimés par les professions.

#### *Adaptation du management des entreprises*

Ce scénario se situe donc en économie « concurrencée » : toute l'industrie se trouvant exposée à la concurrence étrangère : les industries agricoles et alimentaires, ainsi que les industries traditionnelles de consommation ne sont pas à l'abri, du fait de l'ouverture accentuée vis-à-vis du Tiers-Monde (en particulier des pays en cours d'industrialisation).

La stabilité monétaire maximum étant recherchée à l'intérieur comme à l'extérieur, les variations de change ne peuvent pas masquer les problèmes de compétitivité ; pour les secteurs exposés, les prix sont déterminés par les producteurs les plus compétitifs.

#### *Implications globales sur l'Économie*

Les industries qui ne peuvent atteindre la concentration optimale (du fait de rigidités héritées du passé ou préférences des responsables) régressent sur les marchés extérieurs et le marché intérieur. Les différences intersectorielles dans les taux de profit s'accroissent.

La production industrielle globale plafonne en quantités physiques et sa croissance en valeur se ralentit.

— la grande industrie connaît la plus forte croissance, au prix de la réduction des marges bénéficiaires unitaires mais avec rentabilité accrue de ses investissements.

— les industries lourdes les plus capitalistiques (dites modèle de Téhéran) plafonnent car elles rentabilisent plus difficilement leur capital.

— les industries utilisant une main-d'œuvre nombreuse et faiblement qualifiée (dites modèle de Hong-Kong) régressent sur le territoire national, en raison de l'ouverture accrue vis-à-vis du Tiers-Monde.

L'augmentation de la productivité dans les secteurs qui se modernisent pour résister à la concurrence étrangère favorise l'élévation des salaires directs et du niveau de vie des travailleurs employés.

*Implications sur le marché du travail et la structure des qualifications*

La régression des industries de main-d'œuvre peu qualifiée, avec fermeture de petites et moyennes entreprises, souvent localisées dans les petites villes, entraîne un chômage additionnel dispersé.

Les emplois créés dans la grande industrie ne peuvent pas être occupés par cette main-d'œuvre en raison de sa localisation, ni par les jeunes issus de filières éducatives longues qui refusent le travail industriel parcellisé, répétitif.

En conséquence, la grande industrie doit toujours recourir à l'immigration étrangère, qui ne peut être ralentie que progressivement dans ce scénario : la pénurie de certaines qualifications freine l'expansion des industries concurrentes les plus compétitives.

Le travail à la chaîne demeurant la solution la plus fréquente, on cherche à en pallier les inconvénients par la rotation de postes, l'amélioration des conditions de travail, la revalorisation salariale du travail manuel et le raccourcissement de la durée du travail.

Ces mesures n'empêchent pas la récurrence de conflits sociaux localisés, qui éclatent sur des questions de conditions de travail, d'organisation du travail, ou à cause de licenciements plutôt que sur les négociations de salaire.

Le scénario 1 implique une large adhésion des chefs d'entreprise, de la masse ouvrière et des leaders syndicaux à l'impératif industriel.

Il aboutit à la maximisation de la productivité globale dans l'industrie.

*SCÉNARIO 2 DIT « SCÉNARIO ESPAGNOL »*

Fermeture économique sur l'extérieur.

Pas d'action discriminatoire de l'État sur les processus productifs.

*Cadre institutionnel :*

*politique de l'État concernant l'Industrie et la Formation*

Par une série de mesures protectionnistes, les frontières sont fermées aux échanges avec les autres pays industrialisés et avec les pays tiers.

L'État contrôle les mouvements extérieurs de capitaux aussi bien que de main-d'œuvre.

L'État n'intervient pas directement dans les décisions d'investissement productif des entreprises, mais favorise la création d'emplois : par la concertation avec les organisations professionnelles (ouvrières et patronales), il évite le dépérissement de la petite et moyenne entreprise et limite les gains de productivité. Une concertation analogue, incluant en outre des représentants de l'Enseignement, s'étend au domaine de la formation.

L'inflation ouverte est refrénée par les contrôles des prix et des salaires. L'action de l'État contre le chômage s'exerce principalement par

*Adaptation du management des entreprises industrielles*

La concentration des sociétés industrielles et la concentration des unités de production sont ralenties.

L'investissement productif est modéré: pas de grands projets industriels nouveaux.

L'acquisition de nouveaux équipements est décidée au niveau des petites et moyennes entreprises qui sont prédominantes: elles se modernisent lentement, de manière dispersée, à partir des implantations anciennes.

La protection de la petite industrie peut, selon les autres mesures qui l'accompagnent, soit rendre l'artisanat prospère, soit au contraire le faire régresser au profit de la petite industrie semi-artisanale; dans les deux cas le renouvellement d'une catégorie d'ouvriers qualifiés polyvalents est assuré.

*Implications globales sur l'économie*

La P.I.B., la production industrielle et l'emploi industriel croissent dans une première phase, la fermeture économique extérieure assure à l'industrie des marges bénéficiaires soutenues. L'appareil industriel, à l'écart de la division internationale du travail, poursuit sa diversification. Le retard par rapport à la concurrence étrangère risque de s'accuser avec un double effet.

— plafonnement de la productivité du travail et des rémunérations ouvrières (qui recule au regard des salaires étrangers)

— affaiblissement de la devise nationale.

*Implications sur le marché du travail  
et la structure des qualifications industrielles*

Les mesures de protection de l'industrie permettent de limiter le sous-emploi.

Le freinage de l'investissement, la prédominance de la petite et moyenne entreprise, l'absence d'intervention de l'État sur l'organisation du travail entraîne la stagnation de la structure et du niveau des qualifications.

La structure des qualifications, très hiérarchisée, est figée par des conventions et statuts de type corporatif.

Les travailleurs comme les patrons sont relativement contents dans une évolution objectivement défavorable.

### *SCÉNARIO 3 DIT « SCÉNARIO BRITANNIQUE »*

Ouverture économique extérieure maximum.

Actions discriminatoires de l'État adaptant les processus productifs aux qualifications disponibles.

*Cadre institutionnel :*

*politique de l'État concernant l'Industrie et la Formation*

L'ouverture douanière est maintenue sur les partenaires occidentaux et accentuée vis-à-vis des pays tiers. L'État facilite également l'ouverture de l'espace économique national aux mouvements de capitaux.

Mais l'immigration n'est plus complètement libre: des mesures administratives restreignent la liberté d'immigration à des emplois manuels strictement définis.

L'État cherche à infléchir les décisions d'investissement et d'embauche dans les entreprises pour rapprocher l'éventail des emplois offerts de l'éventail des formations et qualifications actuellement disponibles. Il essaie à la fois de satisfaire certaines aspirations sociales et culturelles de la population, et de corriger certaines implications sociales de l'ouverture extérieure. Les moyens choisis sont, en plus de contraintes réglementaires, l'incitation par crédits publics à taux réduits pour les investissements des entreprises répondant aux normes souhaitées.

On diffuse au maximum les formations culturelles et techniques supérieures et l'on cherche pour les entreprises des formes nouvelles de travail et d'organisation de la production. Le système de formation, qui dispose d'une grande autonomie par rapport au système productif, est largement ouvert à tous les niveaux.

*Adaptation du management des entreprises*

Les entreprises renforcent l'automatisation dans un nombre limité d'établissements comportant un fort investissement par tête. Elles reconvertissent un certain nombre d'établissements des secteurs exposés à la concurrence étrangère, devenus non compétitifs, ou inexploitable, faute de recrutement ouvrier approprié.

La double contrainte de l'ouverture extérieure et des investissements sélectifs rend l'industrie difficilement rentable, sauf dans les secteurs de pointe soutenus notamment par des contrats publics.

*Implications globales sur l'économie*

Ce scénario implique une rupture avec l'ancien modèle de croissance.

Les contraintes sur les investissements empêchent la production industrielle sur le territoire national de satisfaire la demande, notamment en biens de consommation. Pour rétablir l'équilibre, deux types de solutions, au moins, sont envisageables.

1. Importations massives de biens de consommation courante provenant notamment du Tiers Monde. La balance commerciale est fortement négative. Mais la priorité donnée à la mise en valeur de la matière grise, aux activités tertiaires, peut permettre de rétablir l'équilibre de la balance des paiements par un solde positif de la balance des services.

2. Refus de la « société de consommation » : les mutations touchent les systèmes de valeurs ; « fin » de l'automobile, promotion des consommations collectives ; l'insuffisance de la production industrielle est compensée (pour les produits jugés nécessaires) par un retour à l'artisanat (partage du temps de travail entre activités intellectuelles et activités manuelles).

Dans tous les cas, l'impératif industriel prend fin ; on amorce le passage à une société de type post-industriel, avec gonflement d'activités tertiaires faiblement rémunérées.

*Implications sur le marché du travail  
et la structure des qualifications industrielles*

Malgré le développement des services publics et la réduction de la durée du travail, il reste un sous-emploi résiduel, qui touche les travailleurs non manuels.

L'effectif des catégories d'ouvriers non qualifiés diminue. La catégorie des ouvriers qualifiés augmente, comme celle du personnel de niveau (technique ou culturel) supérieur.

Le scénario 3 implique :

- l'élévation du niveau général culturel et technique de la population,
- la substitution de satisfactions qualitatives aux satisfactions quantitatives,
- un risque sérieux sur l'équilibre économique extérieur qui ne peut être évité que par une remise en question de l'ancien modèle de croissance.

*SCÉNARIO 4 DIT « SCÉNARIO HONGROIS »*

Ouverture économique extérieure maintenue à terme.

Actions discriminatoires de l'État adaptant le système de formation aux besoins de l'industrie.

*Cadre institutionnel :*

*politique de l'État concernant l'industrie et la formation*

L'ouverture douanière est limitée aux pays industrialisés occidentaux. La fermeture aux échanges avec les pays tiers — rigoureuse pendant la mise en place du nouveau système de formation, dégressive ensuite — protège les secteurs de l'industrie utilisant une main-d'œuvre nombreuse et peu qualifiée.

L'action de l'État s'exerce principalement sur le système de formation : l'appareil éducatif est sélectif, hiérarchisé ; il est étroitement réglé sur les besoins futurs de l'appareil industriel. La limitation des besoins en qualifications supérieures impose un gonflement des filières techniques courtes dans l'enseignement tandis que la formation universitaire n'est dispensée qu'en fonction des débouchés prévus dans les fonctions supérieures.

Pour compenser les contraintes qu'il impose à la population en matière de formation, l'État affirme le droit au travail pour tous et s'efforce de l'assurer. Il limite l'immigration de travailleurs étrangers pour assurer des débouchés aux jeunes issus des filières courtes de l'enseignement. Il n'intervient pas directement dans les décisions d'investissement des entreprises, mais il exerce une pression sur les partenaires sociaux pour que les choix des entreprises soient discutés avec les représentants des salariés (à cause de l'impact sur l'emploi). En dernier recours, l'État gonfle les services publics pour assurer le plein emploi.

*Adaptation du management des entreprises industrielles*

Comme dans le scénario 1, on est en économie « concurrencée ». Mais ici les industries concurrençables par les pays du Tiers-Monde en cours d'industrialisation passent dans le secteur abrité : il s'agit principalement des industries du modèle de Hong-Kong.

Les normes de gestion vont se différencier entre secteurs exposés et secteurs abrités de l'industrie. Dans les premiers, forte concentration et intégration internationale ; dans les seconds, la production s'adapte à la demande en élevant l'emploi en tant que de besoin.

Spécialisation internationale étroite en fonction de la dimension du pays.

*Implications globales*

Il s'agit de faire accepter aux jeunes issus de circuits courts de formation les emplois faiblement qualifiés de l'industrie qu'ils ont actuellement tendance à refuser. Cette exigence implique d'améliorer les conditions de travail, augmenter les salaires de ces emplois, et comprimer l'éventail de travail : en effet, pour qu'une sélection rigoureuse soit acceptée à l'entrée du système éducatif,

il est nécessaire qu'en compensation la hiérarchie des emplois auxquels chaque niveau de formation permet d'accéder soit écrasée; on diminue ainsi l'attrait des emplois des catégories supérieures.

Dans ce cadre, qu'advient-il des qualifications industrielles. Dans la mesure où ni les processus productifs, ni l'organisation du travail ne subiront des mutations importantes, la structure des qualifications réelles ne sera pas transformée. Mais les classifications salariales surqualifieront les ouvriers les moins qualifiés avec le risque de réactions de défense, de type corporatiste des catégories les plus élevées.

Le scénario 4 freine l'évolution de la structure des qualifications.

\*  
\* \*

Trois propositions me semblent se dégager:

1. L'état de maturité industrielle où nous sommes dès maintenant engagés comporte des contraintes dont il faut prendre conscience concernant l'emploi industriel. Son volume global me paraît plus susceptible d'accroissement sensible sauf fermeture extérieure et baisse de productivité générale. Encore ne pourra-t-il être maintenu ou soutenu que par différentes formes d'adaptation du management, de l'appareil de formation, et des politiques de recrutement.

2. Ces adaptations peuvent s'effectuer suivant différents schémas ou scénarios possibles: il y a plusieurs cheminements éventuels, mais chacun d'entre eux comporte ses exigences propres.

Les politiques de formation et de recrutement se trouvent déterminées par le degré de compétitivité extérieure acceptée: tout manquement à ces contraintes se trouvera signalé et sanctionné par des reprises d'inflation.

3. Dans tous les cas de figure, une moindre ouverture des rémunérations salariales (avant impôt) paraît nécessaire pour faciliter les transferts et réorientations nécessaires.

*Vient de paraître*

# LES ÉCONOMIES DE MATIÈRES PREMIÈRES

**Rapport de la réunion internationale d'experts  
organisée à Paris, 1-3 décembre 1976,**

*par*

Le Délégué aux Economies  
de matières premières

L'Association Internationale  
Futuribles

*Le rapport en français ou en anglais peut être obtenu au siège de  
l'Association Internationale Futuribles, 10 rue Cernuschi  
75017 Paris*

# *Quelques remarques sur les prévisions en matière d'emploi en France*

par RAYMOND MELKA

Parmi les différents domaines de la prévision économique et sociale, l'observation et l'analyse des tendances du marché (ou des marchés) de l'emploi est l'un des plus traditionnels, des plus importants, et apparemment des plus « faciles » du point de vue des méthodes utilisées. Les progrès de la planification en France ont coïncidé avec le développement des recherches sur l'emploi, où s'illustrèrent les noms de Sauvy, de Fourastié, de Vimont, notamment. Démographes et analystes du progrès technique ou de la consommation se retrouvaient ainsi autour de préoccupations communes. Par ailleurs, le prestige de la théorie keynésienne, les craintes d'un retour du chômage, ont favorisé des réflexions directement liées à la politique économique et sociale sur les conditions de réalisation du plein emploi. Il en est résulté une période de croissance sans précédent dans les économies occidentales, où le problème fut moins de veiller au plein emploi que de trouver, dans le pays même, ou à l'étranger, la force de travail impliquée par l'allure du développement économique: on sait que cela fut rendu possible grâce aux flux migratoires campagne/ville ou pays du Tiers-Monde/pays industriels, grâce au maintien d'une durée élevée hebdomadaire ou annuelle du travail, grâce aux progrès du taux d'activité des femmes, notamment dans les secteurs tertiaires. L'explication de cet ensemble de phénomènes est lumineusement exposée dans l'ouvrage classique de J. Fourastié dans « le grand espoir du XX<sup>e</sup> siècle ».

Déjà, donc, on posait le problème, au niveau global ou par branche ou secteur d'activité, au niveau national, régional ou local, à long terme, à moyen terme ou à court terme, de l'adéquation des ressources en population active aux besoins éprouvés par le système économique. Ainsi, de nombreux modèles prévisionnels se présentent sous trois aspects: des projections des ressources, envisagées globalement ou de manière plus détaillée (par âge, sexe, qualification, lieu géographique...); des projections de besoins étudiés indépendamment des ressources et envisagés, soit de façon globale, soit suivant divers critères de qualification: secteur d'activité, lieu géographique, niveau de qualification, le cas échéant (mais rarement) âge et sexe; des comparaisons de ces projections à la fois globalement, par secteur, par niveau de qualification, par régions... de façon à déterminer les tensions qui peuvent apparaître ou se développer sur les différents marchés du travail et à évaluer les diverses politiques d'ajustement à court ou à moyen terme. La conduite de deux prévisions distinctes — sur l'offre et sur la demande de travail — garantit que la confrontation correspond bien à des réalités économiques et sociales. Cependant, nombreux sont les économistes qui estiment, aujourd'hui, que cette méthode est discutable, et qui préconisent une réflexion directe sur les conditions d'équilibre du marché du travail.

## 1 — *La population active comme ressource.*

Différents modèles existent: ils se distinguent suivant l'horizon prévisionnel retenu (court, moyen ou long terme) suivant le niveau géographique (national, régional, local) suivant l'analyse par activité (globale, sectorielle, d'entreprise) et suivant les groupes

concernés (ensemble de la population, groupes spécifiques: jeunes, femmes, personnes de plus de 60 ans, immigrés, etc...); mais derrière ces différences leur unité est frappante pour ce qui est des méthodes employées. Généralement, la démarche est la suivante:

a) *Dans un premier temps*, on définit les perspectives démographiques nationales ou régionales (taux de croissance de la population, mortalité, natalité) ainsi que l'évolution des structures démographiques (répartition par âge, par sexe, par région...) de façon à déterminer une « population en âge de travailler » (de 18 à 65 ans environ à l'heure actuelle) encore définie, par certains économistes « population active potentielle ». La part de la population active potentielle dans la population totale est évidemment déterminante pour le reste de la prévision.

b) *Dans un second temps*, on s'interroge sur l'évolution des taux d'activité des différents groupes significatifs: jeunes, hommes de 25 à 60 ans, femmes, personnes de plus de 60 ans. On remarque, en effet, que ces taux d'activité par groupe, paraissent varier de manière faible et régulière dans le temps si on élimine des incidences de conjonctures économiques. Malgré tout, autant le groupe des hommes de 25 à 60 ans prête peu à discussion (les taux d'activité y sont voisins de 100%), autant les prévisions de taux des autres groupes sont sujets à caution dans la mesure où des facteurs sociologiques, familiaux, culturels, paraissent y jouer un grand rôle, et que l'on est bien incapable, dans les modèles actuels, d'en tenir vraiment compte. Aussi les estimations de taux de ces différents groupes ne peuvent être accueillies qu'avec réserve. Cela donne un caractère assez aléatoire aux prévisions de variation de population active entre deux dates éloignées.

c) *Dans un troisième temps*, on inclut les données relatives aux mouvements migratoires. C'est là que les prévisions sont fort délicates, car il est difficile de connaître sur le plan statistique l'importance des flux migratoires positifs ou négatifs, et les mesures gouvernementales en ce domaine n'ont pas toujours les résultats escomptés. De sorte que les variations du solde migratoire ne peuvent être qu'assez incertaines.

On voit que les chiffres souvent cités sur la population active probable, sur sa répartition par âge, par sexe, et par région, sont entachés d'incertitude. Celle-ci reste limitée puisqu'on sait quel est le plancher de la prévision et quel est le plafond. Les phénomènes démographiques et sociaux étant d'évolution lente, les erreurs même sur plusieurs années restent de faible ampleur relative. Cependant, si l'on s'intéresse plus aux variations qu'aux bilans de population active (autrement dit plus au flux qu'aux stocks, la valeur relative de l'imprécision est très forte, au point qu'on se demande si le caractère sophistiqué des calculs n'est pas disproportionné par rapport au degré de précision des résultats...).

## 2 — Les emplois (ou les besoins) de la population active.

L'autre aspect de la prévision consiste à établir le niveau et la structure des besoins en population active à court, moyen ou long terme. On utilise très peu, sauf pour les enquêtes conjoncturelles, les méthodes d'interrogation directe des employeurs privés ou publics. Plus souvent, on réalise des modèles qui mettent en évidence les rapports entre les besoins et certains facteurs jugés prépondérants. Parmi ces facteurs, il faut citer:

- la croissance de la production en volume de l'ensemble de l'économie nationale.
- l'évolution de la productivité horaire du travail (dans les branches non-agricoles) laquelle paraît dépendre fortement de l'intensité du capital (ou rapport stock de capital/effectifs employés) et donc de l'investissement prévu.
- l'évolution de la durée du travail (annuelle ou hebdomadaire) elle-même sensible à des phénomènes d'opinion.
- le degré de substitution entre le capital et le travail qui paraît lié au rapport des coûts relatifs de ces deux facteurs de production (à un moment donné ou en évolution) ainsi qu'à d'autres facteurs non quantifiables).
- le choix entre la production nationale et l'importation de certains biens de consommation ou de production suivant leurs prix relatifs d'acquisition.

LISTE INDICATIVE DES ORGANISMES PUBLICS  
EFFECTUANT DES ÉTUDES PRÉVISIONNELLES  
SUR L'EMPLOI EN FRANCE

On peut citer notamment :

1 — *MINISTÈRE DU TRAVAIL*

— Le service des études et de la statistique (1, place Fontenoy, 75700, Paris), coordonne les activités statistiques du ministère, effectue toutes les études utiles sur l'emploi, apporte sa coopération au Plan (Comité de l'emploi et de la formation).

— L'Agence nationale pour l'emploi (53, av. du Général-Leclerc, Issy-les-Moulineaux) suit l'évolution du marché du travail et effectue des prévisions à court terme dans ce domaine.

— L'Office national d'immigration (44, rue Barge, 75015 Paris), est plus spécialement chargé de suivre les mouvements migratoires et d'exécuter la politique du gouvernement en la matière.

— Le Centre d'études sur l'emploi (217, rue du Fg. Saint-Honoré, 75008, Paris), effectue notamment des prévisions par secteur et par branche, à court et à moyen terme ainsi que des travaux plus sociologiques en liaison avec le Commissariat général au Plan.

2 — *MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION*

— Le Centre d'études et de recherche sur les qualifications (58, bd. du Lycée, 92170, Vanves) a pour préoccupation de relier la formation à l'emploi (formation première ou recyclage). Il réalise des travaux sur les professions, sur les enseignants, sur leur articulation.

3 — *MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES*

— L'INSEE (18, bd. Adolphe-Pinard, 75675, Paris Cedex 14: *Service Emplois — Revenus* de la Direction de la statistique générale, *Direction des synthèses économiques* (pour les projections), joue un rôle majeur dans ce domaine, à la fois au titre de la coordination des statistiques publiques et des études nombreuses qu'il réalise, aussi bien à court, moyen ou long terme, globalement ou par branche ou secteur d'activité, au plan national comme au plan régional. Par ses moyens comme par sa puissance de calcul, il est au centre de toutes les prévisions officielles en matière d'emploi.

— la structure de la consommation, qui est plus ou moins favorable au développement de services, ou d'industries légères ou lourdes, dont la croissance, selon le cas, influence le niveau et la répartition de l'emploi.

Généralement, on ramène ces divers facteurs à trois: le taux de croissance de la production par branche, qui résulte lui-même de l'étude de la progression d'ensemble et de l'application de tableaux d'échanges interindustriels, le taux de variation de la productivité du travail par branche, tiré, soit de l'examen des tendances passées, soit de la relation de substitution capital/travail, soit encore de l'examen des liens entre cette croissance de la productivité et le rythme de l'activité économique, ... le taux de variation de l'activité (durée du travail essentiellement) lequel est négatif en moyenne période, avec de faibles différences d'une année sur l'autre. Pour l'ensemble des branches non agricoles, cette méthode permet de tirer par soustraction le taux de croissance à moyen terme des effectifs. Pour l'agriculture, l'extrapolation des tendances passées, pour les administrations,

l'interprétation des projets des services publics remplacent cette méthode. L'inconvénient de ce procédé est quadruple.

— les taux de croissance restent faibles. Les erreurs sont donc possibles en ce qui concerne la progression des effectifs. Or, un écart de 1 % dans ce domaine représente 200 000 personnes, chiffre considérable sur le plan politique et social.

— on ne sait pas quel est le résidu significatif: la variation des effectifs ? celle de la durée du travail ? celle de la productivité du travail ? Autrement dit, en cas d'écart sur l'activité (évaluée à travers la croissance de la valeur ajoutée en volume), on ne sait pas a priori comment s'effectue l'ajustement.

— cette méthode ne s'intéresse qu'aux variations en volume, comme si les prix, les salaires, les taux d'intérêt... étaient sans influence sur la détermination des besoins vus par les employeurs. Or, il se peut que suivant les possibilités de répercussion des coûts sur les prix, suivant les pressions de la concurrence internationale, suivant le coût relatif de projets de modernisation, les décisions peuvent être différentes. Tout ceci échappe à la prévision, faute de pouvoir s'informer auprès des responsables.

— enfin, on note que le fondement même de ces prévisions — la croissance de la production par branche — est largement sujet à discussion; très souvent le choix du taux ne résulte que de l'extrapolation du passé, directe ou indirecte (élasticité à la production nationale, par exemple) ou bien encore reflète les projets souvent optimistes des branches économiques concernées...

### 3 — La confrontation des ressources aux emplois

Comme on l'a noté plus haut, la confrontation peut se faire soit globalement, soit par régions, par niveaux de qualification, par secteurs. En outre, des hypothèses de mobilité — d'une branche à l'autre, d'une entreprise à l'autre, d'une qualification à l'autre — doivent être introduites dans le modèle pour expliquer les ajustements. Cette mobilité est notable lorsqu'il s'agit de renouvellement, de remplacement, ou d'accès des jeunes à la vie active. On distingue le plus souvent:

— le *solde global* des ressources et des emplois (ou population disponible à la recherche d'un emploi); ceci suggère une politique économique globale.

— les *déficits* ou *excédents* de population active prévisionnels suivant les régions, suivant les niveaux de qualification et suivant les secteurs: l'examen de ces déficits permet de recommander des actions localisées, ou sectorisées, portant, soit sur les ressources en main-d'œuvre, soit sur les emplois projetés, soit sur les deux simultanément.

— les *tensions* relatives à certains groupes: jeunes, personnes de plus de 60 ans, femmes semi-actives, immigrés, dont les attentes, les motivations, sont assez différentes du reste de la population, et dont les conditions de travail sont aussi, parfois, spécifiques. Autrement dit, il peut y avoir un relatif équilibre de l'emploi avec sous-emploi des jeunes, ou des femmes, ce qui peut poser certains problèmes...

— C'est au stade de la confrontation des ressources aux emplois que les prévisionnistes diffèrent fortement. On peut opposer ceux pour qui les ajustements peuvent s'effectuer de manière semi-automatique, au bout d'un certain temps, et ceux pour qui les ajustements ne s'effectuent pas, ou mal, ou engendrent des déséquilibres pernicieux. Autrement dit, il y a des modèles d'auto-équilibre et des modèles de déséquilibre durable.

— l'auto-équilibre se comprend aisément si l'on note que les taux d'activité ainsi que les flux migratoires sont fortement dépendants de l'état du marché du travail (autrement des besoins); de même, la durée de travail, la productivité, paraissent bien liées aux conditions économiques générales. Ceci permet donc de résorber les déséquilibres globaux. Par ailleurs, un « bon » fonctionnement du marché de l'emploi et des systèmes de formation devrait permettre de réduire les distorsions structurelles de l'emploi et conduire à terme à une « bonne » répartition de la population active. Dans ce cas, les difficultés analysées ne peuvent être que temporaires, et ne peuvent s'expliquer que par les imperfections du marché...

— les modèles de déséquilibre durable insistent sur la lenteur des processus d'ajustement sur les obstacles à la mobilité des hommes à travers l'espace, ou à travers les secteurs d'activité, sur le caractère autonome des déterminants des ressources et des emplois, ce qui ne garantit guère leur compatibilité. En outre, on remarque le caractère durable du sous-emploi structurel, qui ne permet pas de dominer un taux élevé de croissance économique. Cela peut tenir au fait que l'activité soutenue, en même temps qu'elle crée les emplois, augmente le désir de travailler des jeunes, des femmes, des immigrés, etc... On observe que le sous-emploi étant facteur de dépression de la demande, cela limite la croissance de certaines branches, ce qui provoque à son tour, un marasme de la production et de l'emploi dans d'autres branches, et ainsi de suite...

Ce que l'on peut retenir de ces deux types de modèles, c'est qu'il est probablement contestable d'analyser le marché du travail uniquement sous l'angle de l'offre et de la demande. En fait, les ressources et les besoins sont très liés, interagissent fortement dans la dynamique économique, ce qui renvoie à la nécessité d'analyses de systèmes au-delà des techniques économétriques dont on voit bien ici les limites.



## *Pour un programme de recherches sur la prospective*

par CLAUDE LACOUR\*

Depuis sept ans, dans le cadre de l'OTAM d'abord, dans celui de Prospective et Aménagement ensuite, la plupart des participants à l'élaboration du Scénario tendancier de la France à l'An 2000 ont continué à réaliser des études prospectives.

A partir de cette expérience particulière, mais en tenant compte aussi des autres produits tant en France qu'à l'étranger, nous nous sommes interrogés (1), sur la pratique prospective, sur les relations qu'elle entretient avec d'autres pratiques et d'autres domaines de la connaissance.

La prospective pose deux séries de questions importantes :

1 — La première porte sur son objet, sa définition. On admet en général que l'objet de la prospective est le futur, l'avenir, le devenir, le changement comme on admet que l'objet de l'Histoire soit le passé accompli, le réalisé.

2 — La deuxième porte sur son statut et ses rapports à la connaissance scientifique. Chaque domaine scientifique déjà constitué s'interroge avec plus ou moins de rigueur sur le devenir de son objet spécifique. Dès lors, on voit mal ce que la prospective apporterait de plus — ou d'autre — à ces interrogations sur le changement de l'homme, de la société, des modes de production, du droit de la démographie. Et pourtant le recours à la prospective dans le domaine industriel comme dans le domaine social s'amplifie. La prévision lui est peu à peu subordonnée.

Le morcellement de l'activité prospective, pratiquée par des cellules réduites de chercheurs dépendantes d'appareils administratifs, d'entreprises, d'institutions diverses ne permet pas d'évaluer correctement s'il y a eu progrès théorique et progrès méthodologique. Bien des travaux prospectifs restent soumis au secret. Leur élaboration demeure souvent aussi confidentielle que leurs résultats.

---

\* Claude LACOUR est directeur de « Prospective et Aménagement ».

(1) A la demande et avec l'aide de la DGRST.

Dès lors, il devient nécessaire de permettre aux chercheurs de faire, en quelque sorte, le point sur l'extension récente de cette activité, sur ses rapports avec d'autres activités de connaissance. Est-elle un instrument intégrateur de différentes sciences, théories ou disciplines, en imposant des objets complexes qu'aucune discipline ne peut à elle seule prendre en charge, est-elle une tentative impérialiste d'unification des sciences sociales encore balbutiantes, est-elle une mystification idéologique visant à faire admettre l'impuissance des groupes sociaux, des classes sociales à intervenir dans et sur « leur histoire » ?

Ce n'est pas en rejetant a priori la prospective que l'on pourra comprendre et apprécier la place qu'elle tend à prendre à l'heure actuelle et dont on peut parfois se demander si elle ne contraindra pas à un remaniement du savoir au sens où nous l'acceptons aujourd'hui.

C'est, au contraire, en l'interrogeant systématiquement que l'on pourra apprécier l'intérêt de ses fondements scientifiques et de ses modalités techniques sans négliger sa valeur instrumentale tant politique qu'idéologique que redoutent bien des chercheurs.

Nous nous proposons, dans cette perspective générale, de préciser et justifier les grandes lignes d'un programme général de recherches.

Le présent article ne reprend que la première partie du document préparé pour la DGRST dans laquelle nous proposons une première définition minimale mais précise de la prospective; puis suggérons un plan de découpage des axes de recherche sur la prospective.

## **UNE DÉFINITION MINIMALE MAIS PRÉCISE DE LA PROSPECTIVE**

Bien que cela puisse paraître prématuré, il semble indispensable, afin de réduire les possibilités de confusion, de donner une définition minimale mais précise de la prospective. Nous nous refusons en effet à considérer tout « discours sur l'avenir » comme étant la prospective; nous posons au contraire, a priori, la prospective comme un domaine scientifique potentiel, en émergence, qu'il convient de cerner et fonder progressivement.

Nous appuyant sur notre expérience, nous proposons donc la caractérisation suivante, empirique et prudente, ouverte par certains côtés et volontairement fermée par d'autres :

« La prospective vise à élaborer des schémas d'évolution et de transformation dans le futur d'objets sociaux concrets et généralement complexes »

- schéma, pour traduire la notion de représentation réduite aux traits essentiels, structurels et déterminants
- évolution *et* transformation pour marquer que la prospective s'intéresse à la continuité *et* à la rupture, à la stabilité *et* au déséquilibre...
- objet social concret pour exprimer le caractère nécessairement global, sociétal, d'une démarche prospective, mais aussi son caractère incarné, ayant trait à une réalité sociale à-venir, à-construire.

« Ces schémas, que l'on décomposera en général en cheminements (trajectoires et en images (coupes), doivent satisfaire à un ensemble de critères d'admissibilité ou de plausibilité, c'est-à-dire à un ensemble explicite de règles (par exemple lois de coexistence ou de synchronie, lois de succession ou de diachronie).

« Ces règles découlent elles-mêmes d'une théorie générale compréhensive *et/ou* explicative des objets sociaux étudiés, définissant :

1. un mode de lecture et de représentation de ces objets
  2. des lois, mécanismes... traduisant les modalités du devenir de ces objets
- La référence à une théorie générale traduit la nécessité d'avoir recours à et de s'appuyer *sur* un corps d'hypothèses théoriques articulées capable de produire une représentation de la réalité sociale étudiée en dynamique.

« Ces règles *ne sont pas arbitraires*; elles fondent l'appareil méthodologique, les techniques de la prospective ».

Ainsi la prospective, en tant que champ scientifique en émergence, est différente de la prévision, de la prédiction et de la construction utopique :

1. de la prévision classique, qui
  - vise l'obtention du ou des schémas les plus probables
  - porte en général sur des objets simples et isolés
  - est généralement limitée au domaine précis sur lequel une prévision est demandée
2. de la prédiction, basée sur une organisation plus ou moins rationnelle d'intuitions isolées (cf. par exemple les méthodes de type DELPHI s'appuyant sur les opinions d'experts)
  - qui ne s'appuie pas sur un ensemble explicite de règles et, a fortiori, sur une théorie de l'objet sur lequel porte la prédiction.
3. de la construction utopique, de la fiction qui
  - définit seulement des images (que celles-ci soient plausibles ou non), sans leur associer les cheminements qui relie l'état présent à ces images.

Mais il faut, au-delà, formuler un certain nombre de remarques complémentaires :

1. La théorie générale de référence sur laquelle s'appuie une équipe de prospectivistes peut exclure les indéterminismes; pour l'objet étudié, alors, le plus probable se confond avec le certain, avec ce qui est, par conception théorique, déterminé; dans ce cas, prévision et prospective se confondent.
2. Mais si la théorie de référence n'exclut pas les indéterminismes, il y a alors un « cône ouvert » de schémas admissibles. L'intégration de ces indéterminismes, le choix par exemple entre des alternatives, résulte d'une règle additionnelle généralement fixée a priori. Dans le cas de la méthode des scénarios, cette règle caractérise diverses démarches:

*scénario tendanciel* : l'indéterminisme de certaines images est levé en retenant une règle de continuité maximale avec l'image antérieure.

*scénario normatif* : une image finale étant plus ou moins recherchée, certains indéterminismes sont levés par le choix prioritaire de segments d'évolution qui concourent à sa réalisation.

*scénario contrasté* : une composante des images et cheminements est fixée. Certains indéterminismes sont de ce fait levés dès le début de la réflexion.

3. En l'état actuel de la recherche en sciences sociales, subsistent de nombreuses lacunes dans la connaissance théorique. Il convient dès lors de distinguer entre:

*certaines techniques* ou méthodes de prospective qui admettent implicitement un déterminisme très fort, voire absolu, mais traitent par ailleurs ces lacunes dans la connaissance, ces indéterminations, comme autant d'indéterminismes. *et d'autres techniques* ou méthodes qui s'appuient sur une théorie reconnaissant explicitement des zones, des domaines d'indéterminisme dans la nature même du devenir des objets étudiés.

Souvent, les lacunes, les indéterminismes seront levés en faisant appel à plusieurs segments théoriques plus ou moins spécialisés, chacun d'eux permettant de combler un aspect théorique du problème étudié. Ainsi la prospective peut apparaître derrière l'habillage multi-disciplinaire, comme une démarche juxtaposant de multiples segments théoriques et les fédérant en un « patchwork » implicite... En mettant l'accent sur le recours nécessaire à une théorie de référence, nous nous opposons pour notre part à cette conception; et s'il est nécessaire parfois de lever des indéterminations que cette théorie de référence ne résoud pas, cela peut être fait par le recours à des théories différentes, mais cela doit être justifié ou au moins explicité.

4. Ce n'est pas l'horizon fixé — court terme ou long terme, 3 ans ou 30 ans, — qui permet de caractériser la prospective ou de distinguer la prévision de la prospective. Une prospective à court terme comme une prévision à long terme sont possibles.

5. La prospective ne se caractérise pas par la nécessité d'intégrer dans le cheminement des ruptures, des discontinuités: le schéma du devenir des objets étudiés peut être jusqu'à l'horizon d'étude fixé. Mais la prospective s'attachera alors à légitimer cet état de fait à partir de la nature même de l'objet étudié.
6. Fondamentale est la remarque relative au caractère complexe des objets sur lesquels porte une prospective: en général, l'objet d'étude, qu'il soit défini a priori par le chercheur ou qu'il soit imposé par le commanditaire, ne contient pas, en lui-même, un champ de détermination de son devenir suffisant pour qu'une prospective puisse en être faite. Il faudra englober cet objet d'étude dans un objet complexe plus vaste qui tire principalement ses déterminations de lui-même, et donc accepter comme une nécessité le détour par l'appréhension d'un objet « englobant ».

De fait, ces objets englobants, qu'ils soient eux-mêmes d'emblée l'objet de l'étude de la démarche prospective, ou qu'ils soient les objets dans lesquels sont plongés les objets initiaux d'étude, sont généralement des objets sociaux. Il apparaît ainsi que la prospective est solidaire d'une théorie des objets sociaux et de leur devenir, qu'elle intègre donc une « philosophie de l'histoire » ou une « Weltanschauung » qui peut s'inscrire dans des modalités différentes:

- matérialiste/idéaliste,
- naturaliste/historiciste,
- subjectiviste/objectiviste,
- etc.

De ce fait, l'enjeu lié à la construction, à la définition d'une science prospective est autant scientifique que politico-idéologique.

Selon les courants extrêmes de pensée, ou bien l'avenir est au service du présent: la planification — ou extrapolation — tient lieu de prévision (et a fortiori de prospective); ou bien le présent est au service d'un avenir: la loi téléologique tient lieu de prospective. C'est donc en dégageant la prospective de sa « gangue idéologico-politique » que l'on devra s'efforcer d'entreprendre toute recherche sur ses fondements scientifiques et modalités techniques. Sans pour autant se désintéresser de ses valeurs instrumentales, tant politiques qu'idéologiques.

## **UN PLAN POSSIBLE DE DÉCOUPAGE DES RECHERCHES SUR LA PROSPECTIVE**

A — La prospective apparaît comme ayant déjà un passé, des origines et une histoire: une somme d'expériences, un statut technique, un milieu social

et une culture, des conditions de production, de diffusion et de consommation lui sont propres. Bref, elle constitue une forme de pratique qui s'insère dans des pratiques plus larges (scientifique, administrative, politique, etc.), pratique dont l'histoire et la sociologie restent à faire. Cette embryologie ou archéologie ou généalogie... est sans doute riche d'enseignements sur divers plans, à travers l'usage même de la prospective.

B — Sur le plan technique et scientifique, ce passé constitue en particulier une somme d'expériences, de réalisations d'études prospectives dont on peut tenter de dégager un premier bilan: évaluation critique des méthodes et résultats, interprétation de l'évolution du corpus des techniques (convergences et divergences accentuées en particulier). Il y a sans aucun doute des leçons à tirer de cette rétrospective.

C — Mais à travers notre propre expérience — et sans doute pas seulement la nôtre — d'une conception très large initiale de la prospective (englobant certains traits de la prévision et mal délimitée par rapport à la futurologie), un domaine scientifique possible de la prospective s'est peu à peu dégagé et précisé tel qu'il a été défini plus haut. Domaine encore toutefois embryonnaire qui doit même être fondé dans son statut scientifique et dont l'épistémologie reste à préciser, si ce n'est à construire.

D'une part, la fondation de son statut scientifique sera d'autant plus solide qu'elle prendra en compte tous les débats souvent classiques quoique multiformes sur la légitimité scientifique des discours sur l'avenir, débats axés très souvent sur la prévision, mais précieux et féconds pour la prospective. C'est dans le creuset de ces critiques que la prospective peut en particulier voir son objet, son domaine, se fixer des limites et des fondations, une « clôture » scientifique sérieuse qui la protège de nombreuses tentations ou « évasions »: métascience multidisciplinaire syncrétique, universalité passe-partout, idéologisation rationalisée, etc., comme de certaines incursions de domaines ou disciplines « en mouvement »: art de la conjoncture devenu conscient de sa myopie, corps de techniques armées de mathématiques, bardées d'informatique à la recherche de nouveaux continents à asservir, etc.

Ainsi, d'autre part, doit se préciser une épistémologie propre à la prospective, quoique référenciée de manière explicite à une théorie du devenir des objets étudiés par la prospective. Autant dire qu'il semble difficile s'il n'y a pas consensus des prospectivistes sur leur théorie de référence, d'entrevoir la possibilité d'une épistémologie unitaire, mais que réciproquement, en occultant cette articulation entre épistémologie prospective et théorie de référence, on risque de se fourvoyer dans un « prospectivisme » dont on voit mal la valeur scientifique. Ces précautions prises par contre, une dialectique d'interrogations et de réponses entre théorie de référence et épistémologie

prospective doit féconder les deux champs: comment, par exemple, un concept de la théorie de référence se traduit-il, se module-t-il dans le champ de la prospective; réciproquement l'optique prospective, en interrogeant une théorie, peut l'enrichir, en faisant apparaître certaines lacunes ou en posant certaines questions jusqu'alors mal repérées.

D — De cette réflexion constructive, doit donc se dégager une *épistémologie* (ou des épistémologies) capable d'orienter, de guider les problèmes plus appliqués de l'élaboration de techniques et méthodes propres à la prospective. Actuellement, de manière schématique, sur le plan des méthodes et techniques qu'elle utilise, on peut dire que la prospective se partage entre deux tendances, toutes deux insatisfaisantes:

- l'une, empirique, valorisant la méthode, la technique en soi, érigées en clefs universelles et passe-partout des systèmes objets de la prospective quels que soient leur nature, leur échelle ou leur découpage. Méthode dont l'essence type, « extrapolation d'un système descriptif », qualitatif ou quantitatif, généralement fondé sur un assemblage de corrélations statistiques, tient lieu d'épistémologie, et dont la théorie de référence, non explicite, ne se déchiffre qu'à travers le décodage des techniques et outils utilisés: c'est le cas par exemple, assez typique, des méthodes directement inspirées de l'évolutionnisme (à travers notamment la conservation des structures et l'invariance des éléments et relations) et qui utilisent des outils bâtis sur les mathématiques du continu.
- l'autre, plus rigoureuse en principe, valorisant la théorie explicative de référence et cherchant à la projeter dans des outils et méthodes. Mais généralement, ceux-ci, recherchés dans l'arsenal disponible du moment (et aussi bien formalisés et/ou codés que simplement verbalisés et/ou intuitifs), restent d'une capacité d'usage ou d'une faculté de traduction très limitées par rapport aux exigences théoriques et épistémologiques, quand ils existent seulement même... Alors la démarche prospective, même si elle est pavée de justes intentions, relève d'un montage bricolé, à partir d'un matériel conceptuel trop simple et d'un outillage technique mal adapté.

Il s'agit donc de dépasser ces deux tendances, par une réflexion de fond autour de quelques thèmes communs en général à toute démarche prospective, quoique les solutions apportées dépendent du choix de la théorie de référence. Ainsi, par exemple, peut-on repérer au moins les quatre catégories de problèmes épistémologiques suivants:

1. Le problème de la décomposition des objets complexes étudiés en objets plus élémentaires, et le problème inverse de l'intégration de prospectives « élémentaires » — sectorielles par exemple — en une prospective globale, totalisante.

2. Le problème du repérage des déterminismes et indéterminismes dans les dynamiques des objets étudiés, problème lié à la traduction de phénomènes du type instabilité ou discontinuité.
3. Le problème de la construction des concepts liés à la représentation de la dynamique d'évolution et/ou de transformation des objets étudiés (loi, tendance, invariant, crise, événement, germe, etc.).
4. Le problème de la temporalité des objets étudiés: calage des dynamiques sur l'échelle métrique du temps.

E — La réflexion épistémologique devrait permettre de faire progresser cet état de choses, en définissant la portée et les limites exactes des outils existants, en orientant l'élaboration de nombreux outils élémentaires — concepts et règles d'articulation, modèles et représentations élémentaires — et leur intégration dans un corpus de techniques, capable de traiter de manière spécifique et différentielle une large gamme d'objets d'étude.

Par exemple, les quatre thèmes épistémologiques relevés précédemment devraient fonder ou enrichir les appareils technique et méthodologique:

1. Technique d'intégration de prospectives parcellaires en prospectives globales.
2. Méthode de prise en compte des indéterminismes, des invariants.
3. Méthode de construction des schémas prospectifs à partir des concepts analytiques de base.
4. Techniques de datation, de calcul des durées, de taux d'évolution dans les schémas prospectifs.

De manière plus synthétique, se pose le problème du choix du champ support des outils et concepts de base: champs verbal, mathématique (quantitatif, qualitatif ou logique), graphique, ou figuratif — ou encore le problème d'un appui de la démarche prospective sur plusieurs de ces champs dans la mesure où ils sont complémentaires.

F — La prospective, loin de se constituer en science spéculative, vise généralement à plusieurs fonctions. Son *opérationnalité* ne doit donc pas être négligée. Rappelons avec Y. Barel (2) que *sur le plan scientifique*, la prospective peut avoir plusieurs fonctions:

- une fonction de « prévision » élargie;
- une fonction d'aide à la décision: planification administrative ou d'entreprise, action politique ou stratégique, partisane ou arbitrale;
- une fonction d'analyse de compréhension critique du présent (et du passé);
- une fonction de vérification d'une théorie du devenir des objets étudiés.

---

(2) Prospective et Analyse de système, Doc. Fr., p. 19).

Le même auteur lui assigne *sur le plan idéologique*, les fonctions suivantes :

- fonction de mobilisation autour d'un projet;
- fonction de démobilisation, ou d'imposition, de normalisation;
- fonction idéologique au second degré: la prospective elle-même idéologique en ce sens qu'elle tient lieu d'idéologies absentes ou non avouables;
- fonction d'un pouvoir scientifique venant s'inscrire dans un champ de pouvoirs plus large (planification, orientation politique ou scientifique, etc.).

De cette énumération, on peut regrouper en trois volets, trois types de fonctions qui sont autant d'articulations du champ de la prospective avec d'autres champs :

- rapport de la prospective à la *prévision classique*,
- rapport de la prospective à la *décision*, quelle que soit la nature de celle-ci,
- rapport de la prospective à *l'idéologie*.

G — Pour terminer ce repérage d'axes de recherche, il nous semble utile enfin d'approfondir les liens qui peuvent relier la prospective à *l'histoire*, en tant que deux domaines définis à partir de questions analogues à ceci près que l'un renvoie au temps passé, celui dans lequel s'inscrit une réalité sociale définie, même si la connaissance de cette réalité est lacunaire; l'autre renvoie au temps à venir dans lequel s'inscrira une réalité à venir. Dans quelle mesure peut-il y avoir des apports réciproques, des transferts soit au niveau théorique, soit au niveau méthodologique ? Ici aussi, on peut avancer que cette fécondation ne peut être réelle que si les théories de référence de la lecture historique et de l'interrogation prospective sont identiques.

## RÉUNIONS FUTURIBLES

L'Association Internationale Futuribles organise régulièrement des tables-rondes, séminaires et colloques internationaux, qui sont destinés, sur un certain nombre de problèmes-clefs, à permettre une libre confrontation des expériences et des idées entre personnes de disciplines, d'idéologies et de pays différents.

A titre d'exemple, nous publions ici la liste de quelques thèmes qui ont ainsi fait l'objet de récentes réunions :

- **Prospective de la consommation en France:** Paris, novembre 1976.

Ce séminaire était découpé en quatre sessions introduites respectivement par MM. Lhardy (INSEE), V. Scardigli (CREDOC), J.-P. Dupuy (CERÈBE) et C. Bijon (CEGOS).

Compte rendu ronéo (10 pages).

- **Les économies de matières premières non-énergétiques:** Paris, 1-3 décembre 1976. Réunion internationale d'experts (30 participants provenant de sept pays différents) suivie d'une conférence publique.

Compte rendu et textes de base publiés conjointement par la Délégation aux Économies de matières premières (ministère de l'Industrie) et par l'Association Internationale Futuribles.

Édition française (136 p.): juin 1977.

Édition anglaise: juillet 1977.

- **Prospective de l'environnement: la prévention des pollutions et des nuisances:** Paris, février 1977 (16 heures - 20 heures).

Table-ronde introduite par J.-F. Saglio (ministère de la Qualité de la Vie, Direction des Pollutions et des Nuisances), et S. Antoine (ministère de la Qualité de la Vie, sur le plan bleu).

- **La stratégie du développement: les contraintes physiques d'environnement et de population:** Paris, 16 février 1977 (17 heures - 20 heures).

Table-ronde introduite par M. B. Chadenet, vice-président de la Banque mondiale. Cf. article de B. Chadenet in revue *Futuribles* n° 11 (juillet 1977).

- **Science et Démocratie:** Paris, avril 1977.

Réunion introduite par M. André Boulloche, président du Comité mixte européen des coopérations scientifiques (Conseil de l'Europe).

Cf. *Science et Démocratie*, numéro hors-série de la revue *Futuribles*, mai 1977 (158 p.)

- **L'Avenir des collectivités locales:** Paris, juin 1977.

Débat introduit par MM. O. Guichard, président de la Commission des responsabilités locales, P. Gremion (Centre de Sociologie des Organisations), H. Mendras (CNRS) et J.-P. Worms (rapporteur spécial du Parti socialiste pour les collectivités locales). La sténotypie de la réunion est disponible à Futuribles.

- **Pologne 2000:** Paris, juillet 1977.

Table-ronde introduite par M. J. Danecki, secrétaire scientifique du Comité « Pologne 2000 » (Académie des Sciences de Pologne).

- **Modes de vie et changement social en Europe de l'Ouest:** Arc-et-Senans, 14-17 septembre 1977.

Réunion internationale de 80 experts.

- **Les méthodes de la prospective:** séminaire de deux journées en octobre 1977: dates et lieu à déterminer.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Association Internationale Futuribles, 10, rue Cernuschi, 75017 Paris, téléphone: 924-54-79.

# *Recherche sur les futurs en Union Soviétique \**

par IGOR V. BESTUZHEV-LADA \*\*

Les savants soviétiques sont actuellement engagés dans une prévision complexe à long-terme qui couvre une période allant jusqu'à 1990 et qui concerne le développement futur des progrès scientifiques et techniques et les conséquences sociales qui devraient en découler. Ce travail est lié au plan gouvernemental de développement économique et culturel à long-terme 1976-1990. Un certain nombre d'instituts de l'Académie des sciences soviétique et également d'autres organismes participent à cette tâche (1).

## TERMINOLOGIE

Le concept de « recherche sur les futurs » n'est pas utilisé dans les ouvrages scientifiques soviétiques; on ne le rencontre qu'en journalisme où il est synonyme du terme « forecasting » (prévision, ou bien est la traduction littérale de l'anglais « futures research » ou de l'allemand « Zukunftsforschung »). En russe, le mot « futur » n'existe qu'au singulier. Dans les publications soviétiques, le terme « futurologie » n'est employé que dans le sens de « prévision occidentale actuelle non-marxiste » (habituellement assortie d'ailleurs de l'épithète « bourgeoise »).

---

\* Rapport paru en anglais dans *Futures*, vol. 8 n° 2/1976. Reproduit avec l'aimable permission de l'auteur et de l'éditeur. Traduit par Françoise Robinet.

\*\* L'auteur de ce rapport est chef de la section de prévision sociale à l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences d'URSS. Il est président de la section de prévision sociale de l'Association soviétique de sociologie et vice-président du Comité de recherche sur le futur de l'Association internationale de sociologie.

(1) Voir *Voprosy Ekonomiki*, 1974, n° 2.

Le concept de « prévision technologique » très employé à l'Ouest n'a aucune signification en Russie puisque le mot utilisé pour « technologie » n'a pas un sens aussi large qu'en anglais, en français, ou en allemand. Il désigne simplement un ensemble de connaissances sur des méthodes variées de traitement de matériaux ou de produits. C'est seulement dans le jargon scientifique ou journalistique qu'on lui attribue un sens plus large. Ainsi, des phrases comme « technologie douce ou dure » n'ont aucun sens si on les traduit littéralement en russe. Le terme occidental « prévision technologique » se traduit très approximativement comme « prévision relative aux progrès scientifiques et techniques », ou « prévision scientifique et technique » (ce dernier concept a en quelque sorte un sens différent).

## **TYPLOGIE**

Une classification possible de prévision est basée sur le principe que l'information concernant le futur s'obtient et se transforme de deux manières différentes mais également valables: une prédiction descriptive — dont les formes concrètes sont la divination, l'anticipation, et la prévision — et d'autre part une décision prescriptive, — dont les formes concrètes sont: la formulation d'objectifs, la planification, la programmation, les modèles et les décisions administratives et de gestion). La prévision vise à faire une prédiction spécifiquement contingente, dont le caractère est exploratif (le but étant d'exposer et de préciser les problèmes sociaux) et normatif (le but en ce cas étant de découvrir et de préciser les moyens de résoudre les problèmes).

Par comparaison avec l'Occident, le rôle joué par les objectifs sociaux, les plans, les programmes, les projets — toutes les décisions en général — est beaucoup plus substantiel en URSS, puisque toutes, sont par nature, décisions d'État. En règle générale, une telle décision est une décision gouvernementale ou une loi obligatoire pour tous, et telle quelle, on doit s'y conformer. On attache une grande signification à la validation scientifique des décisions, à la réduction du danger de subjectivisme et à la « dé-optimisation ». A cet égard, on assigne à une prévision jointe à une analyse et à un diagnostic, l'importante fonction de fournir les bases scientifiques d'une décision. On a besoin de prévisions qui précèdent la prise d'une décision, qui évaluent les progrès de son application et qui estiment à l'avance les conséquences qu'elle devra entraîner.

En ce qui concerne la période couverte, la typologie des prévisions se conforme généralement aux standards mondiaux: les prévisions sont classées

en « prévisions » à court terme, à moyen terme et à long terme. Dans le domaine social, là où les prévisions doivent être en corrélation avec les plans socio-économiques, les prévisions à court terme couvrent généralement 1 à 5 ans (cadre de l'actuel plan quinquennal), les prévisions à moyen terme, 5 à 10 ans (le plan suivant), et les prévisions à long terme, 10 à 15 ans (les plans nationaux qui viendront ensuite). On ne fait qu'occasionnellement des prévisions à court terme (pour l'année en cours) et à long terme. Pour ces dernières, seules des évaluations qualitatives sont en général possibles. Ainsi, en planification urbaine, les prévisions à long terme couvrent les 100 années à venir puisqu'on a déjà beaucoup planifié et même réalisé de plans, et en politique, même une période de 10 ans est considérée comme long terme puisque dans ce domaine, il est extrêmement difficile de faire des évaluations quantitatives. Les méthodes et techniques de prévision se développent selon les lignes générales en cours partout ailleurs dans le monde. Tout comme dans les autres pays, sur les 150 à 200 méthodes de prévision que l'on connaît, il n'y en a pas plus de 15 ou 20 que l'on utilise largement, y compris plusieurs méthodes d'extrapolation simple ou complexe, d'enquêtes auprès d'experts, tant sous forme d'interviews que de questionnaires, et de modélisation (scénarios, matrices, graphes, concernant les problèmes et les objectifs, et divers types spécifiques de modélisation...). Les autres méthodes n'ont pas encore dépassé le stade de l'expérimentation.

## PRÉVISION TECHNOLOGIQUE

Ce champ de prévision est l'un des plus développés et les publications sur la recherche prévisionnelle qui en traitent sont très nombreuses. Le tableau ci-dessous donne la liste des ouvrages les plus significatifs parus sur cette question au cours des six dernières années.

La revue *Naukovedemie I informatika*, (Études sur la science et l'information, paraissant à Kiev), publie régulièrement des articles sur la prévision relative aux progrès scientifiques et techniques. C'est le Comité gouvernemental pour la science et la technologie du Conseil des ministres de l'URSS, (présidé par V. Kirillin) qui coordonne le travail de recherche dans ce domaine. Et parmi les personnalités scientifiques figurent D. Gvishiani, V. Glushkov et V. Siforov.

La prévision économique domine le champ socio-économique. Le tableau 2 nous cite les ouvrages les plus récents y ayant trait.

Tableau 1. Publications récentes sur la prévision scientifique et technologique

- |  |  |
|--|--|
| M. Bashin, <i>The Forecasting of Scientific and Technical Progress</i> (1970)  | V. Kosolapov, <i>Information Services and Forecasting in Science</i> (1970)                          |
| M. Bednyi, <i>Forecasts of Demographic Processes and National Health</i> (1972)  | B. Kuznetsov, <i>Science in the Year 2000</i> (1969)   |
| D. Venediktov, <i>Forecasting, Perspective Planning and Management in Public Health and Medicine</i> (1970)                  | V. Lisichkin, <i>Sectoral Scientific and Technical Forecasting</i> (1971)                            |
| D. Gvishiani, and V. Lisichkin, <i>Forecasting Systems in the Planning and Management of Research and Development</i> (1969) | I. Pereverzin, <i>The Forecasting and Planning of Physical Culture</i> (1972)                        |
| V. Gmoshinskii, and G. Fliorent, <i>The Theoretical Foundations of Engineering Forecasting</i> (1973)                        | N. Svatkov, <i>The Fundamentals of Planetary Geographical Forecasts</i> (1974)                       |
| G. Dobrov, <i>Forecasting in Science and Technology</i> (1969)   | Ts. Solov'ev, E. Tarasov, <i>The Forecasting of Interplanetary Space Flight</i> (1973)               |
|  | E. Faddeev, <i>Cosmonautics and Society</i> (1970)   |
|  | S. Yampol'skii, and V. Lisichkin, <i>The Forecasting of Scientific and Technical Progress</i> (1974) |

Tableau 2. Publications récentes sur la prévision socio-économique

- |  |   |
|--|---|
| A. Anchishkin, <i>Forecasting Socialist Economic Growth</i> (1973)   | R. Rayatskas, and S. Zhemaitaitite, <i>Information-Forecast-Plan</i> (1972)                 |
| Yu. Vasil'ev, <i>Forecasting and Perspective Planning in Industry</i> (1973)                                 | A. Smirnov, <i>The Modelling and Forecasting of the Socialist Production Cycle</i> (1970)   |
| L. Gatovskii, and S. Kheinman, eds, <i>The Methodology of Forecasting Soviet Economic Development</i> (1971) | A. Stolmov, <i>The Study and Forecasting of Customer Demand</i> (1972)                      |
| V. Kirichenko et al, <i>The Scientific Foundations of Economic Forecasting</i> (1971)                        | A. Shapiro, ed, <i>Forecasting the Performance of the Capitalist Economic System</i> (1970) |

Les revues *Voprosy Ekonomiki* (Questions économiques), *Mirovaya Ekonomika I Mezhdunarodnye Otnosheniya* (L'économie mondiale et les relations internationales), *Ekonomika I Matematicheskie Metody* (Méthodes économiques et mathématiques) et *Eko* (paraissant à Novosibirsk) publient régulièrement des articles sur la prévision économique. Il existe 5 principaux organismes de recherche (2).

---

(2) L'Institut de Sciences économiques et l'Institut central d'économétrie de l'Académie des Sciences d'URSS, la Section sibérienne de l'Institut des sciences économiques et de l'organisation de la production industrielle de l'Académie des Sciences d'URSS, l'Institut de recherche économique du GOSPLAN et le Conseil scientifique pour les problèmes interdisciplinaires de planification et de gestion économique. Le travail scientifique dans ce domaine est coordonné par le Comité gouvernemental de planification (Gosplan) du Conseil des ministres d'URSS — dont le président est N. Baibakov. Parmi les principaux chercheurs, citons: A. Aganbegyan, A. Efimov, N. Fedorenko, et S. Shatalin.

L'architecture et la planification urbaine sont ensuite les sujets de prévision les plus développés que l'on trouve en URSS (voir tableau ci-après).

Tableau 3. *Prévision en architecture et planification urbaine*

- N. Baranov *et al*, *Prospects for the Development of Soviet Town Planning* (1973)
- A. Ryabushin *et al*, *The Residential Environment as an Object of Forecasting* (1972); *The Futurology of Environment* (1973); *Scientific and Technical Progress, Urbanisation and Housing* (1974)
- G. Fomin *et al*, *The Prospects for the Transformation of Man's Urban Environment* (1973)

C'est le Comité gouvernemental pour la construction du Conseil des ministres de l'URSS (I. Novikov, président) qui coordonne les recherches de ce type. La revue principale est *Arkhitektura SSSR* (Architecture soviétique).

## PRÉVISION SOCIALE

Le groupe le plus important de chercheurs dans cette branche est celui de la section de prévision sociale de l'Académie russe de l'Institut scientifique de sociologie qui travaille sur la méthodologie de la prévision sociologique; la prévision des besoins sociaux; et les tendances de prévision dans le style de vie soviétique. Il existe des documents en anglais sur les deux derniers sujets (3).

La section de prévision sociale de l'Association soviétique de sociologie sert de coordinateur central pour l'échange d'informations de ce type de recherches sur le futur. Elle s'occupe surtout des problèmes méthodologiques de prévision et tient périodiquement des réunions sur ces problèmes. Ils dépassent d'ailleurs de beaucoup les frontières de la sociologie. Désormais le travail de la section nécessite la participation des spécialistes les plus éminents dans bon nombre de disciplines autres.

---

(3) Ces rapports ont été présentés au VIII<sup>e</sup> congrès de l'Association internationale de sociologie, et ont été diffusés auprès des principaux centres de coordination et dans les périodiques traitant des recherches sur le futur dans différents pays. On peut trouver un bref résumé de ces deux rapports dans « *Sociological Abstracts* » d'août 1974, supplément 47-1.

La section participe à l'organisation des conférences scientifiques sur la prévision (4). Les membres sont aussi impliqués dans le travail du Comité pour les recherches sur le futur de l'Association internationale de sociologie. Ce Comité a pris part à l'organisation de la troisième Conférence mondiale des recherches sur le futur (Bucarest 1972), et de la Conférence spécialisée sur les recherches sur le futur (Rome 1973), qui a été consacrée à la prévision des besoins sociaux.

## AUTRES RECHERCHES

Dans chacun des autres domaines de recherche, il y a moins de sections qui travaillent sur la prévision. Voici les ouvrages récents les plus significatifs. *Démographie* : E. Grazhdannikov, Modèles de pronostics des procédés socio-démographiques (1974); B. Urlanis, Problèmes des dynamiques de la population soviétique (1974).

*Education* : B. Gershunskii, Méthode de pronostics en éducation (1974); O. Lebedev, Problèmes méthodologiques dans la prévision des nouvelles spécialisations dans les instituts supérieurs d'enseignement technique (1973); M. Skatkin, L'école du futur (1974).

*Droit* : G. Avanesov, La théorie et la méthodologie de la prévision criminologique (1972); R. Safarov, Prévision en jurisprudence, en droit et en sociologie (1973).

*Militaire et politique* : V. Konoplev, Prévision scientifique dans les affaires militaires (1974); M. Yakovlev, La politique étrangère de l'Union soviétique (1970); A. Sergiev, Prévision en politique.

*Philosophie et méthodologie* : G. Bagaturia, Engels sur la société communiste (1972); V. Vinogradov et S. Goncharuk, Lois sociales et prévision scientifique (1972), A. Gendin, Prévision et objectifs en développement social (1970); V. Gott, La prévision scientifique léniniste et le présent (1969); V. Lisichkin, La théorie et la pratique des pronostics (1972); E. Modrzhinskaya et Ts. Stepanyan, eds, Le futur de la société humaine (1971); G. Rubanov, Prévision et chance (1974); T. Rumyantseva, Interview avec le futur: problèmes méthodologiques de la prévision sociale (1971).

---

(4) Ainsi, en 1973-1974 par exemple, des membres de la section ont participé à des conférences sur la prévision en architecture et en planification urbaine, à Minsk et Leningrad, en sociologie et sciences économiques à Dubna, en sciences et technologie à Kiev et Saransk, en psychologie sociale à Tbilisi, en éducation à Moscou.

## OUVRAGES DE L'EUROPE DE L'EST ET DE L'EUROPE DE L'OUEST

Un certain nombre d'ouvrages d'auteurs de l'Europe Occidentale ont été publiés en traduction russe au cours de ces dernières années. Deux éditions de « Technological Forecasting in perspective » de E. Jantsch, quelques chapitres sur ces derniers travaux ont été ajoutés à la 2<sup>e</sup> édition (5). Parmi les autres auteurs traduits, je citerai J. Galbraith, J. Forrester, R. Ayres, J. Bright et G. Theil (6). En pratique on a traduit tous les ouvrages significatifs traitant de prévision dans les républiques démocratiques d'Allemagne, de Bulgarie et autres pays socialistes.

Par ailleurs ont été publiés plusieurs ouvrages consacrés à la critique de la futurologie bourgeoise dont: Dans le labyrinthe des prophéties de E. Arab-Ogly (1973); La faillite des prévisions bourgeoises de développement social de N. Kosolapov (1971, en Ukrainien); Le problème de la prévision dans l'idéologie bourgeoise contemporaine (1971).

## CENTRES DE RECHERCHE

Les centres de recherche sur le futur les plus importants se trouvent à Moscou, à Lénningrad, à Kiev et à Novosibirsk.

A Kiev, le Conseil scientifique pour les problèmes interdisciplinaires des « études des sciences, de la prévision et de l'efficacité économique des progrès scientifiques et techniques » de l'Académie ukrainienne des sciences, sert de coordinateur central de prévision, surtout dans le domaine de la prévision technique et scientifique. Il publie la revue *Naukovedenie I Informatika*, organise l'échange systématique d'informations sous forme de conférences et de séminaires groupant des spécialistes et tous les deux ans, il dirige un symposium sur les études des sciences et les prévisions scientifiques et techniques,

---

(5) E. Jantsch, *Technological Forecasting in Perspective* (Paris OCDE, 1967), E. Jantsch, *Technological Planning and Social Futures* (New York Halsted Press, 1972).

(6) J. Galbraith, *The New Industrial State* (New York, Houghton Mifflin, 1972); R. Ayres, *Technological Forecasting*, (New York, McGraw-Hill 1969); J. Forrester, *Industrial dynamics* (Cambridge, Mass., MIT Press, 1961); J. Forrester, *Urban Dynamics* (Cambridge, Mass, MIT Press, 1969); J. Bright, *Technological Forecasting for Industry and Government* (Englewood Cliffs, NJ, Prentice-Hall, 1968); H. Theil, *Applied Economic Forecasting* (New York, American Elsevier, 1971).

auquel participent des centaines de spécialistes venant de tous les coins du pays. Le premier symposium a eu lieu en janvier 1966 et d'autres l'ont suivi en décembre 1967, février 1970, février 1972 et mars 1974 (7).

A Léninegrad, c'est la section de prévision scientifique du bureau de Léninegrad de l'Association soviétique de sociologie qui assume le rôle d'échanges d'informations sur les recherches sur le futur, ainsi que la branche de Léninegrad de la Société Znanie pour la propagande scientifique (8).

A Novosibirsk, la section de prévision sociale du bureau sibérien de l'Association soviétique de sociologie est le centre qui assure ces fonctions et elle organise périodiquement des séminaires, consacrés en particulier à la prévision scientifique et technique et également aux problèmes d'éducation et aux questions socio-démographiques.

A Moscou, comme je l'ai déjà dit, le rôle de coordinateur central pour les différents domaines de la prévision est assumé par les comités gouvernementaux pour la planification, la science et la technologie, la construction et aussi par l'Académie des sciences de l'URSS. De plus, le Conseil soviétique des sociétés techniques et scientifiques réunit régulièrement une commission sur « la prévision relative au développement d'un grand système ».

Ces dernières années on a également assisté à la constitution d'équipes de chercheurs qui travaillent à la fois sur la prévision théorique et sur la prévision appliquée, à Tallin, Tartu, Riga, Vil'nyus, Minsk, Tbilisi, Erevan, Baku, Tashkent, Khar'kov, Gor'kii, Kazan', Kuibyshev, Sverdlovsk, Krasnoyarsk, ainsi que dans bien d'autres villes.

---

(7) Les travaux des symposiums ont été publiés sous le titre: *Analysis of Trends and Forecasting in Scientific and Technical Progress* (1967), *Science Studies, Forecasting and Information Sciences* (1970) et dans *Naukovedenie I Informatika*. Pour avoir de plus amples détails concernant les activités du Conseil, voir: E. Bruyatskii et L. Smirnov, « *Sistemny podkhok k nauchno — tekhnicheskomu Prognozirovaniye* » (L'approche systématique de la prévision scientifique et technique.), *Naukovedenie I Informatika*, 1970, n° 2.

(8) Les travaux des symposiums sont publiés dans la revue *Stroitel'stvo I Arkhitektura Leningrada* (Construction et Architecture de Leningrad).

## BIBLIOGRAPHIE

### I. - *Analyses critiques*

UTOPIE ET PROSPECTIVE, (à propos de six ouvrages sur...)

A une époque où le souci du présent devient primordial, où la satisfaction différée n'a plus de mise, se développe cependant un état d'esprit où les travaux de projection dans l'avenir se multiplient sous la forme de prospective ou de futurologie. Le futur est appréhendé comme un possible souhaité ou redouté. Toutes ces tentatives ne ressemblent-elles pas au façonnement du monde à l'image d'un modèle idéal qui caractérise l'utopie ? La naissance d'une « bibliothèque des utopies » aux Éditions France-Adel, qui ambitionne d'effacer « les brumeuses frontières que les hommes ont étourdiment dressées entre les territoires du réel et ceux du songe » peut être l'occasion d'examiner à travers des ouvrages récents s'il existe une démarcation entre l'utopie et la prospective.

Jamais réédité depuis 1781, « *La découverte australe par un homme-volant* » de Restif de la Bretonne (1) est aujourd'hui mise à la disposition du public. Pour épouser la fille du Seigneur, l'humble Victorin invente des ailes grâce auxquelles il enlèvera la jeune Christine qu'il aime ; il l'installera avec quelques autres personnes sur le Mont Inaccessible en Dauphinée, avant de partir aux antipodes où il fonde une colonie ; Victorin et ses enfants explorent l'espace alentour, découvrent une trentaine d'îles avoisinantes où vivent d'étranges races, un peu semblables au monde de Grandville ou de Goya, mais tandis que Grandville lestait chaque figure animale d'un corps humain, Restif greffe des traits hominiens sur des corps d'animaux ; il y a des hommes-castors, des hommes-lions, des hommes taureaux, etc. La colonie française essaimera dans toutes ces îles afin de civiliser ces espèces tout en respectant leur spécificité ; la rencontre avec les mégapatagons voisins, dont l'organisation sociale et les idéaux paraissent enviables, l'amène à rédiger une constitution qui fait

---

(1) RESTIF DE LA BRETONNE, *La découverte australe par un homme-volant ou le Dédale français*, Bibliothèque des Utopies, France-Adel éd., 164 p., 1977.

de l'égalité de tous la condition du bonheur. La « découverte australe » dépasse ainsi la formule du voyage imaginaire seulement soucieux de dépaysement et d'exotisme; l'œuvre présente bien les caractères d'une utopie, c'est-à-dire d'une description aussi crédible que possible de la prise en charge directe et volontariste de l'élaboration du cadre social de l'existence individuelle et collective; cette intention constructive dans « La découverte australe » fait une grande place à la technologie, technologie de la machine et technologie de l'intellect; la première, par la construction d'un appareil volant, non seulement permet de résoudre un problème sentimental personnel, mais favorise la reconnaissance de terres étendues, assure le pouvoir de la colonie française et sa protection puisque les hommes-volants veillent à ce que des étrangers comme le Capitaine Cook ne découvrent pas l'existence de cette terre inconnue; la seconde englobe l'organisation de missions spéciales chargées de kidnapper des spécialistes occidentaux dont le pays est dépourvu (acteurs, artistes, écrivains) et l'éducation envisagée surtout comme technique de communication; en effet les hommes volants enlèvent toujours un couple dans chaque communauté environnante pour le familiariser avec leur culture pendant quelques mois avant de l'utiliser comme intermédiaire dès qu'il est reconduit dans son milieu d'origine. En fait, malgré le rôle joué par l'invention de la machine volante et la supériorité que donne la possession de certains instruments (longue vue, armes, etc. .) l'utilisation des techniques ne recherche pas tellement une remise en question des rapports de l'homme avec la nature; il n'y a pas de projection dans l'avenir d'un quelconque progrès scientifique mais plutôt l'ambition de retrouver la simplicité des lois naturelles.

Ce même rêve se retrouve chez un autre utopiste du 18<sup>e</sup> siècle, dont Françoise Aubert dans « *Sylvain Maréchal, passion et faillite d'un égalitaire* » (2) montre le profil curieux, paradoxal même, de cet homme célèbre pour avoir rédigé le « Manifeste des égaux » dans lequel est revendiquée l'égalité à n'importe quel prix. Mais contrairement à Dommanget (Sylvain Maréchal. L'égalitaire. L'homme sans Dieu) et à Marian Skrzypek (S. Maréchal. Le représentant de la théorie de la religion des Lumières), l'auteur soutient que Maréchal ne fut pas communiste; l'épisode babouviste ne fut qu'une « parenthèse au cours de laquelle Maréchal abandonna ses propres solutions au problème des inégalités ». L'idéal de Babeuf avec sa condamnation de la propriété privée et de l'héritage s'oppose radicalement à l'idéal égalitaire de Maréchal avec son refus de la communauté des biens et du travail, son opposition à toute forme d'institutions, son attachement à la propriété privée et à la cellule patriarcale. Cette dissociation des deux tendances, égalitariste et communiste,

---

(2) F. AUBERT, *Sylvain Maréchal, passion et faillite d'un égalitaire*.

repose au fond sur la conviction qu'il faut détruire toute forme de société civile pour retrouver les mœurs patriarcales, seules capables d'annuler les inégalités qui ne sont pas « naturelles »; l'utopie de Sylvain Maréchal se transforme en invitation au retour à la terre et au respect des lois naturelles: la propriété, les liens de la famille, le gouvernement patriarcal.

Ainsi, soit sous forme de roman, soit sous forme de projet de législation, l'utopie se présente comme une organisation rationnelle de la société, impliquant par là-même l'expulsion de toutes les sédimentations historiques qui brouillent la logique naturelle. Une telle démarche suggère l'idée d'une restauration de l'état originel totalement étranger au présent. En fait Restif de la Bretonne comme Sylvain Maréchal restent marqués par leur époque; le premier en situant son île à l'antipode de l'Europe construit une société égalitaire qui, même sur le plan de la consommation (« personne ne pourra se délicater dans le manger, se mettre plus somptueusement dans les habits que les autres ») est antithétique de la société occidentale; malgré une certaine liberté sexuelle prônée, la femme doit soumission à l'homme; par là, Restif rejoint Sylvain Maréchal, auteur du « *projet d'une loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes* »; dans ce siècle partagé par les vues contradictoires du 18<sup>e</sup> siècle, on pouvait proclamer l'égalité des hommes et des femmes tout en refusant à celles-ci l'accès à la vie politique, souhaiter une élévation du niveau culturel et critiquer la revendication féministe d'instruction.

L'utopie, comme inclineraient à le penser certains contenus du genre et comme le suggère son étymologie, n'est pas indifférente au temps; c'est peut-être ce qui ressort essentiellement de la très remarquable étude de R. Trousson: « *Voyages aux pays de nulle part* » (3). A l'aube de la renaissance les utopistes du 16<sup>e</sup> siècle abandonnant la spéculation théologique, donnent à la vie terrestre une signification nouvelle, nourrie par la prédominance des problèmes d'organisation de la vie sociale, de l'instruction, du progrès scientifique, de l'essor urbain; les cités imaginées sont construites en fonction du bien-être quotidien et de la sécurité terrestre. Certes, à l'exception de Bacon, ces utopistes peuvent apparaître anachroniques dans la mesure où, au cœur d'une expansion économique et internationale, ils imaginent des cellules sociales minimales, des économies à prédominance agricole, où la frugalité et l'ascétisme sont de mise. En réalité la perception des bouleversements assez imprévisibles du développement qui s'annonce crée une tendance compensatoire de l'utopie qui va à contre-courant de l'élan de l'histoire. Le 17<sup>e</sup>

---

(3) Raymond TROUSSON, *Voyages aux pays de nulle part*. Histoire littéraire de la pensée utopique, éd. de l'Université de Bruxelles, 298 p., 1975. — Cf. aussi son article: « Utopie et roman utopique ». *Revue des sciences humaines*, Lille III, 1974-3, numéro consacré à l'utopie.

siècle accentuera encore le rapport entre l'utopie et la réalité historique, rapport tellement étroit au 18<sup>e</sup> siècle qu'il transforme le genre utopique en instrument de propagande et de diffusion: sans être associé à un programme d'action politique, il vulgarise certaines idées — laïcisation de l'État, réduction de l'Église, apologie de la religion naturelle, de l'égalité, etc ;.. — sans être une préfiguration révolutionnaire — l'utopie primitiviste est souvent un rêve de fuite ou une reconstruction paternaliste rétrograde — il montre que la réalité n'est pas la seule possible. La publication de « *L'An 2440* » de Louis Sébastien Mercier (4) transforme radicalement l'utopie en introduisant une nouvelle dimension, le temps; au schéma répété d'une localisation dans quelque espace imaginaire se substitue la projection dans le temps; l'utopie cesse de répondre à la définition de Ruyer: « un exercice mental sur les possibles latéraux »; elle devient un exercice mental sur un probable ultérieur comme le souligne l'épigraphe leibnizienne de l'ouvrage de Mercier: « Le temps présent est gros de l'avenir ». Mais cet avenir, entrevu comme émergence d'une société heureuse et surgissement d'un temps meilleur s'anéantit dans la description utopique. Cette dernière échappe à toute dégradation interne, elle ignore le temps et le devenir; le sens de la contre-utopie ne serait-il pas de réintroduire la perspective temporelle dans l'utopie réalisée ? cette dernière n'est-elle pas encore une étape ? Ce bonheur installé ne contient-il pas les prémisses d'un retour à la barbarie ? (5)

Ferme intention de supputer le futur, souci de crédibilité, conquête volontariste du bonheur — en ce sens les utopistes se distinguent du millénarisme qui est attente d'un royaume dans l'édification duquel la volonté humaine n'a aucune part — tous ces caractères rapprochent l'utopie de la prospective; cette dernière recueille même un très riche héritage utopiste, l'aptitude à canaliser une réflexion globale, plus qualitative que quantitative, sans supprimer la liberté et le rôle de l'imagination.

Cependant pour se confondre avec la prospective, l'utopie devrait se transformer aussi radicalement qu'elle le fit au 18<sup>e</sup> siècle. Tout d'abord elle devrait conserver un champ temporel indéfiniment ouvert au lieu de clore

---

(4) Déjà sorti de l'oubli en 1971 par les éditions Ducros avec une préface de R. Trousson est de nouveau publié dans la « Bibliothèque des utopies » aux éditions France-Adel (349 p., préface d'Alain Pons),

(5) Cette restauration du temps au cœur de l'utopie distingue, à notre avis, les utopies négatives qui se veulent être terrifiantes du genre fantastique: ce dernier est l'exorcisme d'un présent porteur de développements inquiétants; par exemple on a attribué la vogue du « roman noir » du XVIII<sup>e</sup> siècle au désir d'oublier les événements contemporains pour se réfugier « dans un passé sécurisant dont les fantômes, malgré leurs apparences effarantes, avaient plus d'attrait que les spectres grimaçants de l'avenir ». Cf. P. ARNAUD, *Ann Radcliffe et le fantastique*, Aubier Montaigne, 1976, 391 p.

l'histoire en construisant sa cité idéale; ensuite elle devrait se libérer d'une équivoque emprise du passé qui, lorsqu'elle ne lui suggère pas un retour à quelque simplicité originelle, lui inspire les lignes du futur. La description de la « fonction utopique » selon Ernst Bloch (6) implique peut-être cette nouvelle transformation capitale sinon du genre utopique, du moins de l'esprit.

Philosophe marxiste Ernst Bloch renouvelle toute la pensée matérialiste en centrant ses analyses sur le concept d'avenir; des trois phases de la temporalité — passé, présent, avenir — la dernière reçoit un privilège épistémologique; toutes les attitudes existentielles, tous les systèmes philosophiques se valorisent aux yeux de Bloch par leur teneur en vision prospective; inversement la méfiance du penseur allemand à l'égard des théories psychanalytiques, particulièrement celle des archetypes de Jung, tient à leur prétention de situer dans un passé individuel ou collectif le principe explicatif et moteur de tous les processus psychologiques ou sociaux. Or, si on reste attentif aux conditions biologiques et historiques du sujet, on s'aperçoit que la caractéristique fondamentale de la conscience est d'être anticipante. Une analyse phénoménologique de cette conscience anticipante privilégie deux catégories: l'une est le « pré-apparaître »: il désigne un mode d'être qui éveille la conscience et lui indique ce qui n'est pas encore devenu dans tout l'éventail de ses possibilités; l'autre est le « possible — objectivement — réel »: ce n'est pas une forme préliminaire de la réalité, ni le foisonnement illimité d'une imagination débridée, mais une « détermination porteuse du futur », c'est-à-dire identifiée au sein de la matière comme essentiellement objectivable. Le futur non advenu n'est donc pas le dévoilement d'une essence donnée a priori, ni l'accomplissement d'un destin; niché dans le présent, il se trouve toujours à la rencontre du sujet et du monde actuel. La discrimination établie entre la fonction idéologique et la fonction utopique consacre cette réhabilitation de l'activité imaginative anticipante; les rêves éveillés, les projets d'avenir, les aspirations à un monde meilleur peuvent embellir les situations présentes; l'anticipation n'est plus « qu'un polissage douteux du Donné » et finalement une acceptation résignée; cette stabilisation de l'ordre établi est pour Ernst Bloch comme pour Karl Mannheim (*Idéologie et utopie*) la fonction idéologique de l'imagination. Mais au sein des valeurs culturelles véhiculées par l'idéologie existent des significations latentes qui définissent un excédent culturel décelable dans l'art, les sciences, la philosophie et où puise la fonction utopique; celle-ci devient une force d'émancipation puisqu'elle ne se propose plus de prolonger une tendance identifiée

---

(6) Ernst BLOCH, *Le principe Espérance I*, bibliothèque de philosophie, Gallimard, 1976, 535 p.

*Utopie-Marxisme selon Ernst Bloch*. Hommages publiés par Gérard Raulet, Payot, Critique de la politique, 1976, 331 p.

dans le passé mais de promouvoir des contenus supprimés par la pratique historique. Comme l'écrit Ernst Bloch l'utopie est « l'organe méthodologique de la nouveauté ».

En ce sens la « fonction utopique » selon Ernst Bloch se rapproche de la prospective; le philosophe marxiste veut soustraire l'utopie à l'attraction du positivisme des sciences empirico-analytiques simplement préoccupées de débusquer dans le présent et le passé un déterminisme du futur et évacuant au nom de l'objectivité, l'espoir, l'engagement, la sensibilité à la souffrance et à l'injustice; tenant compte de l'héritage historique, la « fonction utopique » de Bloch comme la prospective, met le sujet en situation d'appréhender un avenir encore inaccompli dans le présent lui-même. Une nouvelle thématique du regard s'affirme où l'observation ne peut s'exercer sans anticipation et où l'observateur ne peut se délester de ses intérêts, de ses penchants et de ses rêves. L'utopie ne contamine pas la prospective; elle l'enrichit au contraire en la faisant profiter de sa longue familiarité avec une « anthropologie de l'imagination constituante et de l'espérance militante » qui restitue au vouloir éclairé l'humanité des sentiments discréditée par la rationalité quantitative. Ernst Bloch ne se trompe pas en déclarant: « j'ai voulu montrer que le mot utopie, loin d'être un terme maudit était la catégorie philosophique de notre siècle » (7).

*Louis Arenilla.*

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *L'emploi, la croissance et les besoins essentiels: problème mondial*, (Genève 1976), 200 p.

L'ordre de grandeur de certaines variables est souvent plus significatif que leur valeur absolue. Ainsi en est-il des quelques données suivantes. Aujourd'hui, plus de 700 millions d'êtres humains vivent dans la misère et le dénuement le plus complet, 460 millions souffrent de malnutrition par manque de protéines, plus nombreux encore sont ceux qui sont privés de tout service médical élémentaire. Dans les pays en voie de développement, près de 300 millions de personnes étaient en chômage ou sous-employées en 1975. Dans les économies de marché industrialisées, les taux de chômage sont les plus élevés enregistrés depuis quatre décennies. Les pays socialistes d'Europe doivent résoudre de délicats problèmes de pénurie de main-d'œuvre et de productivité, par trop différentes, selon les secteurs d'activité...

---

(7) *Le Monde*, 30 octobre 1970. Entretien avec Jean-Michel Palmier.

Ces diverses estimations, car il ne peut s'agir que d'estimations étant donnée l'inégale valeur des systèmes d'enregistrement statistique de par le monde, ont, néanmoins, un immense mérite: celui de pouvoir servir de base à une redéfinition éventuelle des politiques suivies jusqu'à ce jour en matière d'emploi et de progrès social.

Durant la première décennie des Nations Unies pour le développement (1960-1970), l'idée force des différents programmes d'aide au développement était que, seule, une croissance économique accélérée pouvait sortir les pays du Tiers Monde de leur état de pauvreté généralisée. Depuis, les choses ont quelque peu évolué et si les experts internationaux pensent toujours que la croissance est nécessaire au décollage économique des pays en voie de développement, ils reconnaissent également qu'elle n'est pas suffisante. « Il n'est plus humainement acceptable, ni politiquement judicieux, d'attendre plusieurs générations pour que les avantages du développement filtrent à travers toutes les couches de la société et atteignent enfin les groupes les plus défavorisés ».

Très proche par les conclusions auxquelles il aboutit, d'organismes tels que le GATT, la FAO, la CNUCED, l'ONUDI, le FMI et la Banque mondiale, le BIT pose, à son tour, le problème de l'urgente et impérieuse nécessité de définir de nouvelles orientations dans le domaine de l'emploi et du progrès social. Les questions concernant l'emploi sont étroitement liées aux problèmes du paupérisme et de l'inégalité et c'est dans ce contexte plus global qu'il faut dorénavant les appréhender.

La proposition principale de ce rapport consiste à faire figurer dans la planification du développement un minimum absolu de satisfaction des besoins essentiels visant à réaliser un certain niveau de vie avant la fin du siècle. Afin de satisfaire les besoins essentiels de chacun en l'espace d'une génération, il convient de mener une action simultanée sur deux fronts: celui de la redistribution des ressources productives et celui de la croissance. Cependant, les pays en voie de développement ne peuvent assurer, seuls, la réalisation de tels objectifs. Une solidarité internationale accrue est donc nécessaire et qui peut se manifester de diverses façons: stabilisation des recettes d'exportation de produits primaires des pays du Tiers Monde, relèvement des prix pour ces exportations, accès plus larges aux marchés des pays riches pour leurs produits manufacturés et autres mesures de soutien à l'industrialisation, allègement du fardeau de leurs dettes...

Il faut imaginer un nouvel ordre économique international, une nouvelle division internationale du travail...

Mais les intentions, même les plus louables, pour être crédibles, doivent être suivies de réalisations concrètes. Or il semble, et les récentes prises de position dans le cadre du dialogue Nord-Sud ne nous contrediront pas, que les objectifs essentiellement à court terme des « décideurs » et ceux à plus long

terme des « rapporteurs » ne coïncident que très rarement. De plus, l'établissement d'un nouvel ordre économique international suppose, et c'est là une hypothèse forte, que tombe en déchéance un vieux mythe: celui de la sacrosainte indépendance nationale.

Alain Parant.

IVAN KREMNIQV (A. Tchayanov) — *Voyage de mon frère Alexis au pays de l'utopie paysanne*, traduction, notes et postface de Michel NIQUEUX — Lausanne, (ed. de l'Age d'Homme, collection Slavica Utopies, 1976, 141p.).

IVAN KREMNEV (A.V. Chayanov) — *The journey of my brother Alexei to the land of peasant utopia*. The journal of peasant studies, 4, 1 (Oct. 1976) pp. 64-109.

La résurrection, grâce à Basile Kerblay, du grand économiste populiste Alexandre Tchayanov a été l'un des événements intellectuels importants des dix dernières années. Son livre sur la théorie de l'économie paysanne a été publié en anglais et attend toujours une traduction française. Son article capital sur une théorie économique non-capitaliste a été publié par *Analyse et Prévision* en janvier 1972. Les économistes si friands de remise en question de leur science ne paraissent pas encore avoir su utiliser ce pionnier. En revanche tous ceux qui s'intéressent au développement du Tiers Monde et s'attachent à mieux comprendre les paysanneries le considèrent aujourd'hui comme un classique.

Sa charmante utopie paysanne vient d'être publiée simultanément en français et en anglais. La version anglaise donne la préface de S. Orlovski et la version française est enrichie d'une excellente postface situant l'œuvre dans son époque et dans la littérature utopique russe. Elle nous raconte comment son frère Alexis s'endort en 1920 et se réveille en 1984 dans une Russie Soviétique qui, au lieu de suivre les principes marxistes et industrialisants des bolcheviks, s'est soumise à la vision ruraliste des populistes: Moscou a été détruite et ne conserve que cent mille habitants permanents; les monuments historiques ont été préservés et sont dispersés dans d'immenses parcs; les hôtels peuvent accueillir plusieurs millions de personnes pour les grandes occasions culturelles. En effet, en 1934, les partis paysans ayant pris le pouvoir, décidèrent de détruire toutes les villes de plus de 20 000 habitants, car « une longue pratique les avait persuadés du danger que représentaient pour un régime démocratique les énormes concentrations urbaines de population (...) on évacua petit à petit les fabriques dans toute la Russie, à proximité de nou-

veaux nœuds ferroviaires (. .). Chacune de nos villes est simplement un lieu de rassemblement, la place centrale du district. Ce n'est pas un endroit où l'on vit, mais un lieu de réjouissances, de réunions et de quelques autres activités. C'est un point et non une entité sociale (...). Dans les chefs-lieux de district qui ont 10 000 habitants, il y a des hôtels pour 100 000 et ils ne désemplissent guère. Les voies de communication sont telles qu'en une heure ou une heure et demie chaque paysan peut aller dans sa ville, et il y va souvent » (pp. 31-33).

Par conséquent, plus de ville et plus de campagne non plus: « Toute la région autour de Moscou présentait maintenant l'aspect d'une seule agglomération rurale, interrompue seulement par les carrés des forêts publiques, les bandes des pâtis coopératifs et d'immenses parcs climatiques. Dans les régions où l'habitat est composé de fermes disposant de trois ou quatre déciatines (un hectare environ) par famille (. .) les maisons se touchent presque (...). Il est temps à présent d'en finir avec la division périmée entre ville et campagne, car il y a chez nous un seul type d'habitat, qui est simplement plus ou moins concentré ou dispersé » (pp. 37-38).

Ce qui ordonne ce monde rustique c'est la culture et non la production. Pour Tchayanov, comme pour Lenine, la révolution sociale passe par la révolution culturelle: éducation du peuple et création d'un nouveau mode de vie. Ce nouveau mode de vie est en grande partie un retour aux mœurs ancestrales de la vieille Russie paysanne; la gastronomie et l'art y tiennent une grande place: tout en se gorgeant de « talmouses à la vanille, bien levées, accompagnées d'un thé parfumé », Alexis discute à n'en plus finir sur l'art et évoque sans cesse les grands écrivains russes et la société brillante et aristocratique du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Chacun peut vivre comme vivait le prince Yousoufov, en compagnie de Pouchkine, dans son château d'Arkhanguelkole... les communes payent les artistes simplement pour qu'ils viennent y résider: « Tout le progrès social consiste simplement en l'élargissement du cercle de ceux qui puisent aux sources de la culture et de la vie » (p. 74).

En effet la vie locale et la vie familiale sont l'essentiel de cette utopie paysanne: « Vous pouvez vivre des années, mettons dans le district de Volokolamsk, sans vous souvenir une seule fois qu'il existe un État en tant que pouvoir coercitif » (p. 58). La preuve en est que dans les manuels d'histoire des écoles « on exposait longuement l'histoire de la commune de Taropolets, puis celle de Volokolamsk, de la Province de Moscou, et c'est seulement à la fin du livre que quelques pages renfermaient le récit de l'histoire de la Russie et du monde » (p. 46). Et cela est clairement expliqué, ainsi que les principes du fonctionnement économique dans le « chapitre neuvième que les jeunes lectrices peuvent bien sauter mais qui est particulièrement recommandé à l'attention des membres du parti communiste ». Et le chapitre septième s'intitule:

« pour convaincre tous ceux qui le veulent bien que la famille est la famille et le restera toujours ». « Édifier une société humaine dans laquelle la personne n'éprouvât aucune contrainte mais qui, par des voies invisibles pour l'individu, fût gardienne de l'intérêt général » : telle est l'ambition de l'utopie paysanne.

Ces quelques citations rendent le mélange d'aigreur ironique et de charme bucolique de ces quelque cent pages dont il paraît inimaginable qu'elles aient été écrites en 1920 à Moscou par un économiste agronome officiel et publiées à plus de 20 000 exemplaires par les éditions d'État ! Certes c'était l'époque où tout était possible, où Lenine parlait avec H.G. Wells du dépérissement des villes, où la « Kolkontai » remplaçait la famille par l'amour libre et des écoles auto-gérées. Que nos prospectives d'aujourd'hui paraissent fades et sectorielles par comparaison avec le rêve du camarade Kremniou : on parle tant de « projets » de société mais personne ne s'aventure à rêver d'un « projet total, libéré de tous les fétiches du moment. Il faut lire le 1984 de Tchayanov pour retrouver un souffle prophétique et une fraîcheur d'imagination qui fait tant défaut à notre époque. Remercions enfin l'équipe de « Slavica Utopies » de nous avoir donné ce texte et encourageons-la à en exhumer d'autres, s'ils sont aussi stimulants et évocateurs.

Ceci dit, quel enseignement tirer de cette utopie ? Est-ce seulement une curiosité heureusement découverte par des chineurs de bibliothèque ? On voit que le projet d'aménagement du territoire est plus actuel que jamais au moment où nos aménageurs brisent leurs idoles d'hier et se détournent des grands ensembles et des métropoles millionnaires pour s'intéresser aux villes moyennes, à l'espace rural « profond » et à l'arbre. De même, l'accent mis sur « le culturel », la « qualité de la vie » et le « traditionnel » sonne étonnamment au ton du jour. Reste que cet économiste est curieusement discret et parfois ambigu sur l'organisation de la production. Il s'affirme partisan déterminé de l'agriculture intensive à fort coefficient de main-d'œuvre et dit pourquoi en termes économiques et moraux pour réaliser un certain projet de société. En revanche, ce qu'il dit de la démocratisation de la gestion de l'industrie et de la distribution est bien vague et mériterait d'être repris par un économiste. Les étapes politiques qui ont conduit de la révolution de 1917 à la révolution paysanne de 1934 et à l'affermissement de l'État paysan en 1944, amuseront le lecteur d'autant que les lieux et les hommes ont eu leur histoire : La Tour Soukharev que Tchayanov aimait a été détruite en 1932 par Staline pour ouvrir une grande artère, Milioutine a été exécuté en 1938 et réhabilité par la suite... et Tchayanov, alias Kremniou, a été envoyé en Sibérie, où il est mort, et ses œuvres sont aujourd'hui des classiques : triste revers de la belle utopie !

*Henri Mendras*

EMMANUEL TODD, *La chute finale, essai sur la décomposition de la sphère soviétique* (Robert Laffont, 1976), 374 p.

Voilà un petit livre alerte qui, sous un bien mauvais titre, jette un œil frais et dit avec couleur et brutalité des choses qui ne se disent pas. La vérité sort-elle de la bouche des enfants? L'auteur en est presque encore un: vingt-cinq ans. Spécialiste de démographie historique de la paysannerie du XVIII<sup>e</sup> siècle, il s'est visiblement départi de la gravité qui sied à l'historien pour dire leur fait aux dirigeants soviétiques, non sans quelque outrance de langage qui dessert l'argument. Par exemple, il est évidemment exagéré d'écrire: « L'Union soviétique est un super Ouganda affublé d'oripeaux marxistes-léninistes, comme Idi Amin Dada se pare d'uniformes de l'armée britannique » (p. 285). Mais ce genre d'exagération ne doit pas arrêter le lecteur: le livre est sérieux parce qu'il pose un grand problème (l'avenir de l'« empire soviétique ») et utilise un mode de raisonnement habituel aux sciences sociales, mais trop peu souvent appliqué aux grands problèmes: Emmanuel Todd regarde son énorme objet contemporain comme ses villages du XVIII<sup>e</sup>, objets lointains et largement insaisissables.

D'abord, il est frappé par les contrastes entre le centre et la périphérie: le centre stagne et la périphérie prend son envol économique et une certaine liberté de démarche. Le contraste est frappant entre la stagnation industrielle de la RFSR et la croissance industrielle de la RDA, entre la stagnation agricole de la Russie et de l'Ukraine et la réussite agricole de la Bulgarie; enfin le contraste est encore plus frappant entre la stagnation du niveau de vie et de la vie intellectuelle à Moscou et l'augmentation du niveau de vie et la vitalité intellectuelle de Budapest. De plus, semble-t-il, ce qui est vrai des satellites l'est aussi des républiques allogènes (Caucase, pays Baltes et même bordure de la mer Noire): plus d'indépendance et de meilleures conditions de vie. Il lui paraît inconcevable que cette divergence croissante d'évolution n'aboutisse pas à ce qu'il appelle la chute finale et qu'il ne semble pas d'ailleurs imaginer clairement. Quelle peut être la forme de cette chute: un lent pourrissement interne, allant de pair avec un éclatement de la périphérie, ou une brutale épreuve de force entre qui et qui.

Lorsqu'on passe des industries lourdes aux industries de consommation, le développement économique suppose une décentralisation des initiatives. Or E. Todd pense que cette décentralisation a été réussie dans les satellites qui sont de format réduit et qu'elle a échoué en URSS à cause de son échelle continentale et de son système de pouvoir bureaucratique. Brejnev ne peut gouverner sans le Gosplan et le Gosplan ne peut gérer que les industries de base et les industries militaires; par conséquent, l'armée sert à la fois à contrôler l'Empire et à justifier une énorme industrie militaire qui justifie le Gosplan et le

système de pouvoir. Par ailleurs, les dirigeants soviétiques enfermés dans leur techno-bureaucratie, ont peur du peuple autant, si ce n'est plus, que l'ancienne noblesse tsariste. Par conséquent, toute décentralisation des initiatives et tout développement des industries de consommation sont impossibles sauf à la périphérie de l'Empire; au centre, bureaucratie, je m'enfoutisme et système D font excellent ménage et se soutiennent l'un l'autre. Cette rigidité s'accommode parfaitement de la croissance zéro et si l'Occident veut bien fournir des céréales, même l'impotence agricole n'est pas catastrophique. Mais cette rigidité ne peut s'accommoder du voisinage des satellites qui se développent, où les touristes soviétiques vont en vacances et où les troupes soviétiques sont stationnées. Le rapport actuel où la liberté interne se paye au prix de l'alignement international (Hongrie) et la liberté internationale au prix de l'alignement interne (Roumanie) ne pourra pas durer éternellement. Emmanuel Todd pense que l'Occident sous-estime gravement la crise intérieure russe et la divergence croissante entre URSS, allogènes et satellites, parce qu'on attache trop d'attention à la puissance militaire et aux prouesses scientifiques et par conséquent il juge que les possibilités d'influence et même d'intervention de l'Occident sont mal utilisées. Ceci dit, si l'on exclut une évolution à la tchécoslovaque, on voit mal quel avenir il envisage pour la « sphère » soviétique, en attendant cette chute finale qui n'est sans doute pas aussi proche qu'il le croit.

*H.M.*

## II. - *Comptes rendus*

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, L'impact des conventions et recommandations internationales du travail (Genève, OIT/BIT, 1977), 113 p.

Le principal moyen d'action de l'OIT est l'élaboration de normes internationales du travail sous la forme de conventions et de recommandations adoptées ensuite par sa Conférence générale. Mesurer l'efficacité de ces normes sur la législation et la pratique dans différents pays est l'objet de cette publication. L'application (ou l'ignorance) des normes est soumise à différentes formes de contrôle: un contrôle périodique de l'OIT, ou un contrôle de fait grâce aux procédures de plainte et aux enquêtes spéciales. Est également envisagée l'influence des normes autres que les conventions, c'est-à-dire les résolutions, directives pratiques, etc. Cette étude montre clairement que « Les normes demeurent un outil majeur dans l'action de l'Organisation pour promouvoir la justice sociale » (p. 91). Conscient de l'ampleur du travail qu'il reste à faire dans ce domaine, le BIT termine cette auto-analyse sur des perspectives d'avenir.

*Jean-Michel Vieillard.*

MICHELLE DURAND et YVETTE HARFF, *La qualité de la vie*, mouvement écologique - mouvement ouvrier (Paris/La Haye, Mouton, 1977), 260 p. (Coll. « Interaction, l'homme et son environnement social », n° 10).

Ouvrage de sociologie dont le but est de dégager les effets produits par la crise de la qualité de la vie chez les différents acteurs sociaux, principalement les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. Comment diagnostiquent-ils cette crise: crise de croissance? crise du capitalisme? crise de la société industrielle et du productivisme? crise de la civilisation?... Quel en est l'impact sur leur propre stratégie de changement social? Cette analyse très précise du mouvement écologique en tant qu'élément possible des luttes sociales est importante pour la compréhension de certaines actions syndicales (cadre de vie, hygiène et sécurité, conditions d'existence...), et plus généralement pour l'intelligence de la dévalorisation sociale des projets économiques de la société industrielle.

J.-M. V.

JEAN SAINT-GEOURS, *Pour une économie du vouloir*, réponses au « libéralisme avancé » (Paris, Calmann-Lévy, 1976), 208 p.

Interrogation sur les divers aspects de la crise actuelle, l'ouvrage de Jean Saint-Geours dénonce le libéralisme économique, fondé sur un « laissez faire » aveugle, et qu'il distingue cependant du libéralisme politique. Après une analyse des causes communes et des causes spécifiques de l'inflation et du chômage qui se combinent dans la crise, l'auteur s'attache à discerner les éléments traduisant l'émergence d'un nouveau modèle de croissance et de société. Il esquisse la synthèse d'une série de thèmes qui dessinent partiellement et confusément un « au-delà de la société de consommation ».

Guy Poquet.

WAYLAND KENNET, *The Futures of Europe* (Cambridge University Press 1976), 242 pages.

Ce livre a une histoire compliquée. Les matériaux dont il se compose furent préparés par un groupe d'experts européens que présidait une personnalité politique britannique, Lord Kennet, et sa mission consistait à faire à la Commission des communautés des propositions de tous ordres touchant l'intégration du long terme dans les mécanismes de décision communautaires. D'où une série de chapitres touchant l'état des études prospectives effectuées dans la CEE, et le rôle qu'elles peuvent jouer tant au niveau d'une stratégie globale que dans divers secteurs d'activité économique et sociale. Les suggestions pratiques, qui portent pour l'essentiel la marque du président de ce groupe, manifestaient un degré d'ambition que les commanditaires de l'étude n'étaient apparemment pas prêts à accepter, de sorte que les suites qui leur ont été données se situent, je crois, assez en retrait de ce qui était visé.

Ayant trempé dans la rédaction de ce livre, je me garderai naturellement d'insister sur ses mérites techniques, mais en revanche je n'hésiterai pas à dire qu'il illustre les difficultés que l'on rencontre à vouloir marier prospective et décision, chacun des futurs conjoints étant bien entendu persuadé qu'il est un incompris aux yeux de l'autre.

Bernard Cazés.

ANDRÉ DILIGENT, *Les Défis du Futur* (Paris, Fayard 1977), 294 p.

C'est André Diligent, vice-président du Centre des démocrates sociaux et auteur d'un rapport important sur la publicité clandestine à la télévision, qui a dirigé cet ouvrage collectif regroupant les réflexions prospectives de cinq groupes de travail: rôle de l'État

et des institutions, avenir de l'Europe, voies et moyens d'une nouvelle croissance (plus du tiers du livre), le triptyque éducation-loisirs-familles, et enfin la justice. Le ton n'est pas sans rappeler parfois les meilleures pages des *Réflexions pour 1985*, parues en 1963. Ce qui laisse penser que tout compte fait, le changement social n'est pas tellement rapide en France.

B.C.

JEAN-MARIE PELT, *L'Homme re-naturé* (Paris, Le Seuil 1977), 272 p.

L'auteur, professeur de biologie végétale, a fondé à Metz l'Institut européen d'écologie. Son livre cherche à appliquer à la gestion de l'univers socio-culturel « construit » l'intelligence des régulations naturelles qu'apporte l'écologie. On y trouvera une vision globalisante de la crise des sociétés industrielles avancées, resituée dans une philosophie de l'histoire où « l'émergence à la liberté » n'apparaît que comme un avenir probable parmi d'autres.

B.C.

ROBERT BACON et WILLIAM ELTIS, *Britain's Economic Problems: Too Few Producers* (Londres, Macmillan 1976), 194 p.

Deux jeunes économistes d'Oxford ont suscité en Angleterre des discussions passionnées en présentant dans ce livre une interprétation du mal britannique fondée sur la dichotomie marchand/non marchand. Depuis 1961 le secteur non marchand a absorbé une part trop rapidement croissante de l'*output* marchand, ce qui a eu selon eux pour effet de réduire à l'excès les ressources disponibles pour l'exportation et l'investissement productif. En outre les salariés n'ont pas vraiment ratifié ce transfert et ont cherché à maintenir la progression de leur pouvoir d'achat, ce qui a aggravé les tensions inflationnistes. Les auteurs sont d'avis que le remède réside dans un redressement de la part du secteur non marchand, y compris les services, au détriment du marchand, mais ils ont l'honnêteté de présenter en parallèle une solution de gauche qui viserait un objectif assez analogue au profit du seul secteur industriel.

B.C.

*Forging America's Future*, numéro spécial (janvier-février 1977) de la revue économique américaine *Challenge* (901 North Broadway, White Plains, N.Y., 10603, U.S.A.).

Il s'agit de la version intégrale d'un rapport établi fin décembre 1976 par une commission composée de personnalités très diverses (élus, universitaires, chefs d'entreprise, syndicalistes, dirigeants d'associations), et chargée de proposer des réformes sur les processus de décision collective aux États-Unis. Ses principales recommandations sont : créer au sein de l'Exécutif une commission nationale de la croissance et du développement responsable du long-terme, et un centre de coordination des travaux statistiques ; élargir vers les problèmes sectoriels et régionaux le champ couvert par le Rapport économique du Président ; renforcer l'appareil d'études du Congrès et prévoir pour chaque projet de loi une analyse des incidences à long-terme ; faciliter la participation publique à la prise de décision fédérale ; améliorer les liaisons entre l'échelon fédéral et les niveaux de décision infra-fédéraux. Le rapport se termine par l'exposé des désaccords de certains membres (en particulier Herbert Stein, ancien chef des conseillers économiques du Président).

SURVEY, "The Future of East-West Relations" n° double 100-101 1977 (133 Ilford House, Oxford Street London).

Le centième numéro de *Survey* est tout entier consacré à l'évolution à long terme des rapports Est-Ouest. La diversité et le nombre des articles sont tels qu'il est impossible de synthétiser, et l'on se bornera à signaler arbitrairement les contributions d'Amalrik, Brzezinski, Djilas, Etiemble, Pierre Hassner, Peter Wiles, R. Aron, Manès Sperber, sans oublier une longue étude d'Albert Wohlstetter sur le *missile gap*.

B.C.

IGNACY SACHS, *Pour une économie politique du développement* (Paris, Flammarion 1977), 318 p.

On retrouve ici rassemblés en version française douze articles ou rapports rédigés initialement en anglais par l'auteur, économiste d'origine polonaise et actuellement directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Derrière la diversité des sujets traités se dessine une problématique du développement dont les grands axes sont la critique des styles de croissances imitant le mauvais exemple des pays riches, et la recherche d'une forme nouvelle de planification globale qui serait naturellement orientée vers la satisfaction des besoins authentiques de la population et se donnerait les moyens (volontaristes) de parvenir à ses fins.

B.C.

ANDREI AMALRIK, *L'Union Soviétique survivra-t-elle en 1984?* (Hachette, Le Livre de Poche, collection Pluriel 1977), 320 p.

La célèbre anticipation raisonnée du jeune historien soviétique A. Amalrik, parue en 1970 chez Fayard (voir la chronique de C. Cardon in *Analyse et Prévision*, novembre 1971) était depuis longtemps introuvable. Elle vient d'être rééditée dans une nouvelle et très prometteuse collection du Livre de Poche dirigée par Georges Liebert (1). Elle comporte une nouvelle préface de l'auteur, une post-face d'Alain Besançon, et de très nombreux textes inédits d'Amalrik, dont une étude sur « Les Idéologies de la société soviétique ».

B.C.

H. BOURGUINAT et S. RACZKOWSKY, *La Crise des paiements internationaux et le développement du commerce Est-Ouest*, préface de R. Triffin (Bruxelles, éd. Bruylant 1977), 160 p.

On trouvera dans ce livre les rapports et la synthèse des débats d'un colloque Est-Ouest organisé par le Centre genevois de recherches sur les institutions internationales, et qui avait pour objet d'examiner les voies possibles d'une coopération monétaire entre pays occidentaux et pays de l'Est. Le professeur Bourguinat estime que des progrès sont possibles, par le biais de la création d'un rouble financièrement convertible, et analyse les principaux problèmes que rencontrerait un « nouveau Bretton-Woods » avec participation des États socialistes: part faite au polycentrisme monétaire, choix du régime de change optimal, rôle de l'or et des DTS.

B.C.

---

(1) Les autres titres actuellement parus de cette collection sont: R. Aron, *Essai sur les libertés*; B. de Jouvenel, *Du Pouvoir*; R. Ruyer, *La Gnose de Princeton*; R. Goubert, *Louis XIV et 20 millions de Français*; B. Bettelheim, *Le Cœur conscient*.

AMÉDÉE MOLLARD, *Paysans exploités, essai sur la question paysanne* (Presses universitaires de Grenoble, 1977), 244 p.

Cette première mise au point théorique par un marxiste sur « la question paysanne » en France est le fruit de quinze années de recherche et de réflexions par l'équipe d'économistes ruraux de Grenoble. Ce livre clair et très documenté expose par quels mécanismes les agriculteurs, bien que non-salariés, sont exploités, au même titre que les ouvriers, par le système capitaliste qui a avantage à les maintenir dans leur situation juridique d'entrepreneurs indépendants. Il ne faut pas que le langage marxiste fasse écran : les faits sont là, l'argument est convaincant et pose tout le problème de la politique agricole et le rôle des industries agricoles et alimentaires en économie libérale semi-dirigée.

*Henri Mendras.*

A. PROVENT, F. DE RAVIGAN, *Le nouvel ordre de la faim, révolutions paysannes* (Paris, Le Seuil, 1977, préface de René Dumont), 150 p.

Ce petit livre alerte, acerbe et bien intentionné d'un agronome, et d'un géographe ayant travaillé en Afrique, prône un développement par retour à l'auto-subsistance paysanne (« travailler-manger pour tous »). Il esquisse une utopie paysanne sympathique mais floue et ambiguë qu'il propose d'atteindre grâce à des « révolutions paysannes » : mais où sont les révolutionnaires pour ces révolutions tranquilles ?

*H.M.*

RENÉ MAGNAN, *Système urbain de transports individualisés* (Paris, Centre de recherche et d'urbanisme, 1977), 134 p.

Plaidoyer pour le véhicule urbain individuel banalisé (VUIB), qui rendra fluidité au trafic, indépendance et mobilité au citoyen et liberté à l'extension des zones d'habitations individuelles.

*H. M.*

SERGE-CHRISTOPHE KOLM, *La Transition socialiste, ou la politique économique de gauche* (Paris, éditions du Cerf 1977), 212 p.

Didactique et précis, S.-C. Kolm démonte en économiste les mécanismes d'une transition vers le socialisme. A partir des exemples du Chili et du Portugal il évalue les chances d'une application en France du Programme commun de gouvernement. S'il ne cache pas sa sympathie pour le socialisme, ses conclusions sont courageusement pessimistes : des deux interprétations qu'il tire du texte actuel du PCG, l'une, minimaliste, revient à une gestion loyale du capitalisme, l'autre, maximaliste, conduit à l'effondrement économique et à la réaction. Certaines solutions que propose Kolm peuvent paraître simplistes, marquées par une approche trop économique des problèmes, ou contaminées par une conception très tutélaire de ce que doit être la « bonne société ». Mais l'essentiel est dans les instruments d'analyse que S.-C. Kolm fournit au lecteur, et dans les pistes fructueuses qu'il offre à sa réflexion.

*Jérôme Cazes.*

III. - *Vient de paraître*

- Art (L') et la ville*, Interventions des artistes dans les villes nouvelles, Paris, La Documentation Française, 1977, 116 p.
- Avenir (L') du charbon*, Paris, Documentation Française, 1976, 76 p., (Collection « Dossiers de l'énergie », n° 8).
- BENOIST Alain, *Vu de droite*, anthologie critique des idées contemporaines, Paris Copernic, 1977, 632 p.
- BOISSIEU Christian de, PARGUEZ Alain et ZAGAME Paul, *Économie du déséquilibre*, Paris, Economica, 1977, 300 p., (Collection « Recherches Panthéon-Sorbonne »).
- BOURNIEU Pierre et SAYAD Abdelmalek, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Minuit, 1977, 228 p., (Collection « Grands Documents », réimpression).
- BRESSON Yoland, *Le capital temps*, pouvoir, répartition, inégalité, Paris, Calmann-Lévy, 1977, 224 p., (Collection « Perspectives de l'économie », série « Économie contemporaine »).
- BRUNHES Bernard, *Présentation de la comptabilité nationale française*. Paris, INSEE, 1977, 92 p.
- CENTRE ALBERT-LE-GRAND L'ARBRESLE, *Abus de pouvoir, des scientifiques chrétiens s'interrogent*, Paris, Desclée de Brouwer, 1977, 192 p.
- CHANDERNAGOR André et SANGUINETTI Alexandre, *Réformer la démocratie ?*, Paris, Ballard, 1977, 192 p., (Collection « Face à Face »).
- CHEVALIER Jean-Marie, *L'économie industrielle en question*, Paris, Calmann-Lévy, 1977, 272 p., (Collection « Perspectives de l'Économie », Série « Secteurs »).
- CHEVALIER Louis, *L'assassinat de Paris*, Paris, Calmann-Lévy, 1977, 196 p., (Collection « Archives des sciences sociales »).
- Chiffres (les) clés de l'énergie, III*, Paris, Documentation Française, 1976, 60 p.
- CHURCHMAN C. W., *Qu'est-ce que l'analyse par les systèmes ?*, Paris, Dunod, 1977, 218 p., (Collection « Dunod Entreprise », réimpression).
- COLLOQUE (2<sup>e</sup>) INTERNATIONAL D'ÉCONOMIE PÉTROLIÈRE... Université de Laval, 2/4 octobre 1975, *Le nouvel ordre pétrolier* (The New Petroleum Order), Québec, Presse de l'Université de Laval, 1977, 234 p.
- C.F.D.T., *Les dégâts du progrès*, les travailleurs techniques face au changement, Paris, Seuil, 1977, 320 p., (Collection « Points politiques », n° 85).
- Conseil Général de l'Isère, *Creys Malville: le dernier mot ?*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1977, 320 p.
- CORNEVIN Marianne, *L'Afrique du Sud en sursis*, Paris, Hachette, 1977, 256 p., (Collection Notre Siècle).
- DILIGENT André, *Les défis du futur*, les Français sont d'accord, mais ils ne le savent pas, Paris, Fayard, 1977, 256 p.
- DUMONT René, *Seule une écologie socialiste...*, Paris, Laffont, 1977, 288 p.
- DURAND Michelle et HARFF Yvette, *La qualité de la vie*, mouvement écologique/Mouvement ouvrier, Paris/La Haye, Mouton, 1977, 258 p., (Collection « Interaction. L'homme et son environnement social », n° 10).
- Économies (les) d'énergie*, Paris, Documentation Française, 1976, 96 p., (Collection « Dossiers de l'énergie », n° 11).
- FABRE-LUCE Alfred, *Les demi-dieux meurent aussi*, de Darwin à Marx et à Freud, Paris, Fayard, 1977, 290 p.
- FUTURIBLES, *L'avenir des campagnes en Europe Occidentale*. Paris, Futuribles, 1977, (numéro hors série).
- FUTURIBLES, *L'innovation sociale pour quoi faire ?*, Paris, Futuribles, 1977, 143 p., (numéro hors série).
- FUTURIBLES et CONSEIL DE L'EUROPE, *Science et Démocratie*, Extraits de la IV<sup>e</sup> Conférence Parlementaire et Scientifique, Florence 1975, rassemblés et présentés par André Bouilloche, Klaus Richter, Kenneth Warren, Paris, Futuribles/Conseil de l'Europe, 1976, 158 p., (numéro hors série).

- FUTURIBLES, *Théories et méthodes de la prospective*, Recueil de conférences de l'École Normale Supérieure, Paris, Futuribles, 1977, (numéro hors série).
- GIROD J., *La demande d'énergie*, méthodes et techniques de modélisation, Paris, C.N.R.S., 1977, 192 p., (Collection « Énergie et Société »).
- GLUCKSMANN André, *Les maîtres penseurs*, Paris, Grasset, 1977, 324 p.
- HOBBS (Thomas), *Les éléments du droit naturel et politique*, Paris, l'Hermès, 1977, 300 p., (Collection « Droit, économie et gestion »).
- Idéologie (l') de/dans la science*, Paris, Seuil, 1977, 272 p., (Collection « Science ouverte », ouvrage partiellement traduit de l'anglais).
- KAHN (Jean-François), *Complot contre la démocratie*, Paris, Flammarion, 1977.
- KERANGUEVEN Yvon, *Les paysans*, Paris, Larousse, 1977, 176 p., (Collection « Idéologies et sociétés »).
- KOLM (Serge Christophe), *La transition socialiste*, la politique économique de la gauche. Paris, Cerf, 1977, 216 p.
- LADRIÈRE Jean, *Les enjeux de la rationalité*, le défi de la science et de la technologie aux cultures, Paris, Unesco/Aubier Montaigne, 1977, 224 p., (Collection « Analyse et raison »).
- LA PRAIRIE Yves, *Le nouvel homme et la mer*/Yves La Prairie, Entretiens avec Maurice Bruzek, Paris, Éd. Menges, 1977, 340 p., (Collection « Avenir-Présent »).
- LELE Uma, *Le développement rural*. Publié par la Banque Mondiale, Paris, Economica, 1977, 342 p.
- MEADOWS Dennis D. et al., *Dynamique de la croissance dans un monde fini*, Préface de Joseph Fontanet, Paris, Economica, 1977, 624 p.
- MELLANBY Kenneth, *Biologie de la pollution*, Paris, Vuibert, 1977, 72 p.
- MICHELET Claude, *Cette terre est la vôtre*, pour une nouvelle alliance entre la ville et la campagne, Paris, Laffont, 1977, 256 p.
- MICOULOT Raymond, *Structure et planification de la recherche et du développement en R.F.A.* Préface du Pr. Lynen, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1977, 400 p., (Collection « Bibliothèque de droit international » tome LXXX).
- MOLLARD Amédée, *Paysans exploités*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1977, 292 p.
- Nouvelle (la) donne monétaire internationale*, Paris, Documentation Française, 1977, 96 p., (Collection « Les cahiers français » n° 177).
- O.C.D.E., *La production d'énergie et l'environnement*, Paris, O.C.D.E., 1977, 132 p.
- O.C.D.E., *Mesure du bien-être social*, progrès dans l'élaboration des indicateurs sociaux, Paris, O.C.D.E., 1977, 242 p.
- O.C.D.E., *Perspectives énergétiques mondiales*, Paris, O.C.D.E., janvier 1977, 120 p.
- PAILLET Marc, *Le rêve et la raison, pour une révolution de la politique*, Paris, Laffont, 1977, 240 p., (Collection « Libertés 2000 »).
- PERCEBOIS Jacques, *Fiscalité et Croissance*, Paris, Economica, 1977, 318 p.
- SACHS Ignacy, *Pour une économie politique du développement*, Paris, Flammarion, 1977, 320 p., (Collection « Nouvelle bibliothèque scientifique »).
- SARTIN Pierrette, *Jeunes au travail, jeunes sans travail*, Paris, Éditions d'organisation, 1977, 160 p.
- SCHOOYANS Michel, *Demain, le Brésil?*, Paris, Cerf, 1977, 176 p. (Collection « Terres de feu »).
- SCHWARTZ Bertrand, *Une autre école*. Préface de Pierre Mauroy, Paris, Flammarion, 1977, 264 p., (Collection « La rose au poing »).
- Socialistes (les) et le Tiers-Monde*, éléments pour une politique socialiste des relations avec le Tiers-Monde, Paris, Berger-Levrault, 1977, 256 p., (Collection « Tiers-Monde en bref »).
- SOLARI Luigi et ROSSIER Edouard, *De l'économie qualitative à l'économie quantitative*, Paris, Masson 1977, 324 p., (nombreux graphiques).
- THOMAS Jean-Gabriel, *Inflation et nouvel ordre monétaire*, Paris, P.U.F., 1977, 304 p.
- WIEVIORKA Michel, *L'État, le Patronat et les Consommateurs*, étude des mouvements de consommateurs, Paris, P.U.F., 1977, 272 p., (Collection « Politiques »).

# *Revue Économie et Humanisme*

numéro 235, mai-juin 1977

## LE MARXISME: UN INSTRUMENT D'ANALYSE

Xavier Charpe: Valeur et prix de production

Alain Durand: La construction de la théorie de la valeur

Denis Clerc: Les analyses marxistes de la crise

Hugues Puel: Qu'est-ce que le travail productif ?

Denis Clerc: Marxisme et problèmes nouveaux

*Dossier :*

Maurice Rustant: Le financement de la Sécurité sociale

*Faits et tendances*

*Conjoncture économique et financière*

Commande à: *Économie et Humanisme*  
99, quai Clémenceau — 69300 CALUIRE

Prix du numéro: 18 F. Expédié: 21 F

C.C.P. Lyon 1529-16 L



# *futuribles*

NUMÉROS SPÉCIAUX

LA CROISSANCE  
ET L'INÉGALITÉ DES REVENUS

L'INNOVATION SOCIALE POUR QUOI FAIRE ?

*Vient de paraître :*

SCIENCE ET DÉMOCRATIE

L'AVENIR DES CAMPAGNES  
EN EUROPE OCCIDENTALE

THÉORIES ET MÉTHODES  
DE LA PROSPECTIVE (I)  
(Recueil de conférences de l'École Normale Supérieure)

Ces numéros spéciaux peuvent être commandés directement au bureau  
de l'association, 10, rue Cernuschi 75017 PARIS, ou en librairie.

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
SUR LES PRESSES  
DES IMPRIMERIES RÉUNIES DE CHAMBÉRY  
73490 LA RAVOIRE  
EN JUILLET MCMLXXVII

---

N° 7565

# Association internationale Futuribles

(Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901)

Fondateur : Bertrand de Jouvenel; Président : Philippe de Seynes  
Délégué général et secrétaire général : Hugues de Jouvenel

L'Association a pour but:

— d'agir comme centre d'information, de documentation et d'analyse pour les études sur l'avenir (collecte, évaluation et confrontation des opinions et des données);

— de susciter et d'entreprendre des recherches sur les faits, les idées, les options dont dépend l'avenir de nos sociétés et de diffuser toutes idées susceptibles de contribuer au progrès social.

Cet objectif implique un rôle de *tour de guet* des idées et des faits porteurs d'avenir (travail vigilant d'identification et d'analyse des tendances et des possibilités, des objectifs et des idées ainsi que de leurs interprétations) et un rôle de *forum prévisionnel* où peuvent s'échanger de façon continuelle les opinions des experts, des décideurs et des citoyens sur ce qui peut advenir, ce qui est souhaitable et ce qui peut être fait.

## CLEARING INTERNATIONAL

1. *Analyse de données* : Cette mission implique le développement d'instruments importants d'information: bibliothèque spécialisée (3 000 ouvrages), service documentaire (40 000 fiches), service d'archives, fichier des chercheurs et des instituts. Elle débouche sur des travaux d'analyse et d'évaluation tels que:
  - Une synthèse de la recherche prospective;
  - Un observatoire d'expérimentations sociales.
2. *Réunions* : L'Association organise régulièrement des tables rondes et colloques. A titre d'exemple:
  - Parmi les tables rondes: le point sur les activités prospectives en Amérique Latine, Perspectives 1990 en France, vers le tricentenaire des États-Unis...;
  - Parmi les colloques internationaux: la prospective en Europe (septembre 76); les économies de matières premières non énergétiques (décembre 76).

## RECHERCHE

La fonction de Futuribles est de contribuer à la recherche sur les finalités sociales, les projets — implicites ou explicites — de sociétés et les facteurs de permanence ou de changement. Parmi les principaux projets en cours.

1. *Prospective et décision* : La dimension du long terme dans les affaires publiques.
2. *Participation* : Débat public et choix collectifs.
3. *Dynamique sociale* : Le processus d'innovation et de changement.
4. *Pré-recherche* : Analyse globale des principales forces de changement et de leurs implications économiques et sociales.

## FORMATION

La fonction de formation donne lieu à de nombreuses opérations ponctuelles en France et à l'étranger; elle comprend aussi trois types d'activités régulières.

1. *Séminaires et ateliers de prospective* qui s'adressent essentiellement aux cadres supérieurs de l'Administration ou de l'entreprise.
2. *Forums populaires* : Manifestations publiques destinées à populariser la démarche prospective et à susciter des échanges de vues entre le public et les experts.
3. *Matériel pédagogique* : Ce programme vise la conception et la réalisation de tout outil susceptible de faire mieux saisir la dimension pluri-disciplinaire et prospective des grands problèmes sociaux et de contribuer à leur traitement.

## PUBLICATIONS

L'Association publie:

1. *Futuribles*, revue trimestrielle d'analyse, de prévision et de prospective sociales.
2. *Futur-Informations*, bulletin de liaison bilingue (8 numéros par an).
3. *Rapports de recherche*.

Pour affiliation et renseignements complémentaires (rapport d'activités, envoi de spécimens, etc.) s'adresser au siège de l'Association: 10, rue Cernuschi, 75017 Paris, tél. 924-54-79/766-59-46.

# Sommaire

N° 11

ÉTÉ 1977

Bernard CHADENET

*Effets des contraintes d'environnement et de population sur le développement économique* .. .. . 259

Jean SAINT-GEOURS

*Futurible du bon développement* .. .. . 277

Jean-Paul BACHY

*Emploi : bilan, projets et perspectives* .. .. . 297

Georges ROQUES

*Propositions pour une amélioration de l'emploi en France* .. .. . 305

CAISSE NATIONALE DES MARCHÉS DE L'ÉTAT

*La création d'entreprises : forces favorables et défavorables à la création d'entreprises d'individus* .. .. . 311

Guy CABUROL (CGT)

*Point de vue syndical sur l'emploi : la position de la Confédération Générale du Travail* .. .. . 321

Gérard GALPIN (FO)

*Point de vue syndical sur l'emploi : la position de Force Ouvrière* 322

Sylvain WICKHAM

*Maturité industrielle, management et qualification* .. .. . 325

Raymond MELKA

*Quelques remarques sur les prévisions en matière d'emploi en France* 339

## FORUM PREVISIONNEL

- Pour un programme de recherche de la prospective par Claude Lacour 345
- Recherches sur le futur en Union Soviétique par Bestuzhev-Lada .. 355

## BIBLIOGRAPHIE